

Mémorial de Sainte-Hélène

par le comte de Las Cases



herodote.net vous propose ses ouvrages numériques sous deux versions différentes, lisibles à tout instant sur tous vos appareils (ordinateur, tablette, liseuse et smartphone). Ces versions vous offrent une navigation interactive, des liens vers des contenus externes (nécessite une connexion internet) et un système d'annotation et de signets.

Le format **pdf**, format standard Adobe©, est similaire à un livre imprimé. Sa mise en page étant fixe, nous vous recommandons sa lecture sur ordinateur et/ou tablette. Téléchargez au préalable le logiciel Adobe Reader (gratuit) pour plus de confort.

Le format **epub**, format ouvert, s'adapte à la taille de l'écran, même petit. Il vous permet de modifier – selon les options de votre appareil –, la police d'écriture, la taille de caractères, la couleur du fond ou encore de régler les marges ou l'interlignage.



Les **Amis d'herodote.net** peuvent découvrir en grand format les illustrations marquées d'une loupe sur simple clic après s'être identifiés (connexion requise).

[Pour plus d'informations](#)

Mémorial de Sainte-Hélène

Par le comte de Las Cases

Tome XI

Sommaire

Mardi 27 août 1816. Projet de nouvelle défense politique de Napoléon par lui-même.

Mercredi 28 août 1816. Catinat ; Turenne ; Condé. – De la plus belle bataille de l'Empereur. – Des meilleures troupes, etc.

Jeudi 29 août 1816. *Mathilde* et Mme Cottin, etc. – Pas un Français que Napoléon n'eût remué. – Desaix et Napoléon à Marengo. – Sidney-Smith. – Cause involontaire du retour du général Bonaparte en France ; historique de ce voyage. – Exemples bien bizarres de la fortune.

Vendredi 30 août 1816.

Samedi 31 août 1816. Doutes historiques ; le duc d'Orléans, régent ; Mme de Maintenon ; son mariage avec Louis XIV.

Dimanche 1^{er} septembre 1816. Les ministres, etc. – M. Daru ; anecdote. – Parures fanées de Sainte-Hélène.

Lundi 2 septembre 1816. Campagne de Saxe, ou de 1813. – Violente sortie de Napoléon. – Réflexions ; analyse. – Batailles de Lutzen, Wurchen. – Négociations. – Batailles de Dresde ; de Leipzig ; de Hanau, etc., etc.

Mardi 3 septembre 1816. Trait de bienfaisance. – Voyage à Amsterdam ; les Hollandais, etc. – Massacres de septembre. – Sur les révolutions en général ; fatalité contre Louis XVI.

Mercredi 4 septembre 1816. Sur les gardes du corps ; un déserteur parmi nous.

Jeudi 5 septembre 1816. Bourrades de Napoléon, la plupart calculées, etc. – On marchande notre existence.

Vendredi 6 septembre 1816. Conversation confidentielle. – Lettres de Mme de Maintenon et de Mme de Sévigné.

Samedi 7 septembre 1816. Fautes des ministres anglais ; moyens laissés à l'Angleterre pour l'acquittement de sa dette, etc. – Réductions du gouverneur.

Dimanche 8 septembre 1816. Cour de l'Empereur. – Présentation des femmes, etc. Sur l'âge des femmes. – Manuscrit de l'île d'Elbe.

Manuscrit de l'île d'Elbe.

Lundi 9, mardi 10 septembre 1816. Mon ménage. – Intention de l'Empereur dans ses prodigalités, etc.

Mercredi 11 septembre 1816. Petitesse de son lit. – Le tic revenu. – Gardes de l'aigle. – Le coucou.

Jeudi 12 septembre 1816. L'Empereur continue d'être souffrant, etc. Gaîté. Horrible nourriture ; vin exécration, etc.

Vendredi 13 septembre 1816. Poème de Charlemagne du prince Lucien ; critique. – Homère.

Samedi 14 septembre 1816. Manque de nourriture. – Le vin ridiculement fixé, etc. – Retour de l'île d'Elbe, etc.

Dimanche 15 septembre 1816. Poème de Charlemagne, etc. – Les frères et sœurs de l'Empereur auteurs, etc.

Lundi 16 septembre 1816. Nous manquons de déjeuner. – Sophisme de gaîté. – Sur les impossibilités, etc.

Mardi 17, mercredi 18 septembre 1816. Calcul statistique ; population des Israélites en Égypte, etc.

Jeudi 19 septembre 1816. L'Empereur change et s'affaiblit. – Argentierie brisée.

Vendredi 20 septembre 1816. Nouvelle vexation du gouverneur. – Topographie de l'Italie.

Mardi 27 août 1816.

Projet de nouvelle défense politique de Napoléon par lui-même.

J'ai été rejoindre l'Empereur sur les quatre heures. Il avait travaillé toute la matinée. Le vent était très fort ; il n'a pas voulu faire le tour en calèche ; il s'est promené longtemps dans la grande allée du bois ; nous y étions tous. Il plaisantait beaucoup un de la bande, qu'il agaçait fort, prétendant qu'il boudait, et l'accusait d'être trop souvent mécontent et de mauvaise humeur, etc., etc.

L'Empereur, au sortir de table, revenant sur sa protestation récente contre le traité du 2 août, et s'animant sur son contenu, disait, en marchant à grands pas dans le salon, qu'il allait en tracer une autre sur un cadre bien autrement vaste et important, contre le bill même de la législature britannique. Il prouverait, disait-il, que ce bill n'était pas une loi, mais une violation de toutes les lois. Lui, Napoléon, y était proscrit, et n'était point jugé. Le parlement d'Angleterre avait fait ce qu'il croyait utile, et non pas ce qui était juste : il avait imité Thémistocle, sans vouloir écouter Aristide¹. De là, l'Empereur se mettait en jugement devant tous les peuples de l'Europe, et chacun d'eux l'absolvait successivement. Il a passé en revue tous les actes de son administration, et les a tous justifiés. « Les Français et les Italiens, a-t-il dit, gémissent de mon absence. J'emporte la reconnaissance des Polonais, et jusqu'aux regrets tardifs et amers des Espagnols mêmes, etc.

1. Hommes d'État athéniens, le premier réputé pour son habileté politique, le second pour son honnêteté et sa probité. (JMS)

« L'Europe pleurera bientôt la perte de l'équilibre auquel mon Empire français était absolument nécessaire. Elle est dans le plus grand danger ; elle peut être à chaque instant inondée de Cosaques et de Tartares. Et vous, Anglais, a-t-il dit en finissant, vous Anglais, vous pleurerez votre victoire de Waterloo ! On amènera les choses à ce que la postérité, les gens instruits, les vrais hommes d'État, les vrais hommes de bien, regretteront amèrement que je n'aie pas réussi dans toutes mes entreprises. »

L'Empereur a eu des moments sublimes. Je ne le suivrai point dans ses développements. Il a promis de les dicter et a dit en avoir déjà arrêté le cadre et les bases en quatorze paragraphes.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Mercredi 28 août 1816.

Catinat ; Turenne ; Condé. – De la plus belle bataille de l'Empereur. – Des meilleures troupes, etc.

L'Empereur n'est sorti que sur les quatre heures. Il venait de passer trois heures dans son bain. Le temps était fort aigre ; il s'est contenté de quelques tours dans le jardin. Il venait de faire écrire au gouverneur qu'il ne recevrait désormais personne, à moins qu'on n'admît à Longwood sur les passes du grand-maréchal, comme au temps de l'amiral Cockburn.

Avant de se mettre aux échecs. l'Empereur a trouvé sous sa main un volume de Fénelon. C'était la *Direction de conscience d'un roi*. Il nous en a lu bon nombre d'articles, les sabrant tout d'abord avec beaucoup d'esprit et de gaieté. Enfin, il a jeté le livre, disant que le nom d'un

auteur n'avait jamais influé sur son opinion ; qu'il avait toujours jugé les ouvrages sur ce qu'ils lui faisaient éprouver, louant volontiers, censurant de même, et qu'ici, en dépit du nom de Fénelon, il n'hésitait pas à prononcer que c'était autant de rhapsodies, et vraiment il eût été difficile de le contredire.

Après dîner, l'Empereur parlait de l'ancienne marine, de M. de Grasse, de sa défaite du 12 avril². Il a voulu avoir quelques détails ; il a demandé le *Dictionnaire des sièges et batailles*³. L'Empereur l'a parcouru ; il lui a fourni une foule d'observations. *Catinat*⁴, pour son malheur, s'est trouvé sous sa main : il l'a rabaissé infiniment à nos yeux. Il l'avait trouvé, disait-il, fort au-dessous de sa réputation, à l'inspection des lieux où il avait opéré en Italie et à la lecture de sa correspondance avec Louvois. Sorti du tiers état, observait-il, et du corps des avocats, avec des vertus douces, des mœurs, de la probité, affectant la pratique de l'égalité, établi à Saint-Gratien, aux portes de Paris, il était devenu l'affection des gens de lettres de la capitale, des philosophes du jour, qui l'avaient beaucoup trop exalté. Il n'était nullement comparable à Vendôme, prononçait-il.

L'Empereur disait qu'il avait cherché à étudier de même *Turenne* et *Condé*, soupçonnant aussi de l'exagération ; mais que là il avait fallu se rendre au mérite. Il avait même observé que dans Turenne, l'audace avait crû chez lui avec l'expérience. Il en montrait plus en vieillissant qu'à son début. C'était peut-être le contraire chez Condé, qui en avait tant déployé en entrant dans la carrière.

2. Bataille navale dans les Antilles mettant aux prises, le 12 avril 1782, la flotte française de l'amiral de Grasse, et la flotte anglaise de l'amiral Rodney, et qui tourna au désastre pour les Français. (JMS)

3. Il s'agit probablement du *Nouveau dictionnaire historique des sièges et des batailles mémorables, et des combats maritimes...*, par M... M..., Paris, 1809, en 6 volumes. (JMS)

4. Nicolas de Catinat (1637-1712), maréchal de France qui servit sous le règne de Louis XIV. (JMS)

Et au sujet de Turenne, de Condé et d'autres grands hommes, j'observerai qu'il est assez bizarre que le hasard ne m'ait jamais laissé entendre le nom du grand Frédéric dans la bouche de Napoléon. Toutefois, la grosse montre ou espèce de réveille-matin de ce prince, emportée à Sainte-Hélène, et placée à la cheminée de l'Empereur, l'empressement avec lequel Napoléon, à Potsdam, s'élança sur l'épée du grand Frédéric, en s'écriant : Que d'autres saisissent d'autres dépouilles : voici, pour moi, qui est supérieur à tous les millions ! enfin, la contemplation longue et silencieuse de Napoléon au tombeau de Frédéric, prouvent assez à quel haut rang ce prince était dans l'esprit de l'Empereur, et combien il avait dû remuer son âme⁵.



Napoléon trouve l'épée du Grand Frédéric au château de Potsdam.
Gravure de l'époque.

5. Dans les temps qui ont suivi mon enlèvement de Longwood, Napoléon s'est occupé d'un travail spécial sur le grand Frédéric, de notes et de commentaires sur ses campagnes. (Voyez les *Mémoires de Napoléon*, tome 8, Bossange Frères, 1823) (LC)

Dans le *Dictionnaire des sièges et batailles* que feuilletait l'Empereur, il trouvait son nom à chaque page, mais entouré d'anecdotes tout à fait fausses et défigurées, ce qui le portait à se récrier sur toute la fourmilière des petits écrivains et les indignes abus de la plume. La littérature, disait-il, devenait une nourriture du peuple, lorsqu'elle eût dû demeurer celle des gens délicats.

« On me fait, par exemple, à Arcole, durant la nuit, prendre le poste d'une sentinelle endormie. Cette idée est sans doute d'un bourgeois, d'un avocat, peut-être ; mais sûrement pas celle d'un militaire. L'auteur me veut du bien, nul doute, et n'imagine rien de plus beau dans le monde que ce qu'il me fait faire. Il a certainement écrit cela pour me faire honneur ; mais il ignorait que je n'étais guère capable d'un tel acte ; j'étais trop fatigué pour cela ; il est à croire que j'étais endormi avant le soldat dont il parle. »

On a alors compté cinquante à soixante grandes batailles données par l'Empereur. Quelqu'un ayant demandé quelle était la plus belle, il disait qu'il était difficile de répondre ; qu'il était nécessaire de s'expliquer d'abord sur ce qu'on entendait par la plus belle des batailles. « Les miennes, continuait-il, ne pouvaient être jugées isolément. Elles n'avaient point unité de lieu, d'action, d'intention. Elles n'étaient jamais qu'une partie de très vastes combinaisons. Elles ne devaient donc être jugées que par leur résultat. Celle de *Marengo*, si longtemps indécise, avait donné toute l'Italie ; celle d'*Ulm* avait vu disparaître toute une armée ; celle d'*Iéna* avait livré toute la monarchie prussienne ; celle de *Friedland* avait ouvert l'Empire russe : celle d'*Eckmühl* avait décidé de toute une guerre, etc., etc.

« Celle de la *Moskova*, disait-il, était une de celles où l'on avait déployé le plus de mérite et obtenu le moins de résultats.

« Celle de *Waterloo*, où tout avait manqué, quand tout avait réussi, eût sauvé la France et réassis l'Europe, etc., etc. »

Mme de Montholon ayant demandé quelles étaient les meilleures troupes : « Celles qui gagnent les batailles, madame, a répondu l'Empereur. Et puis, a-t-il ajouté, elles sont capricieuses et journalières comme vous, mesdames. Les meilleures troupes ont été *les Carthaginois, sous Annibal ; les Romains, sous les Scipions ; les Macédoniens, sous Alexandre ; les Prussiens, sous Frédéric*⁶. » Toutefois, il croyait bien, disait-il, pouvoir affirmer que les Français étaient ceux qu'il était le plus facile de rendre et de maintenir les meilleurs.

« Avec ma garde complète de quarante à cinquante mille hommes, je me serais fait fort de traverser toute l'Europe. On pourra peut-être reproduire quelque chose qui vaille mon armée d'Italie et celle d'Austerlitz, mais, à coup sûr, jamais rien qui les surpasse. »

L'Empereur, qui s'était arrêté longtemps sur ce sujet qui lui était cher, revenant tout à coup, a demandé quelle heure il était. « Onze heures, a-t-on dit. – Eh bien ! a-t-il repris, en se levant, nous avons le mérite d'avoir gagné notre soirée sans le secours de la tragédie ni de la comédie. »

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

6. Frédéric II de Prusse, dit Frédéric le Grand, régna de 1740 à 1786. (JMS)

Jeudi 29 août 1816.

Mathilde et Mme Cottin, etc. – Pas un Français que Napoléon n'eût remué. – Desaix et Napoléon à Marengo. – Sidney-Smith. – Cause involontaire du retour du général Bonaparte en France ; historique de ce voyage. – Exemples bien bizarres de la fortune.

Sur les deux heures, l'Empereur m'a fait appeler dans sa chambre et m'a donné quelques ordres particuliers.....

À quatre heures j'ai été le retrouver sous la tente ; il était entouré de tous, assis et se balançant sur une chaise, riant, causant, se battant les flancs pour être gai, et répétant néanmoins souvent qu'il se sentait mou, lâche, ennuyé. Il s'est levé et a fait un tour de calèche.

Après dîner, l'on parlait de roman : on citait Mme Cottin et sa *Mathilde*, dont le théâtre est en Syrie. L'Empereur demandait s'il avait vu Mme Cottin, si elle l'aimait, si son ouvrage lui était favorable ; et comme on hésitait... « D'ailleurs, a-t-il dit, tout le monde m'a aimé et m'a haï ; chacun m'a pris, laissé et repris. Je crois qu'on peut affirmer qu'il n'est point un Français que je n'aie remué. Tous m'ont aimé, depuis *Collot d'Herbois*, s'il avait vécu, jusqu'au prince de Condé : seulement cela n'a pas été en même temps, mais par intervalles et à des époques différentes. J'étais le soleil qui parcourt l'écliptique en traversant l'équateur. À mesure que j'arrivais dans le climat de chacun, toutes les espérances s'ouvraient, on me bénissait, on m'adorait ; mais dès que j'en sortais, quand on ne me comprenait plus, venaient alors les sentiments contraires, etc. »

Plus tard, la conversation s'est arrêtée sur l'Égypte. L'Empereur a répété beaucoup de choses sur Kléber et Desaix. Il n'hésitait pas à prononcer que Kléber était le meilleur officier de son armée, après Desaix, et il a raconté plusieurs circonstances de sa vie et de

son caractère. Jusque-là, disait Napoléon, il avait passé généralement pour insubordonné ; mais il n'en laissa jamais rien soupçonner vis-à-vis du jeune général en chef, ce qui étonnait fort, observait l'Empereur, les officiers de l'état-major, accoutumés à une tout autre allure dans Kléber. L'Empereur revenait à le blâmer extrêmement de la conduite qu'il avait tenue dès qu'il s'était trouvé généralissime en Égypte : il s'était ennuyé, disait-il, de la perspective d'une telle situation, et n'avait songé qu'à revenir en Europe, ce qui l'avait porté à écrire au Directoire une lettre des plus ridicules, pleine d'assertions



🔍 Kléber général en chef en Égypte, par Ansiaux.

fausses et absurdes, qui, par la plus bizarre des circonstances, et bien assurément contre toute prévoyance de la part de Kléber, vint tomber précisément entre les mains de celui contre lequel elle était principalement dirigée : Napoléon venait de succéder au Directoire⁷. Desaix arriva près du Premier consul, au moment de Marengo. Napoléon lui demandait comment il avait pu signer la capitulation de l'Égypte ; car l'armée, remarquait-il, était suffisante pour la garder. Nous ne devons plus la perdre. — « Cela est vrai, répondit Desaix, et l'armée était certainement assez nombreuse pour cela ; mais le général en chef

7. Le volume I^{er} de la publication du comte de Montholon renferme, pages 68 et suivantes, précisément une partie de ces mêmes objets, dictés par Napoléon, la biographie de Kléber, et sa fameuse lettre au Directoire, avec un grand nombre d'observations fort curieuses de Napoléon, en regard. (LC)

ne voulait plus y demeurer. Or, le général en chef, à cette distance, n'est pas un seul homme dans l'armée, il en est la moitié, les trois quarts, les cinq sixièmes. Il ne me restait donc qu'à le déposséder ; mais il était douteux que j'eusse réussi, et puis c'eût été un crime ; car, en pareil cas, le lot d'un soldat est d'obéir ; je l'ai fait. »

Desaix à Marengo, aussitôt après son arrivée, reçut le commandement de la réserve. Sur la fin de la bataille, et au milieu du plus grand désordre apparent. Napoléon, arrivant près de lui : « Eh bien ! lui dit Desaix, nos affaires vont bien mal, la bataille est perdue : je ne puis qu'assurer la retraite, n'est-ce pas ? – Bien au contraire, lui dit le Premier consul ; pour moi la bataille n'a jamais été douteuse ; tout ce que vous voyez en désordre, à droite et à gauche, marche pour se former sur votre queue : la bataille est gagnée. Poussez votre colonne en avant : vous n'avez qu'à recueillir le fruit de la victoire. »

Plus tard, l'Empereur a beaucoup parlé de sir Sidney-Smith. Il venait, disait-il, de lire dans le *Moniteur* les pièces de la convention d'El-Arisch et observait que Sidney-Smith y avait mis beaucoup d'esprit et s'y était montré honnête homme. Il avait embêté Kléber, disait-il, par tous les contes qu'il était venu à bout de lui faire croire. Mais quand le refus de ratification de la part de son gouvernement arriva, Sidney-Smith s'en montra fort mécontent et employa beaucoup de loyauté vis-à-vis de l'armée française. « Après tout, disait l'Empereur, Sidney-Smith n'est point un méchant homme, j'en prends aujourd'hui une meilleure opinion, surtout d'après ce que je vois chaque jour de ses confrères. »

Ce fut sir Sidney qui, en communiquant les journaux d'Europe, amena le départ de Napoléon, et par conséquent le dénouement de brumaire. Les Français revenant de Saint-Jean-d'Acre ignoraient



🔍 Sir William Sidney Smith en Égypte,
par Eckstein.

tout à fait ce qui s'était passé en Égypte depuis plusieurs mois. Napoléon, avide d'apprendre quelques nouvelles, envoya un parlementaire à bord de l'amiral turc, sous prétexte de traiter des prisonniers qu'il venait de faire à Aboukir, se doutant bien que ce parlementaire serait arrêté par sir Sidney-Smith, qui mettait le plus grand soin à empêcher toute relation directe entre les Français et les Turcs. En effet, le parlementaire français reçut de sir Sidney-Smith l'intimation de monter à son bord, et, tout en le comblant de bons traitements, sir Sidney-Smith, acquérant la certitude que les désastres d'Italie étaient inconnus à Napoléon, se fit un

malin plaisir de lui envoyer une suite de journaux.

Napoléon passa la nuit dans sa tente à dévorer ces papiers, et résolut à l'instant même de passer en Europe, pour remédier, s'il en était temps, aux maux de la patrie et la sauver.

L'amiral Ganthaume, qui avait ramené Napoléon d'Égypte sur la frégate *le Muiron*, m'a souvent raconté son voyage. Cet officier était toujours demeuré au quartier général depuis la destruction de la flotte à Aboukir. Il me disait que peu de temps après le retour de Syrie, et immédiatement après une communication avec l'escadre anglaise, le

général en chef le fit venir, et lui donna l'ordre d'aller en toute hâte à Alexandrie ; d'y armer, avec mystère, et avec toute la célérité possible, une des frégates vénitiennes qui s'y trouvaient, et de le prévenir aussitôt qu'elle serait prête.

Ce moment arrivé, le général en chef, qui faisait une tournée d'inspection, se rendit sur une plage non fréquentée, avec un escadron de ses guides ; des canots s'y trouvèrent pour les recevoir, et les conduisirent à la frégate, qu'ils gagnèrent, en évitant de passer par Alexandrie.



Napoléon Bonaparte quittant l'Égypte,
caricature de Rowlandson (*Flight from Egypt*).

On appareilla le soir même, afin d'avoir disparu au jour devant les croiseurs anglais, et leur flotte mouillée à Aboukir. Malheureusement le calme survint qu'on était encore en vue des côtes, et que du haut des mâts, on pouvait distinguer les vaisseaux anglais au mouillage.

Dans cette situation, l'inquiétude fut grande ; on proposa même de rentrer à Alexandrie ; mais Napoléon s'y opposa. Les dés étaient jetés, et bientôt on fut assez heureux pour se trouver tout à fait au large.

La traversée fut fort longue et très défavorable ; on s'effraya souvent des Anglais : personne ne connaissait les intentions du général, chacun faisait sa conjecture ; on était fort agité : Napoléon seul paraissait calme et tranquille, renfermé la plus grande partie du jour dans sa chambre, où il lisait, dit Ganthaume, *tantôt la Bible, tantôt l'Alcoran*. S'il paraissait sur le pont, c'était de l'air le plus gai, le plus libre, et causant des choses les plus indifférentes.

Le général Menou était le dernier auquel Napoléon eût parlé sur le rivage, et l'on a su plus tard qu'il lui avait dit : « Mon cher, tenez-vous bien vous autres ici, si j'ai le bonheur de mettre le pied en France, le règne du bavardage est fini. »

Le sentiment de Napoléon sur nos désastres, après la lecture des papiers fournis par Sidney-Smith, était tel, qu'il ne doutait pas que l'ennemi n'eût franchi les Alpes, et n'occupât déjà plusieurs de nos départements méridionaux. Aussi, quand on approcha d'Europe, fit-il gouverner sur Collioure et le Port-Vendre, dans le fond du golfe du Lion. Un coup de vent l'en repoussa, et le fit rabattre sur la Corse. Alors on entra à Ajaccio, où l'on se procura les nouvelles.

Ganthaume me disait avoir vu là la maison de famille, le salon patrimonial de Napoléon.

La célébrité du compatriote, ajoutait-il, avait mis aussitôt toute l'île en mouvement ; il pleuvait une nuée de cousins, la rue en était pleine, encombrée.

En remettant à la voile, on gouverna cette fois vers Marseille et Toulon ; mais au moment d'aborder, on se crut encore perdu. Sur le flanc gauche du vaisseau, lors du coucher du soleil, et précisément dans ses rayons, on compta jusqu'à trente voiles qui arrivaient vent arrière. Ganthaume, dans son effroi, proposa au général d'armer le grand canot de la frégate, de ses meilleurs matelots, et d'essayer, à la faveur de la nuit, de gagner la terre de sa personne. Napoléon s'y refusa, observant qu'il serait toujours temps de prendre ce parti, et commanda de continuer la route comme si de rien n'était. Cependant la nuit s'était faite, et plus tard l'on entendit les coups de canon, signaux de l'ennemi ; mais au loin et de l'arrière, preuve évidente qu'on n'en avait pas été aperçu. Au jour, on mouilla dans Fréjus. On sait le reste.

L'Empereur a fini la soirée en citant trois exemples bien bizarres de fortune arrivés vers ces mêmes parages, et à peu près dans les mêmes temps.

Un caporal, déserteur d'un des régiments de l'armée d'Égypte, qui s'était mis dans les Mamelouks, y est devenu bey. Il a écrit depuis à son ancien général.

Une grosse vivandière de l'armée est devenue favorite du pacha de Jérusalem : elle ne savait point écrire, mais elle a fait faire des compliments, et assurer qu'elle n'oublierait jamais sa nation, et protégerait toujours les Français et les chrétiens. « C'était, disait l'Empereur, la Zaïre⁸ du jour. »

8. Tragédie de Voltaire qui porte le nom de son héroïne. (JMS)

Enfin, une jeune paysanne du cap Corse, saisie dans un bateau pêcheur par des Barbaresques, a été gouverner le souverain du Maroc. L'Empereur, après quelques communications des relations extérieures, avait, disait-il, fait venir de Corse à Paris le frère de cette paysanne, l'avait tant soit peu dégrassé, nippé convenablement, et l'avait envoyé à sa sœur ; mais il n'en avait jamais entendu parler depuis.

L'Empereur s'est retiré tard : il avait causé plus de trois heures.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Vendredi 30 août 1816.

Sur les quatre heures, j'ai été joindre l'Empereur. Il venait de travailler sous la tente. Le gouverneur avait répondu aux différentes lettres dictées par l'Empereur à M. de Montholon.

À la première, contenant la protestation contre le traité du 2 août et une foule de griefs, il n'a trouvé d'autre réponse que de demander quelle lettre il nous avait retenue. Nous ne pouvions le lui dire précisément, puisque nous ne les avons jamais vues. C'était nous qui le lui demandions ; lui seul le savait.

Quant à la seconde lettre, qui portait que l'Empereur ne recevrait plus jamais personne que par les passes du grand-maréchal, comme au temps de l'amiral Cockbum, le gouverneur a répondu qu'il était fâché que le *général Bonaparte* se trouvât importuné de visites indiscretes à Longwood, et qu'il allait s'empresse d'y remédier ; ironie révoltante et sans nom dans la position où se trouve l'Empereur, et le sens dans lequel lui avait écrit M. de Montholon !

Après le dîner, l'Empereur a gagné le salon et nous a fait asseoir autour de la même table, en séance académique, disait-il. Il s'est mis à dicter quelques objets, qu'il a rejetés après leur lecture, et la conversation alors a repris et s'est fort prolongée, partie sérieuse, partie gaie. Il était près d'une heure quand l'Empereur s'est retiré. Depuis quelque temps nous veillons plus que de coutume : c'est bon signe, l'Empereur est mieux portant, plus gai, plus causant.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Samedi 31 août 1816.

Doutes historiques ; le duc d'Orléans, régent ; Mme de Maintenon ; son mariage avec Louis XIV.

L'Empereur s'est levé de très bonne heure. Il a fait le tour du parc tout seul. À son retour, ne voulant, disait-il, faire réveiller personne, il avait saisi mon fils, qu'il avait trouvé debout, et lui a dicté deux heures sous la tente. Nous avons tous déjeuné avec lui ; puis est venue la promenade en calèche. Durant la course, l'Empereur parlait de doutes historiques : après plusieurs citations assez curieuses, il a conclu par une circonstance personnelle au Régent⁹. « Si Louis XV était mort enfant, disait-il, et rien n'était si possible, qui eût douté que le duc d'Orléans n'eût été l'empoisonneur de toute la maison royale ? Qui eût osé le défendre ? Il a fallu qu'un enfant très délicat survécût pour qu'on pût sur ce point rendre justice à ce prince. » L'Empereur alors revenait sur le caractère du duc d'Orléans, et surtout sur ses torts dans l'affaire des princes légitimés. « Il s'y était dégradé, répétait-il ; et ce n'est pas que la cause de ceux-ci ne fût mauvaise ; Louis XIV usurpait un droit en

9. Philippe duc d'Orléans (1674-1723) appelé familièrement Le Régent. Petit-fils de Louis XIII, neveu de Louis XIV, il sera régent de France de 1715 à 1723, pendant la minorité de Louis XV. (*JMS*)



Philippe duc d'Orléans, régent de France, par Santerre.

les appelant à la succession. La nation, à l'extinction de la maison royale, rentre indubitablement dans ses droits : c'est à elle à choisir. L'acte de Louis XIV n'était sans doute qu'une erreur de sa grande élévation : il pensait que tout ce qui sortait de lui devait être grand, et il semblait se douter pourtant que tout le monde ne penserait pas comme lui ; car il avait pris ses précautions pour affermir son ouvrage, en donnant ses filles naturelles aux princes de son sang, et faisant épouser à ses bâtards des princesses de sa maison. Quant à la régence, il est bien sûr qu'elle

revenait de droit au duc d'Orléans. Le testament de Louis XIV n'était qu'une niaiserie : il violait nos lois fondamentales ! Nous étions une monarchie, et il nous donnait une république pour régence, etc. »

De là, passant à Mme de Maintenon, l'Empereur lui trouvait une des carrières les plus extraordinaires ; c'était la *Bianca-Capello*¹⁰ du temps, disait-il ; moins romancière, mais aussi pas si amusante. Et poursuivant ses doutes historiques, il ne revenait pas du mystère de

10. Noble Vénitienne d'une grande beauté, dont la carrière et les aventures font une histoire toute romanesque et fort dramatique. Échappée de chez son père, errante à la suite d'un jeune marchand florentin, plongée dans la plus profonde misère, elle devient grande-duchesse de Toscane ; et, dans cette situation, s'empoisonne froidement à table, d'embarras et de dépit de voir son mari, le grand-duc, se servir d'un plat empoisonné qu'elle avait préparé contre son beau-frère, le cardinal de Médicis, lequel avait persisté de s'en abstenir par défiance. (LC)

son mariage. Il était parfois tenté de le regarder comme un problème, malgré tout ce qu'en avaient dit les mémoires du temps.

« Le fait est, observait-il, qu'il n'existe et n'a jamais existé aucune preuve officielle et authentique. Or, quel pouvait être le motif de Louis XIV de tenir cette mesure si strictement secrète pour son temps et pour l'avenir ; ou comment la famille des Noailles, parente de Mme de Maintenon, n'a-t-elle jamais rien laissé percer à cet égard, surtout encore Mme de Maintenon ayant survécu à Louis XIV, etc. »

L'Empereur, se sentant fatigué, s'est retiré aujourd'hui de bonne heure : il paraissait souffrant, triste, abattu.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Dimanche 1^{er} septembre 1816.

Les ministres, etc. – M. Daru ; anecdote. – Parures fanées de Sainte-Hélène.

Sur les trois heures, l'Empereur est sorti : il disait avoir été mou, dégoûté toute la journée, pesant ; nous avons tous été de même : c'était le temps. Nous avons gagné la grande allée du bois, tandis qu'on attelait la calèche. Rendu à l'extrémité, la pluie est survenue : elle a été assez forte pour que l'Empereur fût obligé de chercher un abri au pied d'un arbre à gomme, ce qui n'était pas d'un grand secours, vu le peu de feuillage de cet arbuste. La calèche est accourue nous prendre. Nous revenions au galop, quand nous avons aperçu le gouverneur qui arrivait de son côté. L'Empereur a aussitôt ordonné de tourner, disant que de deux maux il fallait savoir choisir le moindre ; et nous avons fait deux tours au grandissime galop, en dépit de l'orage et de

la pluie ; mais nous avons échappé à sir Hudson Lowe, c'était encore un gain.

Avant le dîner, l'Empereur, dans sa chambre, passait en revue les personnes qui l'avaient servi dans sa maison, au Conseil d'État, dans les ministères. Il a dit de M. Daru¹¹ que c'était un homme d'une extrême probité, sûr et grand travailleur. À la retraite de Moscou, la fermeté de M. Daru s'était fait particulièrement remarquer ; et depuis, l'Empereur répétait souvent qu'au travail du bœuf il joignait le courage du lion.

Le travail semblait l'élément de M. Daru, il avait toujours rempli tous ses instants ; si bien que quand il fut devenu ministre secrétaire d'État, quelqu'un le plaignant de l'immensité de travail qui devait l'absorber désormais ; « Bien au contraire, répondit-il plaisamment, c'est depuis mes nouvelles fonctions qu'il me semble n'avoir plus rien à faire. » Il s'y trouva pourtant pris une fois. L'Empereur l'ayant demandé après minuit pour travailler, M. Daru était tellement accablé de fatigue, qu'il savait à peine ce qu'il écrivait, et que, la nature l'emportant, il s'endormit sur son papier. Après un sommeil profond, venant à rouvrir les yeux, quel fut son saisissement d'apercevoir l'Empereur travaillant tranquillement à ses côtés ! L'état des bougies l'avertissait assez que son absence devait avoir été longue. Atterré, confondu, ses yeux incertains vinrent rencontrer ceux de l'Empereur, qui lui dit : « Eh bien, oui, monsieur, vous me voyez faisant votre travail, puisque vous n'avez pas voulu le faire. J'ai pensé que vous aviez bien soupiré, passé une bonne soirée ; mais encore faudrait-il que le travail n'en souffrît point. – Ah ! sire, lui dit alors M. Daru, moi, avoir passé une bonne soirée ! Voilà plusieurs nuits blanches que je passe au travail,

11. Pierre Daru (1767-1829), conseiller d'État, intendant général de la Maison militaire de l'empereur, comte d'Empire. (*JMS*)

et Votre Majesté vient d'en voir la triste conséquence qui m'afflige cruellement. — Eh ! que ne me disiez-vous cela ? lui dit l'Empereur, je n'ai point envie de vous tuer ; allez vous coucher : bonne nuit, monsieur Daru. » Voilà certes un trait caractéristique et bien propre à détromper des fausses idées dans lesquelles nous étions généralement dans ce temps-là sur le naturel intraitable de Napoléon. Mais je ne sais par quelle fatalité, je le répète sans cesse, les traits de cette nature demeureraient perdus au milieu de nous, tandis que circulaient avec tant d'activité au contraire les fables et les absurdités qui pouvaient lui être défavorables. Serait-ce que les courtisans réservaient pour le château seul leur courtoisie, et cherchaient un contrepoids au-dehors dans une apparence d'opposition et d'indépendance ? Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il en était ainsi, et que celui qui se serait complu à répéter ces traits dans les salons se serait entendu dire probablement qu'il les avait inventés, ou y aurait passé pour un benêt d'avoir pu les croire.

Le grand-maréchal et sa femme sont venus dîner comme de coutume : c'était leur jour, ils venaient tous les dimanches.

Durant le dîner, l'Empereur plaisantait sur la parure fanée de ces dames. Ce serait bientôt, disait-il, celle de ces vieilles avares qui se pourvoient chez les revendeuses. Ce n'était plus la fraîcheur ni l'élégance des Leroi, des Despeaux, des Herbault. Ces dames demandaient de l'indulgence pour Sainte-Hélène. Les maris rappelaient à l'Empereur combien il était difficile pour elles aux Tuileries. C'était le fléau, disait-on, la ruine des ménages. L'Empereur riait, il n'en convenait pas. « Cela avait été imaginé par ces dames, disait-il, comme prétexte ou justification auprès de leurs maris. » De là on s'est étendu sur notre luxe ici. L'Empereur a dit qu'il avait commandé à Marchand

de lui faire porter l'habit de chasse qu'il avait en ce moment jusqu'à extinction ; et certes il est déjà bien avancé.

Avant et après le dîner, l'Empereur a fait quelques parties d'échecs : il était ennuyé, décousu, nerveux ; il s'est retiré de bonne heure.



Napoléon jouant aux échecs à Sainte-Hélène.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Lundi 2 septembre 1816.

Campagne de Saxe, ou de 1813. – Violente sortie de Napoléon. – Réflexions ; analyse. – Batailles de Lutzen, Wurchen. – Négociations. – Batailles de Dresde ; de Leipzig ; de Hanau, etc., etc.

Il y a eu aujourd'hui courses de chevaux au camp : un de nous y a assisté.

L'Empereur est sorti assez tard, et a voulu aller gagner la calèche à pied. Le vent était très fort ; il a renoncé à sa course et s'est réfugié sous la tente ; mais il ne s'y est pas bien trouvé encore. Il a été dans sa bibliothèque, y a pris les *Lettres de madame de Châteauroux*¹², et a parcouru l'expédition de Bohême, analysé le maréchal de Belle-Isle, etc., etc. Il a essayé ensuite de nouveau quelques tours dans le jardin ; mais il est rentré presque aussitôt, et je l'ai suivi dans sa chambre.

Prenant alors un ouvrage qui traitait de nos dernières campagnes, il l'a parcouru quelque temps, puis l'a jeté, disant : « C'est une véritable rhapsodie, un tissu de contresens et d'absurdités. » S'arrêtant alors sur ce sujet de conversation, il a causé longuement sur la trop fameuse campagne de Saxe. Ses observations ont été principalement morales, peu ou point militaires. Voici ce que j'en ai recueilli de plus saillant. « Cette mémorable campagne, disait-il, sera le triomphe du courage inné dans la jeunesse française ; celui de l'intrigue et de l'astuce dans la diplomatie anglaise ; celui de l'esprit chez les Russes ; celui de l'impudeur dans le cabinet autrichien ; elle marquera l'époque de la désorganisation des sociétés politiques, celle de la grande séparation des peuples avec leurs souverains ; enfin la flétrissure des premières vertus militaires : la fidélité, la loyauté, l'honneur. On aura beau

12. Marie-Anne de Mailly-Nesle, une des favorites de Louis XV ; ses deux sœurs Louise et Pauline le furent également. (JMS)

écrire, commenter, mentir, supposer, il faudra toujours en arriver à ce hideux et triste résultat, et le temps en déroulera la vérité et les conséquences !

« Mais ce qu'il y a de bien remarquable ici, c'est que les infamies au fond demeurent étrangères aux rois, aux soldats et aux peuples. Elles ne sont l'ouvrage que de quelques *intrigants à épée*, de quelques casse-cou politiques, qui, sous le spécieux prétexte de secouer le joug de l'étranger, et de reprendre l'indépendance nationale, n'ont au fait que vendu et livré sciemment leurs maîtres particuliers à des cabinets rivaux et convoiteurs. Les vrais résultats ne se sont pas fait longtemps attendre : le roi de Saxe y a perdu la moitié de ses États, le roi de Bavière s'est vu forcé à des restitutions bien précieuses. Qu'importait aux traîtres ? Ils tenaient leurs récompenses, leurs richesses. Et ce sont les cœurs les plus droits, les âmes les plus innocentes qui présentent le spectacle solennel des plus grands châtiments. C'est un roi de Saxe¹³, le plus honnête homme qui ait jamais tenu un sceptre, qu'on dépouille de la moitié de ses provinces ; c'est un roi de Danemark, si fidèle à tous ses engagements, dont on saisit une couronne ! Voilà pourtant ce qu'ils ont prétendu le retour à la morale, son triomphe !... Et voilà la justice distributive d'ici-bas !



Frédéric-Auguste I^{er}, roi de Saxe.

13. Frédéric-Auguste I^{er} de Saxe (1750-1827), grand électeur de Saxe, devient roi en 1806. (JMS)

« Du reste, j'aime à le répéter pour l'honneur de l'humanité, et même des trônes, au milieu de tant d'infamies, jamais ne se trouvèrent plus de vertus. Je n'eus pas un instant à me plaindre de la personne individuelle des princes ; le bon roi de Saxe me demeura fidèle jusqu'à l'extinction ; le roi de Bavière¹⁴ me fit loyalement prévenir qu'il n'était plus le maître ; la générosité du roi de Wurtemberg¹⁵ se fit particulièrement remarquer ; le prince de Bade¹⁶ ne céda qu'à la force, et au dernier instant. Tous, je leur dois cette justice, m'avertirent à temps, afin que je pusse me garantir de l'orage. Mais, d'un autre côté, que d'abominations dans les subalternes !... les fastes militaires se dessouilleront-ils jamais de l'acte des Saxons, se retournant dans nos rangs pour nous égorger ; il est demeuré proverbe chez les soldats : *Saxonner*, parmi eux, veut dire à présent une troupe qui en assassine une autre. Et, pour comble de douleur, c'est un Français, un homme à qui le sang français a procuré une couronne, un nourrisson de la France, qui nous porte le coup de grâce¹⁷. Grand Dieu !

« Et ce qu'il y avait de pire dans ma situation, ce qui comblait mon supplice, c'est que je voyais clairement avancer l'heure décisive. L'étoile pâlisait, je sentais les rênes m'échapper, et je n'y pouvais rien. Un coup de tonnerre pouvait seul nous sauver, car traiter, conclure, c'était se livrer en sot à l'ennemi. Je le voyais distinctement ; et la suite a suffisamment prouvé que je ne me trompais point. Il ne restait donc qu'à combattre ; et chaque jour, par une fatalité ou une autre,

14. Maximilien de Wittelbach (1756-1825), électeur Palatin et électeur de Bavière, devient le roi Maximilien I^{er} de Bavière en 1806. (*JMS*)

15. Frédéric de Wurtemberg (1754-1816), duc électeur puis roi Frédéric I^{er} de Wurtemberg en 1805. (*JMS*)

16. Charles-Frédéric de Bade (1728-1811), duc électeur de Bade, devient le grand-duc Charles I^{er} de Bade en 1806. (*JMS*)

17. Bernadotte, devenu prince suédois, participe à la coalition des alliés de 1813, et commande l'armée du nord de l'Allemagne. (*JMS*)

nos chances diminuaient. Les mauvaises intentions commençaient à se glisser parmi nous ; la fatigue, le découragement gagnaient le grand nombre ; mes lieutenants devenaient mous, gauches, maladroits et conséquemment malheureux ; ce n'était plus là les hommes du début de notre Révolution, ni ceux de mes beaux moments. Plusieurs ont osé répondre à cela, m'assure-t-on, que c'est qu'au commencement on se battait pour la République, pour la patrie ; tandis qu'à la fin on ne se battait plus que pour un seul homme, ses seuls intérêts, son insatiable ambition, etc., etc., etc.

« Indigne subterfuge !... et qu'on demande à cette immensité de jeunes et braves soldats, à cette foule d'officiers intermédiaires, s'il leur vint jamais l'idée d'un semblable calcul, si jamais ils virent autre chose devant eux que l'ennemi ; en arrière, que l'honneur, la gloire, le triomphe de la France ? Aussi ceux-là ne s'étaient-ils jamais mieux battus !... Pourquoi dissimuler ? Pourquoi ne pas le dire franchement ? Le vrai est qu'en général les hauts généraux n'en voulaient plus ; c'est que je les avais gorgés de trop de considération, de trop d'honneurs, de trop de richesses. Ils avaient bu à la coupe des jouissances, et désormais ils ne demandaient que du repos : ils l'eussent acheté à tout prix. Le feu sacré s'éteignait : ils eussent voulu être des maréchaux de Louis XV. » Si les paroles ci-dessus avaient besoin de commentaires, si le sens demeurait, ainsi que dans tant d'autres parties de mon journal, en quelque chose incomplet, que l'on ne m'en demande pas davantage : j'ai recueilli ce qui se prononçait, je ne sais pas au-delà. J'ai déjà averti maintes fois que quand l'Empereur causait, je ne me permettais ni de questionner, ni de dissenter sur l'objet de ses récits. Toutefois, je puis ajouter, touchant cette célèbre campagne de 1813, que par divers fragments de conversations éparées de Napoléon que je n'ai point tracés en leur place, j'ai pu me convaincre en effet qu'il était loin de s'abuser sur la crise qui menaçait la France,

qu'il jugeait fort bien toute l'immensité du péril dont il se trouvait entouré quand il ouvrit la campagne. Dès son retour de Moscou, il avait vu le danger, disait-il, et s'était appliqué à le conjurer. Dès cet instant même, il fut constamment décidé aux plus grands sacrifices ; mais le moment de les proclamer lui semblait délicat, et c'est ce dernier point qui l'occupait surtout. Si sa puissance matérielle était grande, observait-il, sa puissance d'opinion l'était bien davantage encore ; elle allait jusqu'à la magie : or il s'agissait de ne pas la perdre, et une fausse démarche, une parole gauche prononcée mal à propos, pouvaient détruire à jamais tout le prestige. Une grande circonspection, une confiance extrême apparente dans ses forces lui étaient donc commandées. Il lui fallait surtout voir venir.

Sa grande faute, son erreur fondamentale a été de croire toujours à ses adversaires autant de jugement et de connaissance de leurs vrais intérêts qu'à lui-même. Il soupçonnait bien l'Autriche dès le principe, disait-il, de chercher à profiter du mauvais pas où il se trouvait engagé, pour lui arracher de grands avantages, et il y était au fond tout à fait décidé ; mais il ne pouvait se persuader qu'il y eût assez d'aveuglement dans le monarque, assez de trahison dans ses meneurs pour vouloir l'abattre tout à fait, lui, Napoléon, et livrer par là leur propre pays à la merci de la toute-puissance, non contrôlée désormais, de la Russie. L'Empereur faisait le même raisonnement à l'égard de la Confédération du Rhin, qui pouvait bien, convenait-il, avoir à se plaindre de lui, peut-être, mais qui devait cependant redouter bien davantage encore de retomber sous la sujétion de l'Autriche et de la Prusse. La Prusse elle-même, dans la pensée de Napoléon, ne se trouvait pas en dehors de ces raisonnements : elle ne pouvait, selon lui, vouloir détruire tout à fait un contrepoids nécessaire à son indépendance, à son existence même. Ainsi Napoléon admettait bien de la haine dans ses ennemis, et de l'humeur, de la malveillance peut-être chez ses alliés ; mais il ne

pouvait supposer aux uns ni aux autres le désir de le détruire tout à fait, tant il se sentait nécessaire à tous ; et il marchait en conséquence.

Voilà l'idée dominante de Napoléon dans toute cette grande circonstance. Elle est la clef constante de sa conduite jusqu'au dernier moment, à celui même de sa chute. Il ne faut pas la perdre de vue, elle explique bien des choses, peut-être tout ; son attitude hostile, ses paroles fières, ses refus de conclure, sa détermination de combattre, etc., etc.

S'il avait des succès, disait-il, il ferait dès lors des sacrifices avec honneur, et la paix avec gloire ; les prestiges de sa supériorité demeuraient intacts. S'il éprouvait, au contraire, de trop grands revers, il serait toujours alors temps d'effectuer ces sacrifices ; et l'intérêt vital de l'Autriche, celui des vrais Allemands, était là pour le soutenir de leurs armes ou de leur diplomatie, tant il les supposait imbus, ainsi qu'il l'était lui-même, que son existence politique était absolument indispensable à la structure, au repos, à la sûreté de l'Europe. Hélas ! ce dont il pouvait douter fut ce qui lui réussit : la victoire lui demeura fidèle : ses premiers succès sont surprenants, admirables ; mais ce qui lui semblait infaillible fut précisément ce qui lui manqua : ses alliés naturels le trahirent et le précipitèrent.

À l'appui de ce que je viens de dire, et pour la meilleure intelligence des paroles prononcées plus haut par l'Empereur, je vais rassembler ici un léger résumé des événements et des actes de cette fatale campagne. Aussi bien dans le temps nous ne connûmes guère en France que ses résultats ; les bulletins nous disaient fort peu de choses, et nous ne recevions aucune publication étrangère ; puis d'ailleurs, il y a si longtemps, tant d'autres grandes circonstances sont survenues, que ces détails ne sauraient être aujourd'hui bien présents même à ceux qui les avaient sus ; les voici donc dans leur ordre chronologique.

Je puise ce résumé dans un ouvrage de M. de Montvéran publié en 1820.

Cette production, tout récemment écrite, porte le caractère d'un très grand soin dans la recherche des pièces officielles et des documents authentiques. L'auteur s'est aidé de tous ses devanciers. J'ai donc dû croire que c'était indubitablement ce qu'il y avait de mieux. L'écrivain est loin d'être favorable à Napoléon ; toutefois on lui doit la justice de convenir qu'une grande impartialité à cet égard honore son caractère, en même temps qu'elle ajoute à tous les autres genres de mérite qui recommandent cet ouvrage.



L'Europe centrale au début de la guerre de libération (*Freiheitskriege*) de 1813, carte allemande.

Événements. – « Le 2 mai, Napoléon ouvre la campagne de Saxe par la victoire de Lutzen. Chose surprenante et d'un immortel honneur ! une armée toute nouvelle et sans cavalerie marche aux vieilles bandes russes et prussiennes ; le génie du chef, la valeureuse jeunesse qu'il commande suppléent à tout. On n'avait point de cavalerie ; mais les masses d'infanterie s'avancent en carrés flanqués d'une immense artillerie, et les voilà autant de forteresses mouvantes ! Quatre-vingt-un mille fantassins français ou rhénans et quatre mille cavaliers seulement battent cent sept mille Russes ou Prussiens, dont plus de vingt mille de cavalerie ! Alexandre et le roi de Prusse y étaient en personne, et leur garde célèbre n'a pu tenir contre nos jeunes conscrits.

Il en coûte aux ennemis dix-huit mille hommes ; mais notre perte est de douze mille, et notre manque de cavalerie nous prive des fruits habituels de nos victoires. Toutefois le résultat moral est immense. Le sentiment de nos soldats a pris son ascendant, et la puissance d'opinion revient toute à l'Empereur. Les Alliés se retirent devant lui sans oser risquer une nouvelle bataille¹⁸.

Le 9 mai. – Napoléon rentre victorieux dans Dresde, y ramenant le souverain, ce roi de Saxe, que le sentiment de ses vrais intérêts, que sa fidélité à ses engagements en avaient fait sortir à l'approche des Alliés, dont il avait refusé constamment toutes les propositions.

Le 21 et le 22 mai. – Napoléon triomphe de nouveau à Wurchen et à Bautzen. Les alliés avaient choisi leur terrain ; les belles campagnes de

18. La victoire de Lutzen fut pour l'Empereur le moment d'une perte sensible, celle du maréchal duc d'Istrie, le brave et loyal Bessières, qui lui était si sincèrement dévoué. Le digne roi de Saxe lui a fait élever un monument au lieu même où il fut frappé, et, par un bien glorieux rapprochement, il a été fait semblable à celui de Gustave-Adolphe, et se trouve non loin de celui-ci. Une simple pierre entourée de peupliers. Et cet exemple, du reste, n'est pas le seul d'étrangers rendant à la mémoire de nos braves un hommage négligé par les nationaux. (LC)

Frédéric l'avaient rendu classique. Ils s'y étaient retranchés, et se croyaient inexpugnables ; mais tout cède aux grandes vues, aux belles dispositions du général français, qui, en commençant le combat, se déclare déjà sûr de la victoire.



Bataille de Bautzen, gravure coloriée de l'époque.

Les alliés perdent encore dix-huit ou vingt mille hommes, et ne tiennent plus ; ils se retirent en désordre. L'Empereur les poursuit. Il a déjà franchi la Lusace, traversé la Silésie ; il est sur l'Oder. Alors les alliés demandent un armistice pour traiter de la paix, et Napoléon, croyant tenir l'instant favorable, l'accorde.

Le 4 juin. – Armistice de Pleisswitz si décisif dans la cause de nos malheurs, nœud fatal où se rattachent toutes les chances et les destinées de la campagne. L'Empereur devait-il accorder cet armistice, ou poursuivre ses avantages ? Ce put être à l'instant même un véritable problème, que le temps seul et les conséquences si terribles

pour nous n'ont résolu que plus tard. L'Empereur, victorieux, s'arrêta vis-à-vis d'ennemis abattus, auxquels il pouvait concéder désormais sans embarras : ses sacrifices ne seraient plus que de la modération. L'Autriche jusque-là incertaine, frappée de nos succès, nous revenait. Napoléon pouvait donc raisonnablement se flatter de voir conclure une paix qu'il désirait, et il ne voulait pas compromettre une occasion aussi heureuse, au hasard d'un échec qui eût tout perdu, et qui pouvait d'autant plus avoir lieu, que son armée était arrivée là en courant, et fort en désordre ; que ses derrières étaient à découvert et parcourus par l'ennemi ; et il se disait que l'armistice, dans tous les cas, lui donnait les moyens de resserrer et de bien organiser ses troupes ; de nettoyer et d'assurer ses communications avec la France ; qu'il recevrait d'immenses renforts, et se créerait une cavalerie, etc.

Malheureusement, au rebours des combinaisons de l'Empereur, ce fatal armistice ne fut avantageux qu'à nos ennemis ; il se prolongea près de trois mois, et ne servit qu'à organiser leur triomphe et notre destruction ; l'Autriche, encore notre alliée, et qui, par une déception que l'histoire caractérisera, mettait ce titre à profit pour nous combattre avec plus d'avantage, ayant besoin d'un délai, l'obtint. Les Russes, qui attendaient une armée, la reçurent ; les Prussiens se doublèrent, les subsides anglais arrivèrent et l'armée suédoise rejoignit. On remua les associations secrètes, on opéra le soulèvement de toute la population allemande, la défection des cabinets rhénans, la corruption des officiers alliés, etc.¹⁹

19. Il y avait dans cet endroit et dans plusieurs autres du même chapitre, divers passages relatifs à M. le général Jomini. Ils étaient exprimés avec toute la sévérité que la morale impose aux historiens. Le général s'est récrié avec chaleur, désavouant l'acte qui lui était imputé, et sur lequel, disait-il, j'avais pu être induit en erreur par des documents officiels, il est vrai, mais faux ; invoquant, à cet égard, le témoignage de Napoléon même récemment publié par M. de Montholon.

Me trouvant entièrement étranger à M. le général Jomini ; n'ayant puisé au fait en cette occasion que dans des relations publiques ; ne m'étant exprimé qu'en mon privé nom sur un sujet sans relation aucune avec le caractère de Napoléon, unique but de l'ouvrage ; n'ayant autorité, ni mission pour être

L'Empereur a bien reconnu, par l'événement, toutes les fautes de cet armistice, et qu'il eût mieux fait de pousser obstinément en avant ; car s'il eût continué d'être heureux, les alliés, effrayés de se trouver séparés du secours de l'Autriche, avec laquelle ils ne seraient plus entendus, coupés du prince de Suède, demeuré en arrière, voyant les places de l'Oder débloquées, et la guerre reportée en Pologne, aux portes de Dantzig, au milieu d'un peuple tout prêt à s'insurger en masse, les alliés se seraient infailliblement exécutés, et auraient conclu. Que si nous eussions éprouvé un échec, les conséquences n'en pouvaient pas être plus funestes que ce qui est arrivé. Les sages calculs de l'Empereur le perdirent ; ce qui lui sembla inconsidération, témérité, l'eût probablement sauvé.

Congrès de Prague, le 29 juillet. – Ouverture, après deux mois de difficultés et d'incidents, du congrès, sous la médiation de l'Autriche, si toutefois on peut donner le nom de congrès à une réunion où il ne se traita rien, et où l'un des deux partis était résolu d'avance qu'il en serait ainsi.

Le médiateur et les adversaires étaient également nos ennemis, tous se présentaient d'accord contre nous, et avaient déjà arrêté la guerre. Mais pourquoi s'y présentaient-ils donc ? C'est qu'il fallait à l'Autriche, par

juge, mais tenant grand compte d'un désaveu honorable, et goûtant une satisfaction intérieure à me croire dans le cas d'avoir à effacer, je l'ai fait.

Napoléon, parlant de ce général dans une de ses notes sur un ouvrage publié en Allemagne au sujet de la campagne de Saxe, dit : « C'est à tort que l'auteur de ce livre attribue au général Jomini d'avoir porté aux alliés le secret des opérations de la campagne et la situation du corps de Ney. Cet officier ne connaissait pas le plan de l'Empereur ; l'ordre du mouvement général qui était toujours envoyé à chacun des maréchaux, ne lui avait pas été communiqué ; et, l'eût-il connu, l'Empereur ne l'accuserait pas du crime qu'on lui impute. Il n'a pas trahi ses drapeaux comme Pichegru et plusieurs autres. Il avait à se plaindre d'une grande injustice ; il a été aveuglé par un sentiment honorable. Il n'était pas Français ; l'amour de la patrie ne l'a pas retenu. » (Mémoires de Napoléon, par le général comte de Montholon, tome I, page 1, Bossange frères, 1823).

un reste de pudeur, un prétexte dans les débats, pour nous déclarer la guerre, et que la Prusse et la Russie, de leur côté, croyaient devoir à l'opinion publique de l'Europe cette démonstration illusoire de leur désir et de leurs efforts pour la paix. Tous ensemble ne faisaient là que sceller le système de leurs machiavéliques combinaisons.

Le véritable congrès pour eux ne fut pas l'instant où on se réunit à Prague, mais bien les deux mois qui l'avaient précédé. Le temps nous a livré depuis les documents authentiques de leurs intrigues et de leurs machinations, de leurs traités, même durant cet intervalle. On y trouve en effet que l'armistice n'a été employé par les amis apparents et les ennemis déclarés, qu'à cimenter artificieusement l'union qui devait renverser Napoléon, à créer ce triumvirat destiné à peser sur l'Europe qu'il prétendait délivrer.

L'Autriche avait par intérêt retardé longtemps l'ouverture de ce congrès. Résolue de réparer ses pertes à tout prix, elle n'hésitait pas à sacrifier son honneur pour mieux assurer son succès. C'est sous le manteau même de l'amitié qu'elle masque sa perfidie. Se disant toujours notre alliée, empressée à nous complimenter à chaque nouveau triomphe, elle insiste avec l'air du plus vif intérêt, pour être médiatrice, lors même qu'elle est déjà convenue avec nos ennemis de faire cause commune avec eux. On l'accepte ; mais il lui fallait encore gagner du temps pour se trouver prête, et dès lors, ce furent chaque jour des incidents nouveaux, traités avec la dernière lenteur.

Dans le principe elle ne s'était offerte que comme médiatrice ; mais changeant de ton à mesure qu'elle poussait ses armements, elle parla ensuite d'être arbitre, de prononcer entre les deux partis, laissant entrevoir qu'elle attendait de grands avantages des services qu'elle pourrait rendre, etc. Enfin, au bout de deux mois d'armistice, quand

elle se crut prête et que tout se trouva d'accord entre les coalisés, ils ouvrirent le congrès, non pour y traiter la paix et ramener l'amitié, mais pour mettre leurs véritables sentiments au grand jour, et insulter à visage découvert. Les Russes surtout s'y firent remarquer par un manque d'urbanité qui ne leur était pas habituel. Ce n'étaient plus ces Russes sollicitant anxieusement un armistice après les déroutes de Lutzen, Wurchen, Bautzen, c'étaient les Russes se regardant désormais, et déjà devenus en effet, par l'esprit de leur diplomatie, l'aveuglement de leurs coassociés, leur position géographique, enfin par la force des choses, les dictateurs de l'Europe. Qui Alexandre y envoyait-il pour traiter ? Précisément quelqu'un qui, par ses circonstances personnelles, et d'après les lois françaises, ne pouvait y paraître, un homme né Français. Certes, il était difficile d'offrir un outrage plus personnel, plus direct ; et Napoléon le dévora.

Dans de telles dispositions, le congrès ne pouvait aller loin ; aussi le peu de jours qu'il dura ne laissa voir de la part de nos ennemis qu'une suite de notes plus ou moins acrimonieuses ; et, de la part de l'Autriche, qu'une partialité révoltante.

Le 10 août, douze jours seulement après la réunion des négociateurs, les Russes et les Prussiens se retirèrent avec hauteur ; et le surlendemain, l'Autriche, cette alliée fidèle, cette amie si obséquieuse, si dévouée, qui avait sollicité si vivement d'être notre médiatrice, notre arbitre, quitte tout à coup ces titres pour nous déclarer la guerre, sans autre intervalle de temps que celui de la signature de son manifeste, ténébreusement concerté depuis deux mois avec ses nouveaux alliés !!! manifeste, du reste, qui consacre la dégradation et la honte, en ce qu'il avoue le sacrifice d'une archiduchesse, par la nécessité de se plier en apparence à une alliance détestée. L'histoire prononcera sur de tels actes. Toutefois, il est à croire, pour l'honneur du trône et

de la morale, que la plupart de ces transactions, et surtout la véritable marche des affaires, demeurèrent inconnues à l'empereur François, réputé en Europe le plus doux, le plus droit, le plus moral, le plus religieux des princes. Le fait est qu'il a été dit que beaucoup de ces actes se traitèrent à son insu, que d'autres lui furent présentés entièrement dénaturés. On doit en attribuer l'odieux à l'or britannique, à la finesse de la diplomatie russe, aux passions de l'aristocratie autrichienne, excitées par la faction anglaise qui remuait et dominait en cet instant toute l'Europe.

On se sépara avec une irritation réciproque extrême. Alors l'Empereur s'exprima dans les pièces officielles et publiques avec la plus grande force et le ton de la plus haute supériorité. C'était pour les peuples ; car il demeurait tellement maître de lui, que, bien que courant aux armes, il n'en fit pas moins demander de reprendre les négociations, ce qui eut lieu à Prague. Il ne fallait pas, pensait-il, se priver de communications constantes : l'Autriche devait être facile à détacher, si nous avions de grands succès ; elle devait être facile à convaincre, si nous avions quelques revers. Tel fut ce qu'on appela le congrès de Prague.

À présent, on se demandera peut-être : Napoléon a-t-il donc été dupe dans ce congrès et ses accessoires ? Non, ou du moins pas entièrement, s'il n'eut pas connaissance de tous les faits, il ne douta jamais des intentions, ni des véritables sentiments.

Napoléon, dès l'instant de sa première victoire à Lutzen, avait proposé authentiquement un congrès général. C'était là, selon lui, la seule et unique manière de pouvoir traiter franchement du repos universel, et assurer l'indépendance de la France et la garantie du système moderne. Toute autre voie de négociation ne lui semblait qu'un

leurre ; et s'il sembla dévier de ce principe, en acceptant la médiation de l'Autriche et les conférences de Prague, c'est qu'à mesure que le temps s'écoulait, les affaires s'étaient compliquées. La défaite de Vittoria, l'évacuation de l'Espagne, et l'esprit de la France qui se détériorait, avaient empiré de beaucoup sa situation. Il devinait bien quelle serait l'issue de ces négociations, mais il lui fallait gagner du temps à son tour, attendre les événements. Il ne s'abusait nullement sur le rôle de l'Autriche ; et, sans connaître précisément jusqu'à quel point elle pouvait porter la déception, il avait fort bien su démêler sa conduite tortueuse, ses lenteurs, sa détermination. Il avait eu à Dresde même des conversations personnelles avec le premier négociateur²⁰ de cette puissance, qui s'était suffisamment laissé pénétrer. L'Empereur lui ayant dit qu'il avait, après tout, huit cent mille hommes à présenter à ses ennemis, le négociateur, disait-on, s'était empressé d'ajouter : « Votre Majesté pourrait dire douze cent mille ; car il ne tient qu'à elle de pouvoir y joindre tous les nôtres. » Mais à quel prix voulait-on les faire acheter ! il ne s'agissait de rien moins que de la restitution de l'Illyrie, de la cession du duché de



Le prince Klemens von Metternich,
par Lawrence.

20. Prince Clément de Metternich (Klemens von Metternich-Winneburg 1773-1859), ambassadeur d'Autriche à Berlin, puis à Paris. Il est nommé ministre des Affaires étrangères et Chancelier. Il est le principal négociateur de l'Autriche. (JMS)

Varsovie, de la frontière de l'Inn, etc., etc. « Et sur quoi, je vous prie, aurais-je pu compter davantage après tout cela ? disait l'Empereur. Accorder toutes ces choses, et fournir à l'Autriche le moyen de nous demander encore, ou de nous combattre ensuite avec plus d'avantages ? » Et il revenait toujours à penser que les vrais intérêts de l'Autriche se trouvant étroitement liés à notre péril, nous la retrouverions plus sûrement par nos malheurs que nous ne l'attacherions par nos concessions. Il fut donc sourd à toutes les demandes ; mais il doutait si peu des engagements déjà pris par l'Autriche avec nos ennemis, qu'il lui arriva, assure-t-on, de dire, moitié gaieté, moitié indignation, à son négociateur, qu'il traitait d'ailleurs avec une certaine familiarité : « Ah ça, un tel, combien vous a-t-on payé pour cela ? Avouez-moi cela à moi, etc., etc. »

Tout ce qu'il dut néanmoins en coûter à Napoléon en cette occasion ! à quelles épreuves ne fut pas mise sa patience ! lui qu'on a tant accusé dans le temps de n'avoir pas voulu la paix ! « Quelles n'étaient pas mes tribulations, disait-il à ce sujet, de me trouver tout seul à juger de l'imminence du danger, et à y pourvoir ; de me voir placé contre les coalisés, qui menaçaient notre existence, et l'esprit de l'intérieur, qui, dans son aveuglement, semblait faire cause commune avec eux ; entre nos ennemis, qui s'apprêtaient à m'étouffer, et les harassements de tous les miens, de mes ministres mêmes, qui me poussaient à me jeter dans les bras de ces mêmes ennemis !... et j'étais obligé de faire bonne contenance dans une si gauche posture, de répondre fièrement aux uns, et de rembarquer avec dureté les autres, qui me créaient des difficultés sur les derrières, entretenaient la mauvaise pente de l'opinion publique au lieu de l'éclairer, et laissaient le cri public me demander la paix, lorsqu'ils eussent dû convaincre chacun que le seul moyen de l'obtenir était de me pousser ostensiblement à la guerre. »

« Du reste, mon parti était pris ; j'attendais les événements, bien résolu de ne pas me prêter à des concessions ou à des traités qui n'auraient présenté qu'un replâtrage momentané et d'une conséquence inévitablement funeste. Tout parti mitoyen m'était mortel ; il n'était de salut que dans la victoire qui me continuerait la puissance, ou dans la catastrophe qui me rendrait des alliés, etc. »

Je prie de s'arrêter sur cette dernière pensée, que j'ai déjà indiquée plus haut : peut-être trouvera-t-on que je m'y appesantis beaucoup ; mais c'est que je sens le besoin de la rendre intelligible ; car bien que je la saisisse à merveille aujourd'hui, je fus longtemps à Longwood à la comprendre, tant elle me paraissait paradoxale et subtile.

« Quelle situation ! continuait l'Empereur. Moi qui voyais que la patrie, ses destinées, ses doctrines, son avenir tenaient à ma seule personne ! – Mais sire, me permis-je de remarquer alors, c'est bien aussi ce que chacun disait, et plusieurs nuances de partis vous en faisaient le reproche, ajoutant avec aigreur : Mais pourquoi s'est-il donc mis dans le cas de tout rattacher à sa seule personne ? – Accusation banale et vulgaire, a repris l'Empereur : cette situation n'était pas de mon choix, elle ne venait pas de ma faute ; elle était toute dans la nature et la force des circonstances, dans la lutte de deux ordres de choses opposés. Ceux qui s'exprimaient ainsi, s'ils étaient de bonne foi, auraient-ils mieux aimé se reporter avant brumaire, où la dissolution intérieure était complète, l'invasion de l'étranger certaine, la destruction de la France inévitable. À compter du jour où, adoptant l'unité, la concentration du pouvoir, qui seule pouvait nous sauver : à compter de l'instant où, coordonnant nos doctrines, nos ressources, nos forces, qui nous créaient une nation immense, les destinées de la France ont reposé uniquement sur le caractère, les mesures et la conscience de celui qu'elle avait revêtu de cette dictature accidentelle ; à compter

de ce jour, la chose publique, *l'État, ce fut moi* ; ce moi, que j'avais prononcé pour ceux qui pouvaient me comprendre, a été forcément censuré par les esprits bornés et les gens de mauvaise foi. L'ennemi l'avait bien senti ; aussi s'est-il étudié tout d'abord à n'abattre que moi. On ne s'est pas moins récrié sur d'autres paroles échappées du fond de mon cœur : *que la France avait plus besoin de moi que moi d'elle*. On ne vit qu'un excès de vanité dans ce qui était pourtant une vérité profonde : et vous le voyez ; ici, mon cher, je peux me passer de tous, et s'il ne s'agissait que de souffrir, mes peines ne sauraient être longues ; mon existence est courte ; mais celle de la France !! » Et reprenant son idée première, il dit : « Nos circonstances étaient extraordinaires et toutes nouvelles : il ne faut point aller leur chercher de parallèle. J'étais, moi, toute la clef d'un édifice tout neuf et à de si légers fondements ! Sa durée dépendait de chacune de mes batailles ! Si j'eusse été vaincu à Marengo, vous eussiez eu dès ce temps-là tout 1814 et 1815, moins les prodiges de gloire qui ont suivi et demeurent immortels. Il en eût été de même à Austerlitz, à Iéna encore, à Eylau et ailleurs. Le vulgaire n'a pas manqué d'accuser mon ambition de toutes ces guerres ; mais, étaient-elles donc de mon choix ; n'étaient-elles pas toujours dans la nature et la force des choses, toujours dans cette lutte du passé et de l'avenir, dans cette coalition constante et permanente de nos ennemis, qui nous plaçaient dans l'obligation d'abattre, sous peine d'être abattus ? etc. »

Pour revenir aux négociations de 1813, il est sûr que quand on lit aujourd'hui toutes les pièces du temps, les documents, les manifestes des deux partis, on s'étonne beaucoup, soit qu'on ait pris plus de sang-froid, ou qu'on se trouve éclairé par la conduite de ceux qui ont triomphé, on s'étonne beaucoup, disons-nous, de la double erreur qui porta les Allemands à se soulever avec une telle fureur contre celui

de qui ils prétendaient secouer le joug, et en faveur de ceux qu'ils purent croire devenir leurs régénérateurs !!!



 Bataille de Dresde, livrée le 26 août 1813, lithographie d'après Carle Vernet.

Reprise des hostilités ; Bataille de Dresde, 26 et 27 août. – On se présente de nouveau sur le champ de bataille ; les Français avec trois cent mille hommes, dont quarante de cavalerie, occupant le cœur de la Saxe, sur la rive droite de l'Elbe ; et les Alliés avec cinq cent mille hommes, dont cent mille de cavalerie, les menaçant par les trois directions de Berlin, la Silésie et la Bohême, sur Dresde. La prodigieuse différence n'affecte pas Napoléon, qui a combiné et prend hardiment l'offensive. Il a fortifié la ligne de l'Elbe, devenue son point d'appui, et s'abritant des montagnes de la Bohême, sur son extrême droite, il dirige une de ces masses sur Berlin, contre Bernadotte, qui commande une armée de Prussiens et de Suédois ; une autre marche sur la Silésie, contre Blücher, qui a sous ses ordres une réunion de Prussiens et de Russes ; une troisième stationne à Dresde, comme

clef de position, pour observer la grande armée autrichienne et russe, en Bohême ; enfin une quatrième est placée en forme de réserve à Zittau, avec le triple objet : 1° de pénétrer en Bohême, si on a des succès contre Blücher ; 2° d'y contenir la grande masse des alliés, en leur faisant craindre de se voir attaqués sur leurs derrières, s'ils tentent de déboucher par les rives de l'Elbe ; 3° enfin, de fournir, au besoin, soit aux attaques contre Blücher, soit à la défense de Dresde, si elle se trouve attaquée.

L'Empereur, déjà lancé contre Blücher, le menait battant devant lui, quand il se trouve soudainement rappelé pour la défense de Dresde, où soixante mille Français se trouvaient avoir sur les bras cent quatre-vingt mille alliés. Le généralissime, prince de Schwartzenberg, avait attaqué Dresde mollement le 26, au lieu de brusquer l'affaire. Napoléon arrive avec la rapidité de l'éclair ; il a réuni cent mille Français contre les cent quatre-vingt mille alliés. La bataille n'est pas un instant douteuse ; et c'est à sa sagacité, à son coup d'œil qu'on doit tout. L'armée ennemie est abîmée, elle perd quarante mille hommes, et se trouve menacée un instant d'une destruction totale. L'empereur Alexandre y avait assisté en personne, et Moreau y tomba d'un des premiers boulets de la garde impériale, fort peu de temps après avoir parlé avec ce prince²¹.



La mort du général Moreau, par Couder (détail).

21. Cette mort de l'illustre Moreau, sous les drapeaux russes, et contre une armée française, a été et demeure la désolation, le supplice de ses plus vrais amis, de ses plus zélés partisans. (LC)

Elle était donc enfin arrivée cette chance heureuse, tant attendue de Napoléon, qui devait rétablir ses affaires, procurer la paix et sauver la France ! En effet, dès le lendemain même, l'Autriche lui expédiait déjà un agent avec des paroles amicales. Mais, ô destinées humaines ! c'était là le dernier sourire de la fortune. À compter de cet instant, par un enchaînement de fatalités sans exemple, Napoléon ne comptera plus que des désastres. Partout où il ne se trouve pas, nous demeurons écrasés ; notre armée de Silésie éprouve une perte de vingt-cinq mille hommes, de la part de Blücher ; celle qui attaque sur Berlin est battue par le prince de Suède, qui lui cause les plus grands dommages ; enfin, presque tout le corps de Vandamme, qui après la victoire de Dresde a été envoyé en Bohême sur les derrières de l'ennemi, et devait accomplir sa destruction, abandonné à lui-même et à la témérité de son chef, succombe sous le refoulement de l'armée des alliés précipitant leur fuite. Ce fatal désastre et le salut des Autrichiens sont amenés par une indisposition subite de Napoléon, qu'on croit un moment empoisonné. Sa présence ne hâte plus l'ardeur des différents corps qui poursuivent ; l'indécision, la mollesse s'en mêlent. Vandamme est anéanti, et tout le fruit de la magnifique victoire de Dresde est perdu !

Après de tels échecs coup sur coup répétés, le prestige est détruit, le moral des Français est attaqué, celui des alliés s'en rehausse, la valeur numérique reprend ses droits, et tout marche vers une catastrophe. Napoléon, au désespoir, fait de vains efforts, il court vers chaque point menacé, et se trouve aussitôt rappelé ailleurs par quelque nouveau désastre ; partout où il apparaît, les alliés reculent devant lui ; mais ils avancent avec succès sitôt qu'il tourne le dos. Cependant, toutes les masses ennemies gagnent constamment du terrain, elles se trouvent toutes liées entre elles désormais, et forment un demi-cercle qui se resserre sans cesse autour des Français acculés sur l'Elbe, menaçant de les déborder. D'un autre côté, nos derrières dégarnis sont

inondés de coureurs, de partisans. Le royaume de Westphalie est en pleine insurrection, nos convois demeurent interceptés ; il n'est plus de communication libre avec la France.

C'est dans cette situation que les négociations de Prague apportent à l'Empereur les résultats de leurs nouvelles conférences. Après de nombreuses restitutions exigées de lui et de ses alliés, on avait fait deux lots : d'un côté toute l'influence et toutes les acquisitions de la France en Italie ; de l'autre, toute l'influence et toutes les acquisitions de la France en Allemagne. On laissait à Napoléon à en choisir un ; mais il devait abandonner l'autre aux alliés, pour en disposer à leur gré, sans nulle intervention de sa part. Amies ou ennemies, pas un doute que Napoléon ne saisisse avec avidité de telles propositions ; « car, lui disaient les siens, si vous choisissez l'Italie, vous restez aux portes de Vienne, et les alliés se battront bientôt entre eux, pour les dépouilles de l'Allemagne. Si au contraire vous préférez d'abandonner l'Italie, vous vous attachez l'Autriche, dont elle sera le partage, et demeurez au cœur de l'Allemagne. Dans tous les cas, vous ne tarderez pas à reparaître en médiateur ou en maître. » Napoléon n'en jugea point ainsi, et refusa, persistant dans ses idées arrêtées.

Certes, se disait-il, de telles propositions en elles-mêmes, et dans le cours naturel des choses, sont des plus acceptables ; mais où est la garantie de leur sincérité ? Il voyait très bien que les alliés ne cherchaient qu'à le faire donner dans le piège. Ils avaient adopté désormais de n'avoir plus ni foi, ni loi. Ils ne se croyaient plus tenus à aucun droit des gens, à aucune moralité vis-à-vis de nous. Au rebours de ses conseillers, il disait : « Si j'abandonne l'Allemagne, l'Autriche combattra avec plus d'ardeur, jusqu'à ce qu'elle obtienne l'Italie. Si je lui cède celle-ci, elle s'empressera, pour se la garantir, à me chasser de l'Allemagne. Ainsi une première concession obtenue ne serait, dans

leurs mains, qu'un moyen de s'en faire accorder ou d'en saisir de nouvelles. La première pièce de l'édifice déplacée entraînerait l'éroulement de tout le reste ; je serais poussé, de concessions en concessions, jusqu'au château des Tuileries, d'où les Français, indignés de ma faiblesse, et m'accusant de leurs désastres, me chasseraient sans doute, et peut-être avec justice, pour être tout aussitôt eux-mêmes la proie de l'étranger. »

Ne croirait-on pas lire la prédiction littérale des événements qui suivirent l'insidieuse déclaration de Francfort, les propositions de Châtillon, etc. ?

« Il valait cent fois mieux périr sous la violence de la victoire, continuait l'Empereur, car les défaites mêmes laissent après elles le respect de l'adversité, quand elles s'associent à une magnanime constance. Je préférerais donc combattre ; si j'étais vaincu, il nous restait toujours les vrais intérêts politiques de la plupart de nos ennemis. Si j'étais vainqueur, je pouvais tout sauver, et j'avais encore des chances ; j'étais loin de croire tout désespéré. »

Mouvement intentionné sur Berlin. — C'est dans cet état de choses que le roi de Bavière, ce chef de la Confédération du Rhin, écrit à l'Empereur, l'assurant confidentiellement qu'il tiendrait encore six semaines dans son alliance : « Et c'était assez, disait Napoléon, pour que très probablement il n'eût plus eu à nous quitter. » Et il se décida à commencer dès l'instant un grand mouvement qu'il méditait depuis longtemps, et qui montre bien toutes les ressources de son génie, et la trempe de son âme. Pressé sur l'Elbe, dont la grande masse des coalisés borde déjà la rive droite, et à peu près tourné sur ses derrières, il a conçu, préparé l'audacieuse idée de changer de position avec l'ennemi, place pour place ; de percer sa ligne, d'aller se former sur ses

derrières, et de le contraindre de passer à son tour entièrement sur la rive gauche. Si, dans cette situation, il leur abandonne toutes ses communications avec la France, il se donne pour nouveaux derrières précisément le territoire de l'ennemi, des pays non encore dévastés qui peuvent le nourrir, Berlin, le Brandebourg, le Mecklembourg ; il retrouve toutes ses places, leurs immenses garnisons, dont l'éparpillement et la perte seront une si grande faute après le revers, et eussent apparu comme des ressources du génie en cas de triomphe. Il va avoir devant lui un nouvel avenir, de nouvelles combinaisons, l'étonnement, la stupeur des ennemis, leurs fautes, le brillant de son audace et toutes ses espérances.

Bataille de Leipzig, 16, 18, 19 octobre. – Tout semble sourire d'abord à l'Empereur ; mais presque aussitôt une lettre du roi de Wurtemberg lui donne avis que l'armée bavaroise, enlevée par des intrigues et l'esprit du moment, s'est jointe à l'armée autrichienne qu'elle avait à combattre, qu'elle marche sur le Rhin pour le couper de la France, et qu'il va se trouver lui-même dans l'obligation de se plier à ces circonstances. Ce nouveau contretemps force Napoléon de tout interrompre pour revenir en arrière et songer à la retraite. Une telle complication de faux mouvements sert les alliés, qui nous pressent et nous entourent ; une grande bataille devient inévitable. Napoléon se masse dans les plaines de Leipzig ; son armée est forte de cent cinquante-sept mille combattants et de six cents pièces d'artillerie ; mais les alliés lui en présentent mille, et trois cent cinquante mille baïonnettes. On se bat avec fureur un premier jour ; les Français demeurent vainqueurs ; et la victoire eût été décisive, si l'un des corps laissés à Dresde fût venu prendre part à la bataille, ainsi que l'avait espéré l'Empereur. Le général Merfeld, fait prisonnier, est renvoyé sur parole, avec l'annonce que l'Empereur accepte enfin de renoncer à l'Allemagne ; mais les coalisés, enflés de l'arrivée sur le terrain d'un immense renfort,

recommencent une seconde journée, et ils sont si nombreux, que quand leurs troupes se trouvent fatiguées, elles sont régulièrement relevées, comme à la parade, par des corps tout frais. Les fatalités les plus inouïes se joignent encore à l'inégalité du nombre ; la trahison la plus infâme éclate à l'improviste au milieu de nous : les Saxons, nos alliés, dans nos propres rangs, se retournent, tirent sur nous et nous foudroient de leur artillerie. Toutefois, tel est le sang-froid du général français, son énergie, son habileté, le courage de nos soldats, qu'ils remédient à tout, et que le champ de bataille nous demeure encore.



La bataille de Leipzig, 16-19 octobre 1813, par Moshkov.

Ces deux terribles journées, que l'histoire appellera des journées de géants, avaient coûté à l'ennemi cent cinquante mille hommes de ses meilleures troupes, dont cinquante mille tués sur le champ de bataille. Il n'y avait nulle parité avec nos pertes, qui ne s'élevaient pas à cinquante mille. L'immense différence de forces avait donc considérablement déchu, et une troisième bataille se présentait avec des

chances beaucoup plus favorables ; mais nous nous trouvions à bout de munitions, nos parcs n'offraient plus que seize mille coups ; nous en avons tiré deux cent vingt mille dans les deux batailles. Il fallut de nécessité ordonner la retraite ; elle se commença à la nuit sur Leipzig. Au jour les alliés nous assaillent ; ils pénètrent avec nous dans la ville ; on s'y bat dans les rues ; notre arrière-garde s'y défendait vaillamment et sans grandes pertes, quand, par une fatalité désespérante, on fait sauter, à contretemps et par malentendu, le seul pont de l'Elster par lequel s'effectue notre retraite. Alors tout ce qui reste sur la rive de Leipzig est perdu, et ce qui se trouve sur l'autre rive se dirige en toute hâte et en désordre sur Mayence. À Hanau, il faut passer sur le ventre de cinquante mille Bavares ; de tristes débris seuls rentrent en France ; et, pour comble d'infortune, la contagion les y accompagne.

Telle est cette trop fatale campagne, notre dernier effort national, le véritable tombeau de notre gigantesque puissance, où quatre fois, contre toute l'Europe et en dépit de toutes les chances accumulées, le génie d'un seul homme fut sur le point de rétablir notre ascendant, et de le cimenter par la paix : après les victoires de Lutzen et de Bautzen, après celle de Dresde, lors du dernier mouvement sur Berlin, enfin dans les plaines de Leipzig.

Il n'échoua que par une complication de fatalités et de perfidies dont l'histoire ne fournit point d'exemples. J'inscris ici celles qui me tombent sous la main à la simple lecture.

Fatalités.

- (A). Incommodité subite de Napoléon.
- (B). Débordement soudain de la Bober.
- (C). Lettre confidentielle du roi de Bavière.

(D). Ordres non parvenus aux corps de Dresde.

(E). Manque inopportun de munitions militaires, après les deux journées de Leipzig.

(F). Explosion du pont de l'Elster.

Perfidies.

(G). Machinations, mauvaise foi de l'Autriche, première et véritable cause de nos désastres.

(H). Violation de l'armistice de Pleisswitz, relativement à nos places bloquées.

(I). Défection du gouvernement bavarois.

(K). Trahison des Saxons, dans nos rangs, etc.

(L). Capitulation de Dresde violée, etc.

Voici quelques lignes de développements :

(A). Après la victoire de Dresde, quelqu'un complimentait Napoléon sur un si grand succès. Ce n'est rien, remarqua-t-il, tout rayonnant de satisfaction, Vandamme est sur les derrières, et c'est là que vont être les grands résultats ; et l'Empereur marchait de sa personne pour aider et accomplir cette opération décisive, quand malheureusement il fut pris, après son repas, d'un vomissement subit tellement violent, qu'on le crut empoisonné, et qu'il fallut le ramener dans Dresde. Dès lors il y eut lacune dans les opérations. On en connaît les funestes conséquences. Quelle petite cause, et quels immenses résultats ! Ce que sont pourtant les choses d'ici-bas !

(B). Une crue subite de la Bober en Silésie fut la principale cause des désastres du maréchal Macdonald. Le débordement surprit ses

corps en pleine opération, empêcha leurs communications et causa les pertes malheureuses qu'on a vues plus haut.

(C). Le roi de Bavière écrivit confidentiellement à Napoléon, vers la fin de septembre, qu'il tiendrait encore six semaines ou deux mois dans son alliance ; que jusque-là il se refuserait opiniâtement à tous les avantages qui lui étaient offerts. L'Empereur, dans la situation critique où il se trouvait, qui, sans cette circonstance, eût pu se déterminer peut-être à entendre lui-même aux propositions qu'on lui faisait, n'hésita plus, et entreprit immédiatement le beau mouvement qu'il avait médité sur Berlin, pensant que les six semaines lui suffisaient pour changer la face des affaires et raffermir ses alliés ; malheureusement des intrigues militaires furent plus fortes que la volonté du roi de Bavière, et Napoléon, forcé d'interrompre son mouvement, est obligé de combattre à Leipzig avec désavantage : on a vu quelles en furent les suites.

(D). Napoléon, en se préparant pour les combats de Leipzig, avait compté sur une diversion des corps d'armée qu'il avait laissés dans Dresde : leur coopération eût rendu la victoire décisive, et pouvait changer la face des affaires ; malheureusement les ennemis étaient si nombreux, nous demeurions tellement cernés, que les ordres de l'Empereur n'atteignirent point Dresde.

(F). Après les deux terribles journées de Leipzig, notre retraite s'opérait au-delà de l'Elster sur un seul pont. Un officier commis à sa garde avait ordre de le faire sauter quand l'ennemi se présenterait à la suite de notre arrière-garde. Malheureusement on dit à tort à cet officier que l'Empereur le demande ; il y court, et un caporal de sapeurs, au premier aspect de quelques coureurs russes, met aussitôt le feu à la mine, et fait sauter le pont, vouant ainsi à la perdition tout ce qui

demeurait encore au-delà : toute notre arrière-garde, les bagages, près de deux cents pièces d'artillerie et trente mille prisonniers, traînards, blessés ou malades.



Retraite des Français, après la bataille de Leipzig, le 19 octobre 1813.

À la lecture du bulletin qui contenait cette circonstance, il n'y eut qu'un cri parmi la malveillance à Paris : il renfermait un mensonge, disait-on ; c'était l'Empereur lui-même qui avait ordonné l'explosion pour sauver sa personne aux dépens du reste de l'armée. Vainement objectait-on la version de l'officier, qui, en confirmant le fait, s'en justifiait ; on répliquait que c'était un nouveau mensonge, ou bien une complaisance et un jeu bien joué de la part de l'officier. Tel était le langage du temps²².

22. Lors de mon dernier voyage à Londres en 1814, il n'était bruit que des événements récents, et la bataille de Leipzig y jouait un grand rôle. On racontait qu'au moment de sa défaite, Napoléon avait tellement perdu l'esprit, qu'il s'était égaré dans la ville, et que perdu dans une rue écartée, sur la muraille de laquelle, bien qu'à cheval, il s'était appuyé dans un moment de défaillance, il avait demandé à une bonne vieille son chemin et un verre d'eau-de-vie. L'explosion du pont n'était pas oubliée, et elle était racontée précisément comme à Paris. Ces détails et bien d'autres encore remplissaient les salons, et

(G). L'on a vu plus haut les déceptions de l'Autriche, sa duplicité, sa mauvaise foi, les nombreuses contradictions entre ses actes et ses paroles ; c'est qu'oubliant la générosité dont elle avait été l'objet après Leoben, Austerlitz et Wagram, elle s'acquittait selon les maximes de la politique, et en saisissait avidement l'occasion de réparer ses pertes à tout prix.

On a vu qu'elle nous a perdus en nous faisant consentir à l'armistice de Pleisswitz ; et sa conduite était d'autant plus odieuse, qu'elle était déjà décidée à nous faire la guerre, et qu'à peu de jours de là son cabinet, bien que toujours notre ami, notre allié, et s'offrant pour médiateur, prenait des engagements contre nous. On sait à présent son accession aux conventions de Rechembach, vers le milieu de juin, et sa participation aux conférences de Trachenberg, au commencement de juillet. La nécessité d'une certaine pudeur fit tenir ces choses secrètes un mois encore après le commencement des hostilités. On ne les présenta d'abord à François que comme des mesures éventuelles et précautionnelles ; et ce ne fut qu'en lui peignant Napoléon comme un fléau, et en lui attribuant les retards de l'ouverture du congrès qu'on reculait soi-même, qu'on vint à bout de le faire apposer sa signature. (*Montvéran*, t. VI, p. 262.)

Telle fut la conduite de l'Autriche, et Napoléon pourtant ne cessa d'entretenir l'arrière-espérance de la voir revenir à lui, non qu'il pût compter sur aucuns procédés, mais parce qu'il la supposait assez

couraient les rues, étaient racontés sérieusement par les personnes les mieux élevées comme par celles du dernier vulgaire ; les gravures en étaient exposées à toutes les boutiques. On y voyait la rue de Leipzig, le point précis de l'événement, etc. ; et le torrent de ces absurdités était tel, qu'il ne restait d'autre ressource au bon sens que de hausser les épaules et de souffrir. (*LC*)

clairvoyante sur ses véritables intérêts. Ce sentiment ne l'a abandonné qu'en signant son abdication²³.

(H). Les forteresses occupées par les troupes françaises, comprises dans les parties occupées par les armées combinées, devaient avoir une lieue de rayon autour de leur enceinte, et être ravitaillées tous les cinq jours ; cet article ne fut pas exécuté de bonne foi.

Quand l'armistice fut prolongé, les commissaires français demandèrent que des officiers de leur armée fussent envoyés aux commandants des forteresses ; mais le général en chef russe s'y refusa, et les circonstances étaient devenues telles qu'on fut obligé d'en passer par là. (*Montvéran*, t. VI, p. 262.)

(I). Une partie du plan de campagne arrêté par Napoléon avait été que l'armée bavaroise stationnée sur le Danube agirait de concert avec l'armée d'Italie stationnée en Illyrie, et que leurs efforts réunis se porteraient sur Vienne. On sent de quel poids eussent été de telles mesures sur les destinées de la campagne. Mais le chef de l'armée bavaroise, sous un prétexte ou un autre, et au vrai parce qu'il était d'intelligence avec l'ennemi, demeura constamment inactif ; paralysa le vice-roi, sur lequel se portèrent les principales forces autrichiennes. On a vu plus haut que la défection ouverte de cette armée, parvenue à l'Empereur au plus fort de la crise, devint une des grandes causes de notre destruction.

23. Il y avait quelque chose de si juste dans cette pensée, qu'il ne demeure nullement prouvé que le détronement de l'Empereur n'ait pas été plutôt escamoté à l'Autriche, que consenti par elle. Par une de ces fatalités si remarquables qui se sont attachées aux derniers pas de Napoléon, un de ses succès momentanés sépara les Autrichiens des Russes, et l'ordre de marcher sur Paris, ainsi que la fameuse déclaration qui proscrivit Napoléon et sa famille, émanèrent d'Alexandre seul. Quand François se présenta, il n'eut plus que l'obligation d'adopter des mesures déjà accomplies. Mais bien des circonstances ont porté à croire que ce fut avec une grande répugnance et un extrême dépit. (*LC*)

(K). Mais de tout ce que nous venons de parcourir, rien n'égale encore le scandale et l'ignominie de la trahison des Saxons, qui, nos frères de périls et de fortune, dans nos rangs mêmes se retournent subitement contre nous pour nous égorger. Quelque étendu qu'ait été le dommage qu'ils nous ont causé, leur honte demeure encore plus grande que tout le mal qu'ils nous ont fait.

La conduite de Napoléon en cet instant, de lui qu'on se plaisait à cette époque à dépeindre comme l'homme de la déception et de la mauvaise foi par excellence, demeure une belle leçon de magnanimité et de véritable grandeur.

Il avait adjoint un corps de Saxons à sa garde impériale ; il les range autour de leur souverain, qu'il laisse à Leipzig²⁴, et qu'il relève de tous ses engagements vis-à-vis de lui. Il se trouvait encore des Bavaoises dans son armée, et Napoléon fait écrire à leur chef, « que la Bavière venant de lui déclarer déloyalement la guerre, cette circonstance autoriserait à les désarmer et à les retenir prisonniers de guerre ; mais que de tels actes sont contraires à la confiance que Napoléon veut que les troupes à ses ordres aient en lui ». Et il leur fait donner des vivres et les renvoie. L'histoire comparera²⁵ !

(L). J'ai sous les yeux des notes d'un officier très distingué, relatives à la capitulation de Dresde. Énumérant tout ce que nous avons laissé dans les places dont nous demeurions séparés, il porte leur total à

24. Le vénérable, le fidèle, le bon roi de Saxe avait suivi Napoléon, son allié, et s'était fixé à son quartier général. Les coalisés, en rentrant dans Leipzig, se saisirent de sa personne et prétendirent disposer de ses États. On connaît ses malheurs : ils intéressèrent vivement tous les cœurs généreux en Europe. (LC)

25. Au milieu de la déloyauté générale, le roi de Wurtemberg présente une exception bien honorable. Ce prince, quoique déjà en guerre avec nous, cassa la brigade de cavalerie, et les corps d'infanterie de ses troupes qui passèrent à l'ennemi, et retira à leurs officiers la décoration de son ordre. (LC)

cent soixante-dix-sept mille hommes !!!... L'Empereur n'en avait que cent cinquante-sept mille à Leipzig, et quelle différence dans nos destinées si cette masse ou seulement une partie se fût trouvée sous sa main dans cet événement décisif ! Mais les circonstances forcées, et non un système suivi, avaient amené cette malheureuse dispersion. Or, voici ce que je trouve littéralement dans ces notes touchant la violation de la capitulation de Dresde.

« Avant tout, il importe de savoir, y est-il dit, qu'il était arrêté dans le plan de la coalition contre la France, coalition dont le prince de Schwartzenberg était le prête-nom, qu'au fur et à mesure des offres de capitulation de chacune de nos nombreuses garnisons, on la lui accorderait belle et honorable ; mais qu'aucune ne serait exécutée. Ce point de fait est matériellement prouvé ; car le motif du refus de capitulation souscrite à Dresde entre M. le maréchal Saint-Cyr et MM. les généraux Tolstoy et Klenau, fut que le prince Schwartzenberg ne pouvait la ratifier, parce que M. le comte de Lobau, aide de camp de Napoléon, enfermé dans Dresde avec le maréchal, avait protesté contre cette capitulation ; et, quelque temps après, la capitulation de Dantzig, souscrite avec le général Rapp, fut déclinée sous le prétexte atrocement faux que la garnison de Dresde, malgré les stipulations de la sienne, ayant repris du service sitôt son arrivée à Strasbourg, on ne pouvait plus dès lors approuver la capitulation de Dantzig sans s'exposer aux mêmes inconvénients. »

Voici ce qui met à nu encore plus, s'il est possible, la déloyauté des alliés. La garnison de Dresde, composée de deux corps d'armée, et formant quarante-cinq mille hommes, capitula le 11 novembre²⁶.

26. Le parti de rendre la place avait été loin d'être unanime dans la garnison. Il y eut, à cet égard, deux opinions : l'une fut de rentrer en France à l'aide d'une capitulation, et ce fut celle qu'on adopta ; la seconde était bien autrement vigoureuse. Il ne s'agissait de rien moins que de sortir de Dresde avec

« La capitulation portait que l'évacuation de la place par les Français se ferait en six colonnes et en six journées successives ; que la destination générale de la garnison serait Strasbourg.

« Cette capitulation s'exécuta quant à l'évacuation par nous et à la prise de possession par l'ennemi ; mais notre sixième colonne avait à peine fait une journée de route hors de la ville, que l'on déclara que cette même capitulation était déclinée et rejetée par le généralissime prince de Schwartzenberg, aux termes d'un ordre du 19 novembre.

« Lorsque le maréchal Saint-Cyr se plaignit de cette disposition, on lui offrit, en compensation de ce déni de justice, de le laisser rentrer à Dresde avec ses troupes, et de le remettre en possession de tous les moyens de défense dont il avait disposé avant la capitulation ; c'était une ironie.

« Le maréchal négociant en vain pour l'exécution littérale de tous les articles consentis, avec pouvoir valable, par le comte de Klenau, force fut pour cette malheureuse garnison disloquée et coupée, de se rendre

l'élite de la garnison, de descendre l'Elbe en débloquent successivement Torgau, où se trouvaient vingt-huit mille hommes, Wittemberg, où il y en avait cinq mille, Magdebourg, qui en comptait vingt mille, et d'arriver à Hambourg, où s'en trouvaient trente-deux mille ; alors, avec cette armée de soixante ou quatre-vingt mille hommes agglomérés de la sorte, on fût rentré en France en marchant sur le ventre de l'ennemi ; ou bien encore on l'eût contraint de rétrograder en manœuvrant sur ses derrières ; on eût paralysé les grandes levées en masse qui sont venues accabler nos vieilles bandes ; et eût-on été malheureux, l'issue n'eût pas été plus funeste que la capitulation. Cet avis fut fortement soutenu par le comte de Lobau, les généraux Teste, Mouton-Duvernay et autres. La détermination était grande, digne de notre gloire, tout à fait en harmonie avec nos actes passés, et c'était l'intention de l'Empereur, qui expédia à cet effet des ordres qui ne purent parvenir. Le désespoir de se rendre était tel, qu'une partie de l'armée suggéra au chef de l'opposition de se saisir du commandement : mais le respect à la discipline l'emporta chez lui sur l'ardeur de combattre, toutefois ce ne fut pas sans s'exprimer avec la dernière violence dans le conseil, où l'on assure que, dans son intrépide indignation, il s'emporta au point de s'écrier au général en chef : « L'Empereur me dira que j'aurais dû, le pistolet au poing, me saisir du commandement. » (LC)

aux différents cantonnements qui lui furent assignés dans la Bohême, au lieu de poursuivre sa marche vers le Rhin.

« Le maréchal, outré de cette violation manifeste, dépêcha, pour en prévenir Napoléon, un officier supérieur ; mais les alliés retardèrent sa marche sous divers prétextes. Il n'arriva à Paris que le 18 décembre ; la série des *événements postérieurs* avait rendu le mal sans remède. »

Après la nomenclature des déceptions et des perfidies que je viens d'énoncer, et que les coalisés avaient érigées en système, on doit être peu surpris que Napoléon, qui les apercevait clairement, ne comptât en aucune manière sur la fameuse déclaration de Francfort, et qu'il s'indignât de l'aveuglement de notre Corps législatif, dont la commission, par malveillance ou par travers d'esprit, acheva de ruiner les affaires. Napoléon fut plus d'une fois sur le point de mander cette commission, me disait-il, afin de s'entretenir confidentiellement avec elle et à cœur ouvert sur le véritable état des choses, et le péril imminent dont nous étions menacés. Parfois, observait-il, il pensait qu'il eût indubitablement ramené leurs cœurs français, parfois il redoutait, au contraire, certaines opiniâtres, peut-être malveillantes, qui eussent pu faire dégénérer l'affaire en polémique, ce qui, vu l'esprit du moment, eût encore affaibli nos ressources et hâté la dissolution.



Triumph des Jahres 1813, gravure allemande. Le sous-titre *allen ächten Deutschen gewidmet* signifie « dédié à tous les vrais Allemands ».

L'Empereur est revenu souvent et en diverses circonstances sur ce point critique de nos destinées. Je l'ai toujours passé, parce que le détail n'en présentait rien d'agréable ni de consolant.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Mardi 3 septembre 1816.

Trait de bienfaisance. – Voyage à Amsterdam ; les Hollandais, etc. – Massacres de septembre. – Sur les révolutions en général ; fatalité contre Louis XVI.

Sur les trois heures, l'Empereur m'a fait demander dans sa chambre : il achevait sa toilette ; et comme il pleuvait en ce moment, il a gagné le salon, où il m'a dit des choses fort curieuses qu'on supposerait le concerner, et dans lesquelles je jouais un grand rôle...

Plus tard, l'Empereur a essayé quelques tours sur l'espèce de prairie qui avoisine sa bibliothèque. Le vent était très violent ; il est rentré et s'est mis à jouer au billard, chose dont il se doute à peine.

Dans la journée, l'Empereur disait que, voyageant avec l'Impératrice, il se trouvait un jour à déjeuner dans une des îles du Rhin. Une petite ferme était dans le voisinage ; pendant qu'il était à table, il en fit venir le paysan, le questionna sur tout ce qui pouvait le rendre heureux, lui dit de le demander hardiment ; et, pour lui donner plus de confiance, il lui fit boire, disait-il, plusieurs verres de vin. Le paysan, moins circonscrit et mieux avisé que dans les trois souhaits, parcourut le maximum de tous ses besoins. L'Empereur commanda au préfet d'y pourvoir sur-le-champ. On fit le compte, et la somme ne s'élevait pas au-dessus de six à sept mille francs.

Une autre fois, en Hollande, disait-il encore, faisant une traversée en yacht, et causant avec celui qui tenait le gouvernail, il lui demandait ce que pouvait valoir son bâtiment. « Mon bâtiment ! il n'est pas à moi, dit l'homme, je serais trop heureux, il ferait ma fortune. — Eh bien ! je te le donne », dit l'Empereur à cet homme, qui y parut fort peu sensible. On prit sa froide indifférence pour le flegme naturel du pays ; mais ce n'était pas cela. « Quelle faveur m'a-t-il donc faite ? dit-il à un de ses camarades qui le félicitait ; il m'a parlé, et voilà tout ; il m'a donné ce qui ne lui appartient pas : quel diable de présent ! » Cependant Duroc avait été payer le maître du bâtiment ; il en tenait la quittance de vente qu'on remit à l'homme. Dès qu'il commença à comprendre, sa joie fut jusqu'au délire ; il fit des folies. La somme était encore à peu près la même que ci-dessus. « Ainsi, disait l'Empereur, on voit que les désirs des hommes ne sont pas aussi immodérés qu'on le pense, et qu'il est plus facile de les rendre heureux qu'on ne le croit ! car, assurément, ces deux hommes trouvèrent le bonheur²⁷. »

Quand l'Empereur fut visiter Amsterdam, la population, dit-il, était très montée contre lui ; mais à peine il avait paru qu'il avait remué les cœurs les plus froids. Il ne voulut d'autre garde que la

27. Napoléon répétait souvent des traits de la sorte ; en voici un écrit sous sa dictée, il s'agit du passage du Saint-Bernard, avant la bataille de Marengo.

« Le Consul montait, dans le plus mauvais pas, le mulet d'un habitant de Saint-Pierre, désigné comme étant le mulet le plus sûr de tout le pays. Le guide du Consul était un grand et vigoureux jeune homme de vingt-deux ans, qui s'entretint beaucoup avec lui, en s'abandonnant à cette confiance propre à son âge, et à la simplicité des habitants des montagnes. Il confia au Premier consul toutes ses peines, ainsi que les rêves de bonheur qu'il faisait pour l'avenir. Arrivé au couvent, le Premier consul, qui jusque-là ne lui avait rien témoigné, écrivit un billet et le donna à ce paysan pour le remettre à son adresse. Ce billet était un ordre qui prescrivait diverses dispositions, qui eurent lieu immédiatement après le passage, et qui réalisaient toutes les espérances du jeune paysan ; telles que la bâtisse d'une maison, l'achat d'un terrain, etc. Quelque temps après son retour, l'étonnement du jeune montagnard fut bien grand de voir tant de monde s'empresse de satisfaire ses désirs, et la fortune lui arriver de tous côtés. » (Mémoires de Napoléon par le général Gourgaud, t. I, Marengo.)

garde d'honneur de la ville, et ce trait de confiance lui ramena aussitôt tous les sentiments hollandais. Il était sans cesse au milieu d'eux tous. Dans une certaine occasion, il aborda vis-à-vis d'eux franchement la question. « On vous dit mécontents ; mais pourquoi ? La France ne vous a pas conquis, elle vous a adoptés ; il n'est aucune exclusion pour vous ; vous partagez toutes les faveurs de la famille. Considérez-vous : j'ai pris parmi vous des préfets, des chambellans, des conseillers d'État, dans le juste rapport de votre population, et j'ai accru ma garde de votre garde hollandaise. Vous vous plaignez de souffrir ; mais en France on souffre davantage ; nous souffrons, et cela durera tant que l'ennemi commun, le tyran des mers, le vampire de votre commerce, ne sera pas ramené à la raison. Vous vous plaignez de vos sacrifices ? Mais venez en France, et vous verrez tout ce qui vous reste encore au-dessus de nous ; alors vous vous estimerez moins malheureux peut-être... Mais pourquoi ne vous féliciteriez-vous pas plutôt de la fatalité qui amène votre réunion avec nous ? Dans la composition nouvelle de l'Europe, que seriez-vous désormais, laissés à vous-mêmes ? Les esclaves de tout le monde ; au lieu qu'identifiés à la France, vous êtes appelés à faire un jour avec éclat tout le commerce du Grand Empire. » Puis prenant le ton de la gaieté, il leur dit : « J'ai fait tout pour vous plaire et vous accommoder. Ne vous ai-je pas envoyé pour vous gouverner, justement l'homme qu'il vous fallait, le bon et pacifique Lebrun ? Vous pleurez avec lui, il pleure avec vous, vous pleurez ensemble ; que pouvais-je faire de mieux ? » Et à ces mots le flegme hollandais disparut ; tout l'auditoire se mit à rire aux éclats, et l'Empereur put compter sur eux. « Du reste, ajouta-t-il, espérons que ce ne sera pas long ; croyez que je le désire autant que vous. Ceux d'entre vous qui voient loin vous diront que rien de tout ceci n'est dans mon caprice, ni dans mes intérêts. »

L'Empereur laissa le peuple d'Amsterdam ivre de sa personne, et emporta lui-même des sentiments très prononcés en sa faveur. Il avait coutume de se plaindre, avant son voyage, que quiconque était envoyé par lui en Hollande, y devenait aussitôt Hollandais : il le rappela au Conseil d'État à son retour, et dit qu'il l'était devenu lui-même. Et un jour qu'un des orateurs parlait légèrement de l'esprit des Hollandais : « Messieurs, dit-il, vous pouvez être plus aimables, mais je vous souhaite leur moralité. »



⊕ **Massacre des prisonniers de la prison du Grand Châtelet en septembre 1792.**

Après dîner, quelqu'un ayant mentionné la date du jour (3 septembre)²⁸, l'Empereur a dit à ce sujet des paroles bien remarquables. En voici quelques-unes : « C'est l'anniversaire d'exécutions bien épouvantables, bien hideuses, une réaction en petit de la Saint-Barthélemy, une tache pour nous, moindre sans doute, parce qu'elle a fait moins de victimes et qu'elle n'a pas porté la sanction du gouvernement, qui essaya même de punir le crime. Il a été commis par la Commune de Paris, puissance spontanée, rivale de la législature, supérieure même.

28. Massacre des prêtres et des prisonniers de la Révolution le 3 septembre 1792.

« Au surplus, disait l'Empereur, ce fut bien plutôt l'acte du fanatisme que celui de la pure scélératesse ; on a vu les massacreurs de septembre massacrer l'un d'entre eux pour avoir volé durant leurs exécutions. Ce terrible événement, continuait l'Empereur, était dans la force des choses et dans l'esprit des hommes. Point de bouleversement politique sans fureur populaire, point de danger pour le peuple déchaîné, sans désordre et sans victimes. Les Prussiens entraient ; avant de courir à eux, on a voulu faire main basse sur leurs auxiliaires dans Paris. Peut-être cet événement influa-t-il dans le temps sur le salut de la France. Qui doute que dans les derniers temps, lorsque les étrangers approchaient, si on eût renouvelé de telles horreurs sur leurs amis, ils eussent jamais dominé la France ? Mais nous ne le pouvions, nous étions devenus légitimes ; la durée de l'autorité, nos victoires, nos traités, le rétablissement de nos mœurs, avaient fait de nous un gouvernement régulier ; nous ne pouvions nous charger des mêmes fureurs ni du même odieux que la multitude. Pour moi, je ne pouvais ni ne voulais être un *roi de la Jacquerie*.

« Règle générale. Jamais de révolution sociale sans terreur. Toute révolution de cette nature n'est et ne peut être dans le principe qu'une révolte. Le temps et les succès parviennent seuls à l'ennoblir, à la rendre légitime ; mais encore une fois on n'a pu y parvenir que par la terreur. Comment dire à tous ceux qui remplissent toutes les administrations, possèdent toutes les charges, jouissent de toutes les fortunes : Allez-vous-en ? Il est clair qu'ils se défendraient : il faut donc les frapper de terreur, les mettre en fuite, et c'est ce qu'ont fait la lanterne et les exécutions populaires. La terreur en France a commencé le 4 août, lorsqu'on a aboli la noblesse, les dîmes, les féodalités, et qu'on a jeté tous ces débris au peuple. Il se les est partagés, n'a plus voulu les perdre, et a tué. Alors seulement il a compris la Révolution, et s'y est vraiment intéressé. Jusque-là, il existait assez de morale et de

dépendance religieuse parmi eux, pour qu'un grand nombre doutât que, sans le roi et les dîmes, la récolte pût venir comme de coutume.

« Toutefois, concluait l'Empereur, une révolution est un des plus grands maux dont le ciel puisse affliger la terre. C'est le fléau de la génération qui l'exécute ; tous les avantages qu'elle procure ne sauraient égaler le trouble dont elle remplit la vie de leurs auteurs. Elle enrichit les pauvres, qui ne sont point satisfaits ; elle bouleverse tout ; dans les premiers moments elle fait le malheur de tous, le bonheur de personne.

« Le vrai bonheur social, il faut en convenir, est dans l'usage paisible, dans l'harmonie des jouissances relatives de chacun. Dans les temps réguliers et tranquilles, chacun a son bonheur : le cordonnier est aussi heureux dans sa boutique que moi sur le trône ; le simple officier jouit autant que son général. Les révolutions les mieux fondées détruisent tout à l'instant même, et ne remplacent que dans l'avenir. La nôtre a semblé d'une fatalité irrésistible ; c'est qu'elle a été une éruption morale aussi inévitable que les éruptions physiques, un vrai volcan : quand les combinaisons chimiques qui produisent celui-ci sont complètes, il éclate ; les combinaisons morales qui produisent une révolution étaient à point chez nous, elle a éclaté. »

Nous demandions à l'Empereur s'il croyait qu'il eût été possible d'arrêter la Révolution à sa naissance. Il le croyait sinon impossible, du moins bien difficile. Peut-être, disait-il, aurait-on pu conjurer l'orage ou le détourner par quelque grand acte machiavélique, en frappant d'une main de grands individus, et en concédant de l'autre à la nation, en lui accordant franchement la réformation que demandait le temps, et dont une partie avait déjà été mentionnée dans la fameuse séance royale. « Et encore tout cela, remarquait l'Empereur,

n'eût-il été que se saisir de la Révolution et la diriger soi-même. » Il pensait que quelque autre combinaison de la sorte eût pu réussir peut-être encore au 10 août, si le roi fût demeuré vainqueur. Ces deux époques, selon lui, étaient les seules qui eussent pu présenter quelques chances désespérées, parce que, lors de Versailles, la nation n'était point encore tout ébranlée, et qu'au 10 août elle était déjà bien fatiguée ; mais les hauts intéressés, remarquait l'Empereur, n'étaient pas de taille pour ces difficiles époques.

L'Empereur a parcouru rapidement la série des chutes commises. « L'ensemble en faisait pitié, concluait-il. Il eût fallu un premier ministre à Louis XVI, et M. Necker en sous-ordre pour les finances. Les premiers ministres eussent dû être inventés surtout pour les derniers règnes de notre monarchie ; et précisément il était devenu dans les principes de l'amour-propre du jour de n'en vouloir point prendre. »

On a beaucoup parlé de la conduite équivoque de plusieurs grands personnages dans ces temps de crise, et l'Empereur a dit : « Nous condamnons Louis XVI ; mais, indépendamment de sa faiblesse, il a été le premier prince attaqué. C'est celui sur lequel les nouveaux principes faisaient leur essai. Son éducation, ses idées innées le portaient à croire de bonne foi comme lui appartenant tout ce qu'il cherchait à défendre ouvertement ou en secret. Même dans ses manques de foi il pouvait y avoir une



+ Louis XVI, roi des Français, estampe de Vérité, 1790.

espèce de bonne foi, s'il est permis de parler ainsi. Plus tard, que chacun en sait davantage, une même conduite serait bien plus excusable, bien autrement condamnable. Qu'on ajoute que Louis XVI avait tout le monde contre lui, et l'on pourra se faire une idée des difficultés sans nombre que la fatalité sembla prendre plaisir à accumuler sur ce prince infortuné. La fatalité des Stuarts²⁹, dont on a tant parlé, n'a pas été plus malheureuse. »

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Mercredi 4 septembre 1816.

Sur les gardes du corps ; un déserteur parmi nous.

L'Empereur m'a fait appeler après son déjeuner. Il était étendu sur son canapé, au milieu de plusieurs livres. Sa tête demeurait encore couverte du madras de la nuit ; son visage semblait défait. « Mon cher, m'a-t-il dit, je me sens fatigué. Voilà bien des livres que je parcours, rien ne m'attache, tout m'y déplaît ; je m'ennuie. » Et son œil dirigé sur moi, cet œil si vif d'ordinaire, et terne en ce moment, m'en exprimait bien davantage. « Asseyez-vous là, m'a-t-il dit en montrant une chaise près de lui, chargée de livres, et causons. » Il s'est mis à parler de l'île d'Elbe, de la vie qu'il y avait menée, de quelques visites qu'il y avait reçues, etc., etc. Puis il m'a questionné sur notre existence à Paris à cette époque correspondante ; sur la cour, sa physionomie. Et la conversation l'ayant amené à mentionner les gardes du corps : « Sire, s'est permis de lui dire quelqu'un, dans votre suite, parmi nous, se trouve un de leurs déserteurs. – Comment cela ? Expliquez. – Sire, parce qu'au moment de la Restauration, un des capitaines des gardes,

29. Charles I^{er} d'Angleterre, de la famille des Stuarts, décapité en 1649. (*JMS*)

pour qui j'ai beaucoup d'affection, et qui m'en avait toujours témoigné, malgré la différence de nos opinions, m'offrit de placer mon fils dans sa compagnie, me disant qu'il l'y traiterait comme le sien. Je lui objectai qu'il était trop jeune, que cela ferait tort à ses études ; et comme il m'assurait que non, je lui demandai la permission d'y réfléchir. Quand j'en parlai ailleurs, on se récria sur la bonne fortune que j'avais dédaignée ; c'était une grande faveur, me disait-on, parce qu'en très peu de temps, et sans interrompre son éducation, mon fils deviendrait susceptible d'un très bel avancement. Je fus donc témoigner au capitaine des gardes qu'il avait dû me trouver très ridicule de ne pas m'être montré plus reconnaissant ; et il m'avoua qu'il s'était bien aperçu que je n'avais pas compris. Toutefois, par une circonstance ou une autre, Votre Majesté est revenue avant que mon fils n'eût eu l'honneur d'être présenté à son colonel ; et, comme à notre départ pour Sainte-Hélène j'ai été l'enlever à son lycée, le voilà pleinement et dûment un déserteur. » L'Empereur en a beaucoup ri, et a terminé en disant : « Ce que c'est pourtant que les révolutions ! Quel croisement d'intérêts, de rapports, d'opinions ! Heureux encore quand elles ne dissolvent pas les familles, ou qu'elles ne mettent pas aux prises les meilleurs amis. » Et de là il a passé à me questionner sur ma famille, et a fini par me dire : « Mais j'ai vu, dans Alphonse de Beauchamp, votre nom parmi les royalistes qui, le 30 mars³⁰, provoquèrent à la royauté sur la place Louis XV : je vois bien que ce n'est pas vous ; je crois même que vous m'avez déjà expliqué cela ; mais l'idée ne m'en est pas restée. – Sire, c'est un cousin de mon nom. Cette citation me gêna un peu dans le moment, et je réclamai vainement dans les journaux ; ce qu'il y avait de plaisant, c'est que le cousin réclamait vivement de son côté, pour qu'on spécifiât bien que c'était lui. Je crois bien que la dénomination ainsi générale était

30. 1814.

une bienveillance de l'auteur, que j'avais vu jadis chez moi, et qui voulait peut-être par là me ménager une occasion de me faire valoir, si j'en avais l'envie. Du reste, je dois à ce cousin la justice de dire que, me trouvant, moi, près de Votre Majesté, je lui offris maintes fois de demander la faveur de vouloir bien le placer dans votre maison ou autrement, et il me refusa constamment. Je lui souhaite aujourd'hui d'en trouver la récompense. » L'Empereur a répété : « Bon Dieu ! ce que sont pourtant les révolutions ! Comme elles bouleversent tous les intérêts privés ! et c'est la masse de ces blessures privées qui cause le ferment général, et rend ses secousses si aigres, si haineuses, si violentes ! etc., etc. »

Le temps a été épouvantable, à ne pouvoir pas sortir de tout le jour. L'Empereur m'a congédié et a fait appeler le général Gourgaud, auquel il a dicté dans sa bibliothèque, depuis deux heures jusqu'à six heures, presque toute la campagne de Moreau, sous le Consulat. Après dîner, il nous a lu la fameuse lettre somptuaire de Mme de Maintenon à son frère, dans laquelle elle lui fixe son ménage, article par article, à six mille francs par an. Cela a conduit à faire venir plusieurs volumes des *Grands Hommes*. L'Empereur en a parcouru quelques articles, et s'est amusé des figures au trait qui sont à la fin de chaque volume.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Jeudi 5 septembre 1816.

Bourrades de Napoléon, la plupart calculées, etc. – On marchande notre existence.

Aujourd'hui, dans ma conversation du matin, je racontais à l'Empereur je ne sais plus quelles vexations, quels actes iniques qui, à son insu,

révoltaient l'esprit public, et le rendaient odieux, parce qu'ils s'exerçaient en son nom, et que beaucoup les croyaient de lui. « Mais comment, disait-il, ne se trouvait-il personne parmi cette foule de vous autres qui m'entouriez ; comment parmi mes chambellans, surtout, n'y avait-il pas quelqu'un de cœur et d'indépendance qui vînt s'en plaindre et m'en donner connaissance ? j'en aurais fait justice. – Ah ! sire, nous n'avions garde, nul n'aurait osé. – Pourquoi ? J'étais donc bien terrible ? – Sire, nous vous tenions pour tel. – J'entends, l'on redoutait mes bourrades ; mais on savait aussi que j'écoutais volontiers, que j'étais juste, et c'eût été au bienveillant à savoir mettre en balance le prix de sa bonne action avec le danger de la bourrade. Et puis, mon cher, il était bien peu de ces bourrades qui ne tinsent du calcul ; c'était souvent ma seule occasion de tâter un homme, de prendre au vol ses nuances de caractère : j'avais peu de moments à donner aux informations ; c'était une de mes épreuves. Par exemple, une fois, ici, je vous ai poussé, eh bien, cela m'a suffi pour découvrir que vous devez être entêté-négatif très susceptible, point dissimulé, mais boudeur ; et si je voulais (me prenant par l'oreille) vous adresser un madrigal, je dirais : *la sensitive*, mon cher. » Et revenant aux bourrades, il a ajouté : « Autre motif, c'est que j'avais été dans l'obligation de me créer une auréole de crainte ; autrement, surgi, comme je l'avais fait, du milieu de la multitude, un grand nombre m'eussent mangé dans la main ou frappé sur l'épaule. Nous sommes fort enclins, de notre nature, à la familiarité, etc. »

Le temps a continué tout aussi mauvais ; il a été horrible. L'Empereur a passé la plus grande partie du jour à travailler comme hier.

Le gouverneur a renouvelé ses tracasseries au sujet de notre nourriture ; il a recommencé d'ignobles détails sur quelques bouteilles de vin, quelques livres de viande. Il veut bien aller à présent de huit mille

livres sterling, qui lui sont fixées par le gouvernement, jusqu'à douze mille, qu'il prononce lui-même indispensables ; mais il tient toujours à ce qu'on lui remette le surplus entre les mains, ou il menace de grands retranchements. *Il marchande notre existence.* L'Empereur, quand on a voulu lui en rendre compte, a répondu qu'on fit ce qu'on voudrait ; mais que sur toute chose on ne lui en parlât pas, qu'on le laissât tranquille.

Le soir, l'Empereur est revenu de nouveau à Mme de Maintenon, et a beaucoup parlé de ses lettres, de son caractère, de son influence sur les affaires du temps, etc., etc. Il a fait venir le *Dictionnaire historique* pour y lire l'article des Noailles, et s'est retiré à onze heures.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Vendredi 6 septembre 1816.

Conversation confidentielle. – Lettres de Mme de Maintenon
et de Mme de Sévigné.

Le temps était presque aussi mauvais que la veille. L'Empereur, après sa toilette, a mené l'un de nous dans sa bibliothèque, où il s'est entretenu confidentiellement et longtemps sur des objets graves qui nous touchent vivement.

« Voilà plus d'un an, disait-il, que nous sommes ici ; et nous en sommes encore comme au premier jour sur certains objets ; j'avoue même qu'ils restent encore dans le vague de mon esprit, et que je n'ai rien d'arrêté à cet égard dans ma pensée. Cela me ressemble peu ; mais aussi quel découragement ne doit pas être le mien ! Que de coups la fortune et les hommes ont amassés sur ma tête ! J'en suis

atteint de tous côtés et partout. La plaie m'en couvre tous les pores. Il n'est pas jusqu'à vous autres autour de moi, vous mes fidèles et mes consolateurs, qui n'y soyez pour quelque chose. Vos jalousies, vos dissentiments m'attristent et me gênent. – Sire, lui a-t-il été répondu, ce point devrait demeurer inaperçu de Votre Majesté, d'autant plus qu'au fond il est sans réalité pour ce qui la concerne. Notre jalousie n'est plus dès lors que de l'émulation, et tous dissentiments cessent à l'expression de votre moindre désir. Nous ne vivons qu'en vous, nous agissons toujours ainsi qu'il vous plaira. Vous êtes pour nous *le vieux de la montagne*³¹ ; aux crimes près, vous n'avez qu'à commander. – Eh bien ! a dit l'Empereur, je vais m'y mettre sérieusement, et chacun

aura sa tâche. » Alors il a dicté quelques notes, a gagné le jardin, où il a fait quelques tours seul, et de là est rentré chez lui.



⊕ Françoise d'Aubigné,
marquise de Maintenon, par Mignard.

L'Empereur n'est sorti de sa chambre qu'au moment du dîner. Il est revenu encore sur Mme de Maintenon³², qui était sa lecture du moment. « Son style, sa grâce, la pureté de son langage me ravissent, a-t-il dit ; je me recommande. Si je suis violemment heurté par ce qui est mauvais, j'ai une sensibilité exquise pour ce qui est bon. Je crois que je préfère les lettres de Mme de Maintenon

31. Surnom d'un chef d'une secte ismaélienne, réputé pour ses crimes. Par extension, le chef suprême auquel tous doivent une obéissance absolue. (JMS)

32. Françoise d'Aubigné, marquise de Maintenon, épouse morganaïque de Louis XIV. (JMS)

à celles de Mme de Sévigné : elles disent plus de choses. Mme de Sévigné certainement restera toujours le vrai type, elle a tant de charmes et de grâce ; mais quand on a beaucoup lu, il ne reste rien. Ce sont des œufs à la neige dont on peut se rassasier sans charger son estomac. »

Plus tard, en parlant de grammaire, il a fait venir celle de Domairon, qui avait été notre professeur à l'École militaire de Paris. Il la parcourait avec plaisir. « Ce qu'est l'influence de la jeunesse, disait-il ; je soupçonne bien qu'elle n'est pas la meilleure des grammaires, mais elle n'en sera pas moins toujours pour moi celle qui aura le plus d'attraits ; je ne l'ouvrirai jamais sans éprouver un certain charme, etc. »

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Samedi 7 septembre 1816.

Fautes des ministres anglais ; moyens laissés à l'Angleterre pour l'acquittement de sa dette, etc. – Réductions du gouverneur.

L'Empereur n'est pas sorti de la journée. Le gouverneur a paru sur le terrain avec un groupe nombreux. Nous avons fui à son approche. Plusieurs bâtiments ont été signalés.

Appelé chez l'Empereur, je l'ai trouvé occupé d'un ouvrage sur l'état de l'Angleterre ; ce point est devenu le sujet de la conversation. Il a beaucoup parlé de l'énormité de sa dette, de la gaucherie de la paix qu'elle avait conclue, des divers moyens qui s'offraient à elle de se tirer d'affaire, etc., etc.

Napoléon a essentiellement l'instinct de l'ordre, le besoin de l'harmonie. J'ai connu quelqu'un qui, vivant dans les chiffres, confessait ne pouvoir entrer dans un salon sans y additionner irrésistiblement, tout aussitôt et de force, les personnes qu'il y apercevait ; à table, c'étaient les plats, les verres, etc., etc. Napoléon, dans une atmosphère plus noble, dans une région plus élevée, avait aussi son acte irrésistible ; c'était celui de mettre en marche le grand, et de développer le beau. S'il s'occupait d'une ville, il suggérait aussitôt des améliorations, des embellissements, des monuments ; s'il s'arrêtait sur une nation, il traitait à l'instant des voies de son illustration, de sa prospérité, de sa grandeur, de ses meilleures institutions, etc., etc. C'est ce que vingt traits qui précèdent auront déjà présenté à l'intelligence, à la sagacité de chacun.

Or l'Empereur, par les journaux, les ouvrages ou notre situation, était constamment ramené par la force des choses sur l'Angleterre. Il revenait donc souvent sur ce qu'elle avait dû faire, sur ce qui lui demeurait à entreprendre, sur ce qui pouvait lui procurer un avenir plus prospère, etc., etc. Je vais tâcher de recueillir ici quelque peu de ce que je lui ai entendu dire à cet égard en diverses occasions.

Un jour il disait : « Le système colonial que nous avons connu est fini pour tous, pour l'Angleterre qui possède toutes les colonies, comme pour les autres puissances qui n'en possèdent plus aucune. L'empire des mers, aujourd'hui, appartient à l'Angleterre, sans discussion. Pourquoi, dans une situation toute nouvelle, continuerait-elle une marche routinière ? Pourquoi ne créerait-elle pas des combinaisons plus profitables ? Il faut qu'elle imagine une espèce d'émancipation de ses colonies ; aussi bien beaucoup lui échapperont avec le temps, et c'est à elle à profiter du moment pour s'assurer des liens nouveaux, et des rapports plus avantageux. Pourquoi la plupart de ces colonies

ne seraient-elles pas sollicitées à acheter leur émancipation de la mère patrie, au prix d'une quotité de la dette générale, qui deviendrait spécialement la sienne. La mère patrie s'allégerait de ses charges, et n'en conserverait pas moins tous ses avantages. Elle conserverait pour liens la foi des traités, les intérêts réciproques, la similitude du langage, la force de l'habitude ; elle se réserverait d'ailleurs, par forme de garantie, un seul point fortifié, une rade pour ses vaisseaux, à la façon des comptoirs d'Afrique. Que perdrait-elle ? rien ; et elle sauverait les embarras, les frais d'une administration qui ne la font que trop souvent détester. Les ministres auraient, il est vrai, quelques places de moins à donner ; mais la nation recueillerait certainement davantage, etc.

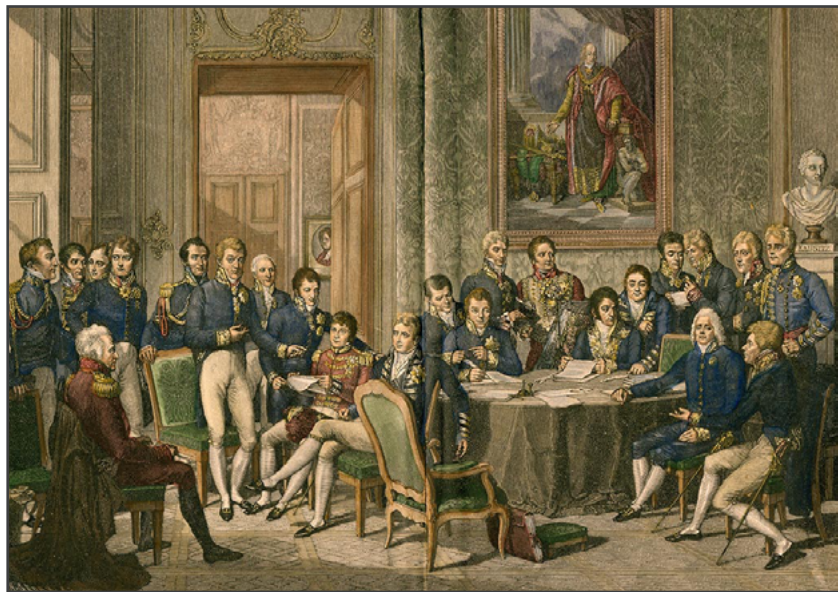
« Je ne doute pas, ajoutait-il, qu'avec une connaissance approfondie de la matière, on n'obtînt quelque résultat utile de ces idées brutes, quelque erronées qu'elles pussent être à leur premier jet. Il n'est pas jusqu'à l'Inde même dont il ne fût possible, sans doute, de tirer quelque grand parti par quelques combinaisons nouvelles. Les Anglais m'assurent ici que l'Angleterre n'en retire aucun bénéfice dans la balance de son commerce ; les frais emportent tout ou dépassent même encore : il ne reste donc que des gaspillages individuels et quelques fortunes personnelles colossales ; mais ce sont autant d'aliments pour le patronage des ministres ; et dès lors on se donnerait bien de garde d'y toucher. Puis ces *Nababs*, comme ils les appellent, en revenant en Angleterre, y sont autant de bonnes recrues pour la haute aristocratie. Peu importe qu'ils présentent le scandale d'une fortune acquise par les rapines et le brigandage ; peu importe qu'ils influent fortement sur la morale publique, en animant chacun du désir des mêmes richesses poursuivies à tout prix ; les ministres actuels n'y regardent pas de si près : ce seront autant de votes pour eux, et plus ils seront pourris, plus ils seront faciles à gouverner. Et

avec les choses de la sorte, le moyen d'attendre quelque réforme ? Aussi, à la moindre proposition, vous voyez quels cris ! car l'aristocratie anglaise veut bien journellement gagner du terrain en avant ; mais sitôt qu'on propose de la faire rétrograder d'un atome, elle n'y entend plus, et l'explosion est universelle. Si l'on touche aux plus minutieux détails, tout l'édifice va crouler, s'écrie-t-elle. C'est tout simple. Qu'on veuille arracher d'un vorace le morceau qu'il tient à la bouche, et il le défendra en héros, etc. »

Une autre fois, l'Empereur disait : « Après vingt ans de guerre, après tant de trésors prodigués, tant de secours fournis à la cause commune, après un triomphe au-dessus de toute espérance, quelle paix pourtant a signée l'Angleterre ! Castlereagh a eu le continent à sa disposition ; quel grand avantage, quelles justes indemnités a-t-il stipulés pour son pays ? Il a fait la paix comme s'il eût été vaincu. Le misérable ! je ne l'eusse guère plus maltraité si je fusse demeuré victorieux. Ou bien encore serait-ce qu'il s'estimait assez heureux de m'avoir renversé... dans ce cas, la haine m'a vengé ! Deux forts sentiments ont animé l'Angleterre durant notre lutte : son intérêt national et sa haine contre ma personne. Au moment du triomphe, la violence de l'un lui aurait-elle fait oublier l'autre ? Elle paierait cher ce moment de passion ! » Et il développait son idée, parcourant les diverses combinaisons qui démontraient les fautes de lord Castlereagh, et les nombreux avantages qu'il avait négligés. « Des milliers d'années s'écouleront, disait-il, avant qu'il ne se présente une telle occasion pour le bien-être, la véritable grandeur de l'Angleterre. Est-ce donc, de la part de Castlereagh, ignorance ou corruption ? Ce lord Castlereagh a distribué noblement, à ce qu'il a cru, les dépouilles aux souverains du continent, et n'a rien réservé pour son pays ; mais n'a-t-il pas craint qu'on lui reprochât d'avoir été là bien plutôt leur *commis* que leur *associé*. Il a fait don de territoires immenses ; la Russie, la Prusse, l'Autriche, ont acquis des

millions de population. Où se trouve l'équivalent de l'Angleterre ? elle qui pourtant avait été l'âme de ces succès, elle qui en avait payé tous les frais. Aussi recueille-t-elle déjà le fruit de la reconnaissance du continent, et des bévues ou de la trahison de son négociateur. On continue mon système continental, on réproûve, on exclut les produits de ses manufactures ; au lieu de cela, pourquoi n'avoir pas bordé le continent de villes maritimes libres et indépendantes ? celles, par exemple, de Dantzic, Hambourg, Anvers, Dunkerque, Gênes et autres, qui fussent demeurées les entrepôts obligés de ses manufactures, dont ils eussent inondé l'Europe en dépit de toutes les douanes du monde. Elle en avait le droit et le besoin ; ses décisions eussent été justes, et qui s'y fût opposé au moment de la libération ? Pourquoi s'être créé un embarras, et avec le temps un ennemi naturel en unissant la Belgique à la Hollande, au lieu d'avoir ménagé deux immenses ressources à son commerce, en les tenant séparées ? La Hollande, qui n'a point de manufactures, était le dépôt naturel de celles d'Angleterre, et la Belgique, devenue colonie anglaise sous un prince anglais, eût été la route par laquelle on en eût constamment inondé la France et l'Allemagne. Pourquoi n'a-t-on pas plié l'Espagne et le Portugal à un traité de commerce à long terme, qui eût repayé de tous les frais qu'on a faits pour leur délivrance, et qu'on eût obtenu sous peine d'affranchir leurs colonies, dont, dans les deux cas, on eût fait tout le négoce ? Pourquoi n'a-t-on pas stipulé quelque avantage dans la Baltique, et vis-à-vis des États d'Italie ? C'était là comme autant de droits régaliens de la souveraineté des mers. Après s'être battu longtemps pour en soutenir le droit, comment en négliger les bénéfices, quand elle se trouvait consacrée de fait ? Est-ce qu'en sanctionnant l'usurpation dans les autres, l'Angleterre eût pu craindre qu'aucun osât se refuser à la sienne ? Et qui l'eût pu ? Je m'attendais à quelque chose de la sorte. Peut-être le regrettent-ils aujourd'hui qu'il est trop tard ; car ils ne sauraient plus y revenir, ils ont manqué le moment unique !...

Que de pourquoi encore j'aurais à multiplier !... Lord Castlereagh seul pouvait agir ainsi : il s'est fait l'homme de la Sainte-Alliance ; avec le temps il sera maudit, Les Lauderdale, les Grenville, les Wellesley et autres eussent traité bien différemment ; c'est qu'ils eussent été les hommes de leur pays, etc., etc. »



🔍 Les principaux négociateurs du congrès de Vienne (1814-1815), gravure d'après Isabey. On peut y reconnaître Wellington, Metternich, Castelreagh, Talleyrand.

L'Empereur disait encore une autre fois : « La dette est le ver rongeur de l'Angleterre ; c'est la chaîne de tous ses embarras ; car c'est elle qui force à l'énormité des taxes, celles-ci font hausser le prix des denrées ; de là la misère du peuple, le haut prix du travail et celui des objets manufacturés, qui ne se présentent plus avec le même avantage sur les marchés de l'Europe. L'Angleterre doit donc combattre à tout prix ce monstre dévorant ; il lui faut l'attaquer par tous les bouts à la fois,

l'assommer par le *négatif* et le *positif* réunis, c'est-à-dire par la réduction de ses dépenses, et l'accroissement de ses capitaux.

« Ne peut-elle pas réduire l'intérêt de sa dette, les hauts salaires, les sinécures, les dépenses de l'armée, renoncer à celle-ci pour s'en tenir à sa marine ; enfin, beaucoup d'autres choses encore que j'ignore, et ne saurais fouiller ? Quant à l'accroissement de ses capitaux, ne peut-elle s'enrichir de tous les biens ecclésiastiques, qui sont immenses, qu'elle acquerrait par une salutaire réforme, et à l'extinction des titulaires, ce qui ne blesserait personne. Mais qu'on prononce un mot de la sorte, et toute l'aristocratie sera sous les armes et en campagne, et elle l'emportera ; car, en Angleterre, c'est elle qui gouverne, et c'est pour elle qu'on gouverne. Elle recourra à son adage habituel : si l'on touche le moindre fondement antique, le tout va s'écrouler ; ce que la masse répète benoîtement, et toute réforme s'arrête, et tous abus demeurent, croissent, pullulent.

« Il est vrai de dire qu'en dépit d'une composition de détails odieux, surannés, ignobles, la constitution anglaise présente cependant le singulier phénomène d'un heureux et beau résultat, et c'est ce résultat et tous ses bienfaits qui rattachent la multitude craintive de les perdre. Mais est-ce donc bien la nature condamnable des détails qui procure le résultat ? Non, elle le ternit, au contraire, et il resplendirait bien davantage si la grande et belle machine se désencombrait de ses vices parasites, etc.

« Mais voyez, après tout, continuait l'Empereur, où peut conduire pourtant le système des emprunts, et combien il est dangereux ; aussi n'y ai-je jamais voulu entendre chez nous, où les avis étaient partagés. J'y suis demeuré constamment et opiniâtrement opposé.

« On a dit dans le temps que je ne faisais point d'emprunt, faute de crédit, parce que je n'eusse point trouvé de prêteurs ; c'était faux. Ce serait bien peu connaître les hommes et l'agiotage, que d'imaginer qu'en présentant des chances et l'appât du jeu, on n'eût pas toujours trouvé à remplir ces emprunts ; seulement c'est que cela n'entraînait pas dans mon système ; et j'avais cherché à le consacrer comme base fondamentale, en fixant, par une loi spéciale, le montant de la dette publique à ce que l'on avait généralement pensé devoir être utile à la prospérité générale, à quatre-vingts millions de rente pour ma France, dans sa plus grande étendue, et après la réunion de la Hollande qui elle seule l'avait accrue de vingt millions ; cette somme était raisonnable et utile ; toute autre plus forte devenait nuisible. Et qu'est-il arrivé de ce système ? Voyez quelles ressources j'ai laissées après moi ! La France, après tant de gigantesques efforts, après de si terribles désastres, ne demeure-t-elle pas la plus prospère ? Ses finances ne sont-elles pas les premières de l'Europe ? À qui et à quoi le doit-on ? J'étais si loin de vouloir manger l'avenir que j'avais la résolution de laisser un trésor ; j'en avais même déjà un et j'y puisais pour prêter à des maisons de banque, à des familles embarrassées, à des personnes placées auprès de moi.

« Non seulement j'eusse maintenu avec soin la caisse d'amortissement ; mais je comptais encore avoir, avec le temps, des caisses d'activité, dont les sommes croissantes eussent été consacrées aux travaux et améliorations publics ; il y aurait eu la caisse d'activité de l'Empire pour les travaux généraux ; la caisse d'activité des départements pour les travaux locaux, la caisse d'activité des communes pour les travaux municipaux, etc., etc. »

Enfin, dans une autre occasion encore, l'Empereur disait gaîment :
« L'Angleterre est réputée pour trafiquer de tout ; que ne se met-elle

à vendre de la liberté, on la lui achèterait bien cher, et sans lui faire banqueroute ; car la liberté moderne est essentiellement morale, et ne trahit pas ses engagements. Par exemple, que ne lui payeraient pas ces pauvres Espagnols pour se délivrer du joug sous lequel on vient de les rebâter ! Je suis sûr qu'on les y trouverait bien disposés, j'en ai les preuves ; et c'est pourtant moi qui aurai créé ce sentiment ; encore ma bévée du moins aura-t-elle profité à quelqu'un. Quant aux Italiens, j'y ai implanté des principes qu'on ne déracinera plus : ils fermenteront toujours. Qu'aurait de mieux à faire l'Angleterre aujourd'hui que de donner la main à ces beaux mouvements de la régénération moderne ? Aussi bien faudra-t-il tôt ou tard qu'elle s'accomplisse. C'est en vain que les souverains et les vieilles aristocraties multiplieraient leurs efforts pour s'y opposer ; c'est la roche de Sisyphe³³ qu'ils tiennent élevée au-dessus de leurs têtes ; mais quelques bras se laisseront, et, au premier défaut, tout leur croulera dessus. Ne vaudrait-il pas mieux traiter à l'amiable ? C'était là mon grand projet. Pourquoi l'Angleterre se refuserait-elle à en avoir la gloire et à en recueillir le profit ? Tout passe, en Angleterre comme ailleurs. Le ministère Castlereagh passera, et celui qui lui succédera, héritier de tant de fautes, deviendra grand, s'il veut seulement ne pas les continuer. Tout son génie peut se borner uniquement à laisser faire, à obéir aux vents qui soufflent ; au rebours de Castlereagh, il n'a qu'à se mettre à la tête des idées libérales, au lieu de se liguier avec le pouvoir absolu, et il recueillera les bénédictions universelles, et tous les torts de l'Angleterre seront oubliés. Cet acte était à la portée de Fox ; Pitt ne l'eût pas entrepris : c'est que chez Fox, le cœur échauffait le génie, au lieu que chez Pitt le génie desséchait le cœur. Mais j'entends un grand nombre me demander comment, moi, tout-puissant, je n'ai point agi de la sorte ? comment, parlant si bien, j'ai pu agir si mal ? Je

33. Dans la mythologie grecque, Sisyphe fut condamné pour ses fautes à rouler sans cesse une énorme pierre sur le haut d'un rocher d'où il retombait toujours. (*JMS*)

réponds à ceux qui sont de bonne foi que rien ici ne saurait se comparer. L'Angleterre peut opérer sur un terrain dont les fondements descendent aux entrailles de la terre ; le mien ne reposait encore que sur du sable. L'Angleterre règne sur des choses établies ; moi, j'avais la grande charge, l'immense difficulté de les établir, j'épurais une révolution, en dépit des factions déçues ; j'avais bien réuni en faisceaux tout le bien épars qu'on devait en conserver ; mais j'étais obligé de les couvrir de mes bras nerveux pour les sauver des attaques de tous ; et c'est dans cette attitude que je répète encore que véritablement la chose publique, *l'État, c'était moi.*

« Le dehors en armes fondait sur nos principes ; et c'est précisément en leur nom que le dedans m'attaquait en sens opposé : or, pour peu que je me fusse relâché, on m'eût bientôt ramené au temps du Directoire, j'eusse été l'objet, et la France l'infailible victime d'un *contre-brumaire*. Nous sommes, de notre nature, si inquiets, si faiseurs, si bavards !... Qu'il arrive vingt révolutions, et nous aurons aussitôt vingt constitutions ! C'est ce dont on s'occupe le plus, ce qu'on observe le moins. Ah ! que nous avons besoin de grandir dans cette belle et glorieuse route ! Nos grands hommes en ce genre se sont montrés si petits ! Fasse le ciel que la jeunesse d'aujourd'hui profite de tant de fautes, et qu'elle se montre aussi sage qu'elle sera ardente !!! etc., etc. »

Aujourd'hui le gouverneur a commencé ses grandes réductions. Il a fallu nous séparer de huit domestiques anglais qu'on nous avait donnés. C'était pour eux une vive douleur, et c'est pour nous un sentiment doux de voir que tous ceux qui nous approchent s'attachent à nous et nous regrettent. Nous manquons réellement du nécessaire journalier ; pour y pourvoir, l'Empereur va faire vendre son argenterie ; c'est sa seule ressource.

Après le dîner, l'Empereur nous a lu *le Cercle* ; il s'est retiré aussitôt, bien que de bonne heure ; il ne se trouvait pas bien. Il n'a pu s'endormir, et m'a envoyé chercher vers minuit. Le hasard ou l'instinct avait fait que je ne m'étais pas encore couché. J'ai demeuré à causer avec l'Empereur jusqu'à deux heures.....

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Dimanche 8 septembre 1816.

Cour de l'Empereur. – Présentation des femmes, etc. Sur l'âge des femmes. –
Manuscrit de l'île d'Elbe.

L'Empereur m'a fait demander d'assez bonne heure ; il achevait sa toilette ; il n'avait point dormi de la nuit ; il se trouvait fort fatigué. Le temps était devenu supportable ; il a demandé son déjeuner sous la tente. Pendant qu'on le disposait, il a fait quelques tours de jardin et est revenu sur la conversation de la nuit dernière avec moi.....

Au déjeuner, il a fait appeler Mme de Montholon, et de là nous sommes montés dans la calèche, dont l'Empereur n'avait pas fait usage depuis longtemps. Il y avait plusieurs jours qu'il avait à peine respiré l'air du dehors.

La conversation a été encore une fois sur la cour de l'Empereur aux Tuileries, la foule nombreuse qui la composait, l'adresse et l'esprit avec lesquels l'Empereur la passait en revue, etc. Je supprime beaucoup de choses, pour ne pas les répéter. « C'est encore plus difficile qu'on ne pense, disait-il, que de parler à une foule de personnes, et de ne leur rien dire, que de connaître une multitude de monde, dont les neuf dixièmes vous sont inconnus, etc. »

Plus tard, il observait combien, après tout, il était tout à la fois aisé et difficile de l'approcher, d'avoir affaire à lui, de s'en faire juger ; combien il tenait à peu avec lui de faire sa fortune ou de la manquer. « A présent que je suis hors de la question, disait-il, que me voilà simple particulier, que je réfléchis en philosophe sur ce temps où j'avais à faire les œuvres de la Providence, sans néanmoins cesser d'être homme, je vois combien réellement le hasard entrait dans les destinées de ceux que je gouvernais ; combien la faveur, le crédit pouvaient être accidentels. L'intrigue est parfois si adroite, le mérite si gauche, ces extrêmes se touchent de si près, que mon atmosphère, avec la meilleure volonté du monde, devait être encore une véritable loterie. Et pouvais-je faire mieux ? Péchais-je par mes intentions, mes efforts ? D'autres ont-ils mieux fait ? C'est surtout par là qu'il faut me juger. Le vice est donc dans la nature du poste, dans la force des choses. »

De là on a parlé de la présentation des femmes à la cour, de leur embarras, de leurs secrètes dispositions, des vues, des espérances de quelques-unes. Mme de Montholon a dévoilé le secret de certaines de sa connaissance ; d'où il résultait que, si, dans divers salons de Paris, on se récriait sur la brutalité des manières de l'Empereur, la dureté de ses paroles, la laideur de sa personne, d'autres cœurs, mieux disposés, mieux informés, et bien différemment affectés, vantaient ailleurs la douceur de sa voix, la grâce de ses manières, la finesse de son sourire, et surtout sa fameuse main belle, disait-on, jusqu'au ridicule.

Ces petits avantages, observait-on, mêlés à beaucoup de puissance, à beaucoup plus de gloire encore, pouvaient monter assez naturellement certaines têtes, créer certains romans. Aussi combien aux Tuileries aspiraient à plaire au maître ! Combien cherchaient à faire partager un sentiment qu'on éprouvait peut-être réellement soi-même !

L'Empereur riait de nos observations et de nos conjectures ; et puis il convenait qu'à travers ses nuages d'affaires et d'encens, il avait cru plus d'une fois s'en apercevoir. Les moins timides, ou les plus vivement disposées, en avaient même parfois, disait-il, sollicité et obtenu des audiences. Nous en riions à notre tour, et disions que dans le temps elles avaient fourni matière à toute notre gaieté. Mais l'Empereur nous protestait sérieusement que cela avait été tout à fait à tort. Déjà, dans une conversation plus particulière, à Briars, dans nos soirées du clair de lune, qu'on a vues plus haut, l'Empereur m'avait dit de même, et avait détruit tous les bruits d'alors, hormis un seul.

De là, la conversation est tombée sur l'âge des femmes, et leur répugnance à le laisser connaître. L'Empereur a été fort spirituel et très piquant. On a cité une femme qui a mieux aimé perdre un procès très considérable, que d'avouer son âge. Il ne s'agissait que de produire son extrait baptistaire, et elle avait gagné ; mais elle ne put jamais s'y déterminer.

On en a cité une autre qui aimait beaucoup un homme. Elle était convaincue qu'elle trouverait le bonheur en s'unissant avec lui ; mais elle ne pouvait l'épouser qu'en montrant son acte de naissance : elle aima mieux y renoncer.

Enfin, l'Empereur lui-même a cité une grande dame qui, en se mariant, avait trompé son mari de cinq ou six ans au moins, en imaginant de produire l'extrait baptistaire d'une sœur cadette, morte depuis longtemps. « La pauvre Joséphine s'exposait pourtant là à de grands inconvénients, disait l'Empereur, ce pouvait être réellement un cas de nullité de mariage. » Ces paroles nous ont donné la clef de certaines dates qui dans le temps, aux Tuileries, exerçaient notre

malignité et nos rires, et que nous expliquions alors par la seule galanterie de l'extrême complaisance de l'almanach impérial.

Sur les quatre heures, il a pris fantaisie à l'Empereur de marcher un peu. Je n'étais pas avec lui. Il avait été, nous disait-il au retour, jusqu'au jardin de la compagnie, où il avait rencontré de très belles dames. « Mais je n'avais pas ma langue avec moi, ajoutait-il en me montrant ; le vilain m'avait quitté, et rien n'a été plus fâcheux, car je n'avais jamais été mieux disposé, etc. »

Cette petite promenade n'a pas réussi à l'Empereur ; il en a rapporté une grande douleur de dents.

Un vaisseau venu du Cap est reparti pour l'Europe. Des généraux anglais qui s'y trouvaient passagers n'ont pu arriver jusqu'à l'Empereur, malgré leurs sollicitations réitérées. C'était une nouvelle méchanceté du gouverneur. Ces passagers étaient des hommes de marque, leurs rapports pouvaient avoir du poids. Le gouverneur, contre toute vérité, leur a dit que l'intention de Napoléon était de ne plus recevoir personne.

L'Empereur nous avait analysé, il y a quelque temps, un projet de dictée en quatorze chapitres (voyez plus haut, 27 août), qui m'avait vivement frappé par sa vérité, sa force, sa logique et sa dignité. J'y revenais souvent depuis, quand je me trouvais seul avec lui ; il avait ri plus d'une fois de ma ténacité, laquelle, me disait-il, ne m'était pas usuelle. Aujourd'hui il m'a dit qu'il avait enfin fait quelque chose, bien que ce ne fût pas en quatorze chapitres ni sur le sujet promis, mais qu'il faudrait m'en contenter ; et j'ai lu ce qu'il avait dicté : c'est certainement un morceau très remarquable. Je ne pense pas que la Révolution ait rien produit de plus serré, de plus fort sur la légalité

des vingt-cinq dernières années en France, savoir : la République, le Consulat et l'Empire.

L'exposé des dix chapitres qui composent ce petit ouvrage, et le développement, peuvent être regardés comme un cadre parfait sur le sujet. La touche en est particulièrement simple et nerveuse. Chaque chapitre se montre plein et fort. Leur ensemble, composant une cinquantaine de pages, présente un tout vraiment frappé et fini. J'ai compris que le fonds de ces idées avait dû être le manifeste de l'Empereur lors de son débarquement de l'île d'Elbe.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑



Manuscrit de l'île d'Elbe.

Depuis mon retour en Europe, ce petit ouvrage a paru dans le public sous le titre de *Manuscrit de l'île d'Elbe*. J'ai lieu de croire que, dans l'origine, il lui était destiné un autre titre. Quoi qu'il en soit, comme il est peu connu, qu'il n'a porté aucun caractère public, et que ceux qui l'ont lu peuvent en avoir ignoré la véritable source, j'en vais transcrire littéralement ici, à peu de mots près, plusieurs chapitres qui serviront à en constater la source et l'authenticité.

Chapitre I. – Dans le XVI^e siècle, le pape, l'Espagne et les Seize veulent en vain élever sur le trône de France une quatrième dynastie. Henri IV succède à Henri III, sans interrègne : il est vainqueur de la Ligue ; cependant il ne peut régner qu'en se ralliant de bonne foi au parti de la majorité de la nation.

Henri IV fut proclamé roi à Saint-Cloud, le jour même de la mort de Henri III : son autorité fut reconnue par toutes les églises protestantes, et par une partie de la noblesse catholique. La Sainte Ligue qui s'était formée contre Henri III, en haine des protestants et de l'assassinat du duc de Guise, était maîtresse de Paris, et commandait aux cinq sixièmes du royaume. Elle se refusa à reconnaître Henri IV, mais elle ne proclama aucun autre maître. Son chef, le duc de Mayenne, exerça l'autorité sous le titre de lieutenant-général du royaume. L'avènement de Henri IV ne changea rien aux formes adoptées par la Ligue pour exercer son pouvoir ; chaque ville était gouvernée, comme dans des temps de troubles et de factions, par des autorités locales ou militaires. À aucune époque, même le lendemain de son entrée à Paris,

Henri IV ne reconnut les actes de la Ligue, et jamais celle-ci n'en éleva la prétention. Aucune loi, aucun règlement n'est émané d'elle. Le parlement de Paris se divisa en deux partis : l'un tint pour les ligueurs, et siégea à Paris ; l'autre, pour Henri IV, se réunit à Tours. Mais les parlements n'enregistrèrent, ne firent que des actes judiciaires. Les provinces conservèrent leur organisation, leurs privilèges ; elles restèrent intactes, gouvernées par leurs coutumes. Nous avons dit que la Ligue n'avait proclamé aucun autre maître ; cependant elle reconnut un moment pour roi le cardinal de Bourbon, oncle de Henri ; mais ce cardinal ne consentit point à seconder les projets des ennemis de sa maison. Henri, d'ailleurs, s'était saisi de sa personne ; aucun acte n'émana de lui, et la Ligue continua à être gouvernée par l'autorité du duc de Mayenne, lieutenant général. Il n'y eut donc aucun interrègne entre Henri III et Henri IV. Plusieurs partis divisaient la Ligue : la Sorbonne avait décidé que les droits de naissance ne pouvaient conférer aucun droit à la couronne à un prince ennemi de l'Église ; Rome avait déclaré que Henri IV, étant relaps, avait perdu ses droits pour toujours ; qu'il ne pourrait les recouvrer, même quand il rentrerait dans le giron de l'Église. Henri IV, roi de Navarre, était né dans la religion réformée ; au moment de la Saint-Barthélemy, il fut contraint d'épouser Marguerite de Valois, et d'abjurer la Réforme ; mais aussitôt qu'il put s'éloigner de la cour, et qu'il se trouva au milieu des religionnaires, sur la rive gauche de la Loire, il déclara que son abjuration avait été forcée et rentra dans la communion protestante. Cette démarche le faisait caractériser relaps endurci ; mais la majorité de la Ligue, tout ce qui avait des sentiments modérés, se rangea à l'opinion qu'il fallait sommer Henri de rentrer dans le sein de l'Église catholique, apostolique et romaine, et le reconnaître pour maître aussitôt qu'il aurait abjuré et reçu l'absolution des évêques.

Les ligueurs convoquèrent les États Généraux du royaume à Paris ; les ambassadeurs d'Espagne y démasquèrent les projets de leur maître ; ils sollicitèrent les États d'élever sur le trône de France une quatrième dynastie ; puisque Henri et Condé, déclarés relaps, avaient perdu tous leurs droits à la couronne, la ligne masculine des Capets était éteinte. Ils réclamaient donc les droits de l'infante d'Espagne, fille de la sœur de Henri II, roi de France, et la première dans la ligne féminine ; et si la nation croyait être rentrée dans ses droits par l'extinction de la ligne masculine, et pouvoir disposer du trône, ils insistaient encore pour que le choix tombât sur l'infante ; on ne pouvait trouver une personne d'une plus grande maison, et la France devait de la considération aux efforts que Philippe II faisait pour soutenir la cause de la Ligue. Des troupes espagnoles étaient à Paris sous les ordres du duc de Mayenne ; l'infante épouserait un prince français ; ils désignèrent même le duc de Guise, fils de celui qui avait été assassiné à Blois. Une armée de cinquante mille Espagnols serait entretenue à Paris par la cour de Madrid, qui prodiguerait ses trésors et sa toute-puissance pour assurer le triomphe de cette quatrième dynastie. Les Seize appuyèrent ces propositions, sanctionnées par la cour de Rome, et soutenues de tous les efforts du légat. Tout fut vain ; l'esprit national s'indigna de voir une nation étrangère disposer du trône de France : la partie du parlement qui siégeait à Paris fit, les chambres assemblées, des remontrances au lieutenant-général du royaume, duc de Mayenne, pour qu'il eût à veiller au maintien des lois fondamentales de la monarchie, et spécialement de la loi salique. Si les efforts de la faction d'Espagne l'eussent emporté, que les États Généraux eussent déclaré les descendants de Hugues Capet déchus du trône, et eussent élevé une quatrième dynastie ; si celle-ci eût chassé Henri du royaume, et eût été acceptée par la nation, sanctionnée par la religion, reconnue par les puissances de l'Europe, les droits de la troisième dynastie eussent été éteints.

Henri vainquit la Ligue à Arques et dans les plaines d'Ivry ; il assiégea Paris. Cependant il reconnut l'impossibilité de régner en France, sans se ranger du parti de la nation. Il avait été vainqueur avec son armée toute française ; s'il avait sous ses ordres un petit corps d'Anglais, les ligueurs en avaient un plus considérable d'Espagnols et d'Italiens : ainsi, dans les deux partis, le combat avait été de Français contre Français ; les étrangers n'y étaient qu'auxiliaires ; l'honneur et l'indépendance nationale n'étaient point compromis, de quelque côté que se fixât la victoire. *Ventre-saint-gris ! Paris vaut bien une messe !* fut le langage dont Henri se servit pour sonder l'opinion des huguenots ; et lorsqu'il réunit, au conseil de Beauvais, les principaux des religionnaires, pour délibérer sur le parti à prendre, la majorité, et surtout les meilleures têtes, conseillèrent au roi d'abjurer, et de rentrer dans le parti de la nation. Henri abjura à Saint-Denis ; il reçut l'absolution des évêques ; la capitale lui ouvrit ses portes, et son autorité fut reconnue de tout le royaume. Henri se rallia de bonne foi au parti national ; presque tous les emplois furent occupés par des ligueurs. Les religionnaires, ceux qui l'avaient constamment servi, et auxquels il devait ses victoires, firent entendre souvent leurs plaintes ; ils le taxèrent d'ingratitude ; cependant, malgré tous ces ménagements, la nation fut longtemps en défiance des intentions secrètes de Henri. *La caque sent toujours le hareng*, disait-on.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Chapitre II. — La République consacrée par la volonté du peuple, par la religion, par la victoire, et par toutes les puissances de l'Europe.

Hugues Capet monta sur le trône par le choix du parlement, composé des seigneurs et des évêques, ce qui formait alors la nation. La monarchie française n'a jamais été absolue ; l'intervention des États

Généraux a toujours été nécessaire pour les principaux actes de la législation, et pour octroyer de nouvelles impositions. Depuis, les parlements se prétendant les états généraux au petit pied, secondés par la cour, usurpèrent les droits de la nation. En 1788, les parlements furent les premiers à le reconnaître ; Louis XVI convoqua en 1789 les États Généraux ; et la nation rentra dans l'exercice d'une portion de la souveraineté. L'Assemblée constituante donna à l'État une nouvelle Constitution, qui fut sanctionnée de l'opinion de toute la France ; Louis XVI l'accepta, et jura de la maintenir : l'Assemblée législative suspendit le roi ; la Convention, formée des députés de toutes les assemblées primaires du royaume, et revêtue de pouvoirs spéciaux, déclara la monarchie abolie, et créa la république. Tout ce qui tenait au parti royal quitta la France, et appela le secours des armées étrangères. L'Autriche et la Prusse signèrent le traité de Pilnitz. Des armées autrichiennes et prussiennes, ayant avec elles l'armée des princes, commencèrent la guerre de la première coalition pour soumettre le peuple français. La nation tout entière courut aux armes : l'Autriche et la Prusse furent vaincues. Depuis, l'Autriche, l'Angleterre, la Russie formèrent la deuxième coalition : cette coalition fut détruite comme l'avait été la première. Toutes les puissances reconnurent la République :

1° La république de Gênes, par une ambassade extraordinaire, le 15 juin 1792.

2° La Porte³⁴, par la déclaration du 27 mars 1793.

3° La Toscane, par le traité du 9 février 1795.

4° La Hollande, par le traité du 16 mai 1795.

5° La république de Venise, par une ambassade extraordinaire, le 30 décembre 1795.

34. L'Empire ottoman. (JMS)

- 6° Le roi de Prusse, par le traité signé à Bâle, le 5 avril 1795.
- 7° Le roi d'Espagne, par le traité signé à Bâle, le 22 juillet 1795.
- 8° Hesse-Cassel, par le traité du 28 juillet 1795.
- 9° La Suisse, par le traité du 19 août 1795.
- 10° Le Danemark, par la déclaration du 18 août 1795.
- 11° La Suède, par l'ambassade du 23 avril 1796.
- 12° La Sardaigne, par le traité de Paris, 28 avril 1796.
- 13° L'Amérique, par son ambassade extraordinaire du 30 décembre 1796.
- 14° Naples, par le traité du 10 octobre 1798.
- 15° Parme, par le traité du 5 novembre 1796.
- 16° Wurtemberg, par le traité du 7 août 1796.
- 17° Bade, par le traité du 22 août 1796.
- 18° La Bavière, par le traité du 24 juillet 1797.
- 19° Le Portugal, par le traité du 19 août 1797.
- 20° Le pape, par le traité signé à Tolentino, le 19 février 1797.
- 21° L'empereur d'Allemagne, par le traité de Campo-Formio, du 7 octobre 1797.
- 22° L'empereur de Russie, par le traité du 8 octobre 1801.
- 23° Enfin le roi d'Angleterre, par le traité signé à Amiens le 27 mars 1802.

Le gouvernement de la République envoya et reçut des ambassadeurs de toutes les puissances ; le pavillon tricolore fut reconnu sur toutes les mers et dans tout l'univers. C'était comme souverain temporel que le pape avait traité à Tolentino avec la République ; mais comme chef de la religion catholique, apostolique et romaine, il la reconnut et traita avec elle par le Concordat signé à Paris le 18 avril 1802. La plupart des évêques qui avaient suivi le parti royal dans l'étranger se soumirent ; ceux qui voulurent lui rester fidèles perdirent leurs sièges. La République, sanctionnée par l'universalité des citoyens, victorieuse par ses armées, reconnue par tous les rois, par toutes les

puissances de l'univers, le fut également par toutes les religions, et notamment par l'Église catholique, apostolique et romaine.

Non seulement toutes les puissances du monde reconnurent la République après la mort de Louis XVI, mais même aucune ne reconnut jamais de successeur à ce prince. Le procès de la troisième dynastie était donc terminé en 1800, tout comme ceux de la première et de la seconde. Les titres et les droits des Mérovingiens furent éteints par les titres et les droits des Carolingiens ; les titres et les droits des Carolingiens furent éteints par les titres et les droits des Capétiens, tout comme les titres et les droits des Capétiens furent éteints par les titres et les droits de la République. Tout gouvernement légitime éteint les droits et la légitimité des gouvernements qui l'ont précédé. La République a donc été un gouvernement de fait et de droit, légitime par la volonté de la nation, sanctionné par l'Église, et par l'adhésion de l'univers.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Chapitre III. – La Révolution a fait de la France une nouvelle nation : elle a affranchi les Gaulois de la conquête des Francs : elle a créé de nouveaux intérêts et un nouvel ordre de choses, conformes au bien du peuple, à ses droits, à la justice, aux lumières du siècle.

La Révolution française n'a pas été produite par le choc de deux familles se disputant le trône ; elle a été un mouvement général de la masse de la nation contre les privilégiés. La noblesse française, comme celle de toute l'Europe, date de l'incursion des barbares qui se partagèrent l'Empire romain. En France les nobles représentaient les Francs et les Bourguignons, le reste de la nation, les Gaulois. Le régime féodal qui s'introduit, établit le principe que toute terre avait

un seigneur. Tous les droits politiques furent exercés par les prêtres et les nobles ; les paysans furent esclaves, partie attachés à la glèbe. La marche de la civilisation et des lumières affranchit le peuple. Ce nouvel état de choses fit prospérer l'industrie et le commerce ; la majeure partie des terres, des richesses et des lumières était le partage du peuple dans le dix-huitième siècle. Les nobles cependant étaient encore une classe privilégiée : ils conservaient la haute et la moyenne justice, avaient des droits féodaux sous un grand nombre de dénominations et de formes diverses, jouissaient du privilège de ne supporter aucune des charges de la société ; de posséder exclusivement les emplois les plus honorables. Tous ces abus excitaient les réclamations des citoyens. La Révolution eut pour but principal de détruire tous les privilèges ; d'abolir les justices seigneuriales, la justice étant un inséparable attribut de l'autorité souveraine ; de supprimer les droits féodaux comme un reste de l'ancien esclavage du peuple ; de soumettre également tous les citoyens et toutes les propriétés, sans distinction, aux charges de l'État. Enfin elle proclama l'égalité des droits. Tous les citoyens purent parvenir à tous les emplois, selon leurs talents et les chances de la fortune. Le royaume était composé de provinces qui avaient été réunies à la couronne plus ou moins tard : elles n'avaient entre elles aucunes limites naturelles ; elles étaient différemment divisées, inégales en étendue et en population : elles avaient un grand nombre de coutumes ou lois particulières pour le civil comme pour le criminel, étaient plus ou moins privilégiées, très inégalement imposées, soit par la quotité, soit par la nature des impositions, ce qui obligeait à les isoler les unes des autres par des lignes de douane. La France n'était pas un État ; c'était la réunion de plusieurs États placés à côté les uns des autres sans amalgame. Les événements des siècles passés, le hasard, avaient déterminé le tout. La Révolution, guidée par le principe de l'égalité, soit entre les citoyens, soit entre les diverses parties du territoire, détruisit toutes ces petites nations et en

forma une nouvelle : il n'y eut plus de Bretagne, de Normandie, de Bourgogne, de Champagne, de Provence, de Lorraine, etc. ; il y eut une France. Une division de territoire homogène, prescrite par les circonstances locales, confondit les limites de toutes les provinces : même organisation judiciaire, même organisation administrative, mêmes lois civiles, mêmes lois criminelles, même organisation d'imposition : le rêve des gens de bien de tous les siècles se trouva réalisé. L'opposition que la cour, le clergé, la noblesse mirent à la marche de la Révolution, et la guerre des puissances étrangères, amenèrent la loi de l'émigration, le séquestre des biens des émigrés, que, par la suite, on dut vendre pour subvenir aux besoins de la guerre. Une grande partie de la noblesse française se rangea sous la bannière des princes de la maison de Bourbon, et forma une armée qui marcha à côté des armées autrichiennes, prussiennes et anglaises, des gentilshommes, élevés dans l'aisance, servirent comme simples soldats : la fatigue et le feu en firent périr un grand nombre ; beaucoup périrent de misère dans l'étranger ; la guerre de la Vendée, celle de la chouannerie, les tribunaux révolutionnaires, en moissonnèrent des milliers. Les trois quarts de la noblesse française furent ainsi détruits : toutes les places civiles, judiciaires ou militaires furent occupées par des citoyens sortis du sein du peuple. Le bouleversement que produisirent dans les personnes et les propriétés les événements de la Révolution fut aussi grand que celui qui avait été opéré par les principes mêmes de cette Révolution : il y eut une nouvelle Église ; les diocèses de Vienne, de Narbonne, de Fréjus, de Sisteron, de Reims furent remplacés par soixante nouveaux diocèses, dont le territoire fut circonscrit dans le nouveau concordat par de nouvelles bulles appropriées à l'état actuel du territoire. La suppression des ordres religieux, la vente des couvents et de toutes les propriétés du clergé furent sanctionnées ; celui-ci fut pensionné par l'État. Tout ce qui était le résultat des événements qui s'étaient succédé depuis Clovis cessa d'être. Tous les changements

étaient si avantageux au peuple, qu'ils s'opérèrent avec la plus grande facilité, et qu'en 1800 il ne restait plus aucun souvenir ni des anciens privilèges des provinces, ni de leurs anciens souverains, ni des anciens parlements et bailliages, ni des anciens diocèses ; et pour remonter à l'origine de tout ce qui existait, il suffisait d'aller rechercher la loi nouvelle qui l'avait établi. La moitié du territoire avait changé de propriétaires ; les paysans et les bourgeois s'en étaient enrichis. Les progrès de l'agriculture, des manufactures et de l'industrie surpassèrent toutes nos espérances. La France présenta le spectacle de plus de trente millions d'habitants circonscrits dans des limites naturelles, ne composant qu'une seule classe de citoyens gouvernés par une seule loi, un seul règlement, un seul ordre. Tous ces changements étaient conformes au bien de la nation, à ses droits, à la justice et aux lumières du siècle.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Chapitre IV. – Le peuple français élève le trône impérial pour consolider tous les nouveaux intérêts. Cette quatrième dynastie ne succède pas immédiatement à la troisième, mais à la République. Napoléon a été sacré par le pape, reconnu par les puissances de l'Europe. Il a créé des rois. Il a vu marcher sous ses ordres les armées de toutes les puissances du continent.

Les cinq membres du Directoire se divisaient ; les ennemis de la République se glissaient dans les conseils et portaient au gouvernement des hommes ennemis des droits du peuple. Cette forme de gouvernement maintenait l'État en fermentation, et les grands intérêts que les Français avaient conquis dans la Révolution se trouvaient sans cesse compromis. Une voix unanime sortit du fond des campagnes, du milieu des villes et du sein des camps, demanda qu'en

conservant tous les principes de la République, on établit dans le gouvernement un système héréditaire qui mît les principes et les intérêts de la Révolution à l'abri des factions et de l'influence de l'étranger. Le Premier consul de la République, par la Constitution de l'an 8, l'était pour dix ans ; la nation avait prolongé sa magistrature pour sa vie ; elle l'éleva sur le trône, qu'elle rendit héréditaire dans sa famille. Les principes de la souveraineté du peuple, de la liberté, de l'égalité, de la destruction du régime féodal, de l'irrévocabilité des ventes des domaines nationaux, de l'indépendance des cultes, se trouvaient consolidés. Le gouvernement de la France, sous cette quatrième dynastie, était fondé sur les mêmes principes que la République : ce fut une monarchie constitutionnelle et tempérée. Il y avait autant de différence entre le gouvernement de la France sous cette quatrième dynastie et la troisième, qu'entre celle-ci et la République. La quatrième dynastie succéda à la République, ou plutôt n'en fut qu'une modification.

Aucun prince ne monta sur le trône avec des droits plus légitimes que Napoléon. Le trône fut déferé à Hugues Capet par quelques évêques et quelques nobles ; le trône impérial fut donné à Napoléon par la volonté de tous les citoyens, constatée trois fois d'une manière solennelle. Le pape Pie VII, chef de la religion catholique, apostolique et romaine, religion de la majorité des Français, passa les Alpes pour oindre l'Empereur de ses propres mains, et environné de tous les évêques de la France, de tous les cardinaux de l'Église romaine, et des députés de tous les cantons de l'Empire. Les rois s'empressèrent de le reconnaître : tous virent avec plaisir cette modification faite à la République, qui mettait la France en harmonie avec le reste de l'Europe, consolidait le bonheur et l'état de cette grande nation. Les ambassadeurs des empereurs d'Autriche et de Russie, ceux de Prusse, d'Espagne et de Portugal, de Turquie, d'Amérique, enfin de toutes

les puissances, vinrent complimenter l'Empereur. L'Angleterre seule n'envoya personne, ayant violé le traité d'Amiens, et s'étant mise de nouveau en guerre avec la France ; mais elle-même approuva ces changements. Lord Whitworth, dans les négociations secrètes qui eurent lieu par l'intermédiaire du comte Malouet, et précédèrent la rupture de la paix d'Amiens, proposa, de la part de son gouvernement, de reconnaître Napoléon comme roi de France, s'il voulait accéder à la cession de Malte. Le Premier consul répondit que si jamais le bien de la France devait exiger qu'il montât au trône, ce ne serait que par la libre et seule volonté du peuple français. Lorsque, depuis, lord Lauderdale se rendit à Paris, en 1806, pour négocier la paix entre le roi d'Angleterre et l'Empereur, il échangea ses pouvoirs, comme le prouve le protocole des négociations, et négocia avec le plénipotentiaire de l'Empereur. La mort de Fox fit échouer les négociations de lord Lauderdale. Le ministère anglais fut maître d'empêcher la campagne de Prusse³⁵ et de prévenir la bataille d'Iéna. Lorsque, depuis, les alliés présentèrent à Chaumont, en 1814, un *ultimatum*, lord Castlereagh, en signant cet *ultimatum*, reconnut de nouveau l'existence de l'Empire dans la personne et la famille de Napoléon ; et si celui-ci n'accepta pas les propositions du congrès de Châtillon, c'est

35. Pendant que lord Lauderdale était à Paris, et négociait avec les plénipotentiaires de l'Empereur, la Prusse courut aux armes, et prit une attitude hostile. Lord Lauderdale paraissait ne point approuver cette conduite, et croire la lutte fort inégale. Instruit que l'Empereur se préparait à se mettre à la tête de l'armée, il demanda si l'Empereur consentirait à retarder son départ, et à s'arranger avec la Prusse, si l'Angleterre acceptait la base de la négociation, c'est-à-dire l'*uti possidetis* de part et d'autre, en y comprenant le Hanovre. La discussion était sur le Hanovre, que l'Angleterre voulait recouvrer indépendamment de cette base. Par la réponse du cabinet de Saint-James, lord Lauderdale fut rappelé : l'Empereur partit, et la bataille d'Iéna eut lieu ; Fox était mort alors.

Nous avons été à cette époque témoins oculaires des regrets et de la répugnance qu'avait le monarque français pour la guerre de Prusse ; il était disposé à laisser à cette puissance le Hanovre, et à reconnaître une confédération du nord de l'Allemagne. Il sentait que la Prusse, n'ayant jamais été ni battue ni humiliée par la France, étant tout entière, n'avait aucun intérêt contraire aux siens ; mais qu'une fois vaincue, il faudrait la détruire. (LC)

qu'il crut n'être pas le maître de céder une partie de l'Empire dont il avait juré à son couronnement de maintenir l'intégrité.

Les Électeurs de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, furent créés rois par l'Empereur.

Les armées saxonnes, bavaroises, wurtembergeoises, badoises, hessoises, combattirent avec les armées françaises. Les armées russes et françaises combattirent ensemble, dans la guerre de 1809, contre l'Autriche. Depuis, l'empereur d'Autriche conclut à Paris, en 1812, une alliance avec Napoléon, et le prince de Schwartzemberg commanda sous ses ordres le contingent autrichien dans la campagne de Russie, où il acquit le grade de feld-maréchal, sur la demande de la France. Un traité semblable d'alliance fut conclu à Berlin, et l'armée prussienne fit cette même campagne de Russie avec l'armée française.

Les plaies que la Révolution a faites, l'Empereur les a cicatrisées : tous les émigrés rentrèrent, et cette liste de proscription fut anéantie. Ce prince eut la gloire la plus douce, celle de rappeler dans leur patrie et de réorganiser ainsi plus de vingt mille familles : leurs biens non vendus leur furent rendus ; et, passant entièrement l'éponge sur le passé, les individus de toutes les classes, quelle qu'eût été leur conduite, furent également appelés à tous les emplois. Les familles qui devaient leur illustration aux services qu'elles avaient rendus aux Bourbons, celles qui leur avaient été les plus dévouées, occupèrent des places à la cour, dans l'administration et dans l'armée. On avait oublié toutes les dénominations ; il n'y avait plus d'aristocrates, de Jacobins, et l'établissement de la Légion d'honneur, qui fut la récompense des services militaires, civils et judiciaires, réunit à côté l'un de l'autre le soldat, le savant, l'artiste, le prélat et le magistrat ; c'était comme le signe de réunion de tous les états, de tous les partis.

Chapitre V. – Le sang de la dynastie impériale est mêlé avec celui de toutes les maisons souveraines de l'Europe, celles de Russie, de Prusse, d'Angleterre, d'Autriche.

La maison impériale de France contracta des alliances avec toutes les familles souveraines de l'Europe. Le prince Eugène Napoléon, fils adoptif de l'Empereur, épousa la fille aînée du roi de Bavière, une des princesses les plus distinguées de son temps par sa beauté et par ses qualités morales. Cette alliance, contractée à Munich le 14 janvier 1806, remplit de bonheur la nation bavaroise. Le prince héréditaire de Bade, beau-frère de l'empereur de Russie, demanda en mariage la princesse Stéphanie, fille adoptive de l'empereur Napoléon : ce mariage se célébra à Paris le 7 avril 1806. Le prince Jérôme Napoléon a épousé, le 22 août 1807, la fille aînée du roi de Wurtemberg, cousine germaine de l'empereur de Russie, du roi d'Angleterre et du roi de Prusse. D'autres alliances de cette nature furent contractées avec des princes souverains d'Allemagne, de la maison de Hohenzollern. Ces mariages sont heureux : de tous sont nés des princes et princesses qui en transmettront le souvenir aux générations futures.

Lorsque les intérêts de la France et de l'Empire portèrent l'Empereur et l'impératrice Joséphine à rompre les liens qui leur étaient également chers, les plus grands souverains de l'Europe briguerent l'alliance de Napoléon : sans des difficultés religieuses, et les retards occasionnés par la distance, il est probable qu'une princesse de Russie aurait occupé le trône de France. L'archiduchesse Marie-Louise, mariée à l'empereur Napoléon, par procuration donnée au prince Charles, à Vienne, le 11 mars 1810, et à Paris, le 2 avril suivant, monta sur le trône de France. Ce mariage combla de joie les peuples de la France et

de l'Autriche. Aussitôt que l'empereur d'Autriche eut appris à Vienne qu'il était question du mariage de l'empereur Napoléon, il témoigna sa surprise qu'on ne pensât pas à sa maison. Il n'était question que d'une princesse de Russie ou de Saxe. L'empereur François s'en expliqua avec le comte de Narbonne, gouverneur de Trieste, qui dans ce moment était à Vienne. Des instructions à ce sujet avaient été envoyées par le cabinet de Vienne au prince de Schwartzenberg, son ambassadeur à Paris. Un Conseil privé fut convoqué aux Tuileries, en février 1810 ; le ministre des Relations extérieures y communiqua les dépêches du duc de Vicence, ambassadeur en Russie : il en résultait que l'empereur Alexandre était très disposé à donner sa sœur, la grande-duchesse Anne ; mais paraissait attacher de l'importance à ce qu'il lui fût accordé le public exercice de son culte, et une chapelle du rite grec. Les dépêches de Vienne firent connaître les insinuations et les désirs de cette cour. Il y eut partage d'opinions : l'alliance de la Russie, celle de la Saxe, celle de l'Autriche, furent appuyées. Le vote de la majorité du Conseil fut pour le choix d'une archiduchesse d'Autriche. Comme le prince Eugène avait été le premier à ouvrir cette opinion, l'Empereur, levant la séance à deux heures du matin, l'autorisa à en faire l'ouverture au prince de Schwartzenberg : il autorisa en même temps le ministre des Relations extérieures à signer, dans la journée, avec l'ambassadeur d'Autriche, les conventions du mariage ; et pour lever toutes difficultés pour les détails, il l'autorisa à signer, mot pour mot, le même contrat que celui de Louis XVI et de l'archiduchesse Marie-Antoinette. Le prince Eugène vit dès le matin le prince de Schwartzenberg ; le contrat fut signé dans la journée : le courrier qui porta cette nouvelle à l'empereur d'Autriche le surprit agréablement. Les circonstances particulières de la signature du contrat de mariage firent penser à l'empereur Alexandre qu'il avait été joué par la cour des Tuileries ; qu'elle avait à la fois mené de front deux négociations. Il se trompait : la négociation avec Vienne

commença et finit dans un jour³⁶. La naissance d'aucun prince ne produisit plus d'ivresse dans une nation et plus d'effet dans l'Europe que la naissance du roi de Rome : au premier coup de canon annonçant la délivrance de l'Impératrice, tout Paris resta en suspens, dans les promenades, dans les rues, dans l'intérieur des maisons, dans les assemblées publiques. La population tout entière fut occupée à compter le nombre de coups de canon ; le vingt-deuxième excita l'ivresse générale : il était d'usage de tirer vingt et un coups de canon pour la naissance d'une princesse, et cent un pour celle d'un prince. Toutes les puissances de l'Europe s'empressèrent d'envoyer les plus grands seigneurs de leurs cours pour complimenter l'Empereur. L'empereur de Russie envoya son ministre de l'Intérieur ; l'empereur d'Autriche, le comte Clary, l'un des grands-officiers de sa couronne : il apporta au jeune roi le collier en diamants de tous les ordres de la monarchie autrichienne. Le baptême du roi de Rome fut célébré en présence de tous les évêques et des députés de toutes les contrées de l'Empire, et avec toute la pompe souveraine. L'empereur d'Autriche, parrain du jeune roi, se fit représenter par l'archiduc Ferdinand, son frère, grand-duc de Wurtemberg, aujourd'hui grand-duc de Toscane.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

36. Le bruit est assez généralement répandu que le mariage de l'archiduchesse Marie-Louise avec l'empereur Napoléon a été un des articles secrets du traité de Vienne : cette opinion n'est pas fondée. Le traité de Vienne est du 15 octobre 1809, et le contrat de mariage a été signé à Paris le 7 février 1810.

Tous les individus qui ont assisté au Conseil privé du 1^{er} février peuvent affirmer que les circonstances du mariage sont telles qu'elles sont rapportées ci-dessus ; qu'il n'était nullement question de l'alliance de la maison d'Autriche avant la lecture des dépêches du comte de Narbonne, et que le mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise fut proposé, discuté et décidé dans le Conseil, et signé dans les vingt-quatre heures.

Les membres du Conseil étaient ; l'Empereur, les grands dignitaires de l'Empire, les grands-officiers de la couronne, tous les ministres, le président du Sénat, celui du Corps législatif et les ministres d'État, présidents des sections du Conseil d'État, total vingt-cinq. (LC)

Chapitre VI. – Qui donne occasionnellement la campagne de Saxe³⁷ démontre que la ligue de 1813 était, dans son objet, étrangère à la Restauration.

Les victoires de Lutzen et de Wurchen, les 2 et 22 mai 1813, avaient rétabli la réputation des armes françaises ; le roi de Saxe avait été ramené triomphant dans sa capitale ; l'ennemi avait été chassé de Hambourg ; un des corps de la Grande Armée était aux portes de Berlin, et le quartier impérial était à Breslau. Les armées russes et prussiennes, découragées, n'avaient plus d'autre parti que de repasser la Vistule, quand l'Autriche, intervenant dans les affaires, conseilla à la France de signer une suspension d'armes. L'Empereur retourna à Dresde ; celui d'Autriche quitta Vienne, et se rendit en Bohême ; celui de Russie et le roi de Prusse s'établirent à Schweidnitz. Les pourparlers commencèrent ; le comte de Metternich proposa le congrès de Prague ; il fut accepté ; ce n'était qu'un simulacre. La cour de Vienne avait déjà pris des engagements avec la Russie et la Prusse : elle allait se déclarer au mois de mai, quand les succès inattendus de l'armée française l'obligèrent à marcher avec plus de prudence. Quelques efforts qu'elle eût faits, son armée était encore peu nombreuse, mal organisée et peu en état d'entrer en campagne. Le comte de Metternich demanda les provinces illyriennes, la moitié du royaume d'Italie, c'est-à-dire Venise, jusqu'à Mincio ; la Pologne, et la renonciation de l'Empereur au protectorat de l'Allemagne, et aux départements de la trente-deuxième division militaire. Ces conditions excessives n'étaient mises en avant que pour être refusées. Le duc de Vicence se rendit au congrès de Prague. Le choix du

37. Je n'ai pas voulu supprimer ce résumé de la campagne de Saxe, bien que le même sujet se trouvât déjà traité plus haut. Si quelques-uns le considèrent comme une répétition, d'autres le trouveront une comparaison, une vérification ; car l'un des récits provient de documents publiés en Europe ; tandis que l'autre a été dicté à Sainte-Hélène par Napoléon lui-même. (LC)

plénipotentiaire russe, le baron d'Anstetten, fit entrevoir que ce n'était point la paix que voulait la Russie, mais donner le temps à l'Autriche de terminer ses préparatifs militaires. En effet le mauvais augure qu'on avait tiré du choix de ce négociateur se confirma ; il ne voulut entrer dans aucune conférence ; l'Autriche, qui s'était prétendue médiatrice, déclara son adhésion à la coalition, quand son armée fut prête, sans même avoir exigé l'ouverture d'une seule séance, ou rédigé un seul protocole. Ce système de mauvaise foi et de contradictions perpétuelles entre les actions, les paroles et les actes publics, fut constamment suivi par la cour de Vienne à cette époque. La guerre recommença. La victoire éclatante remportée par l'Empereur à Dresde, le 27 août 1813, sur l'armée commandée par les trois souverains, fut aussitôt suivie par les désastres que les manœuvres de Macdonald, en Silésie, firent éprouver à son armée, et par la perte de Vandamme en Bohême. Cependant la supériorité restait encore du côté de l'armée française, qui s'appuyait aux places de Torgau, Wittemberg et Magdebourg. Le Danemark avait conclu un traité d'alliance offensive et défensive, et son contingent augmentait l'armée de Hambourg. En octobre, l'Empereur quittait Dresde pour se porter sur Magdebourg, par la rive gauche de l'Elbe, afin de tromper l'ennemi. Son projet était de repasser l'Elbe à Wittemberg, et de marcher sur Berlin. Plusieurs corps de l'armée étaient déjà arrivés à Wittemberg, et les ponts de l'ennemi à Dessau avaient été détruits, lorsqu'une lettre du roi de Wurtemberg annonça que le roi de Bavière avait subitement changé de parti, et que, sans déclaration de guerre ni avertissement préalables, les deux armées autrichiennes et bava- roises cantonnées sur les bords de l'Inn s'étaient réunies en un seul camp ; que ces quatre-vingt mille hommes, sous les ordres du général de Wrede, marchaient sur le Rhin ; que lui, contraint par la force de cette armée, était obligé d'y joindre son contingent, et qu'il fallait s'attendre que bientôt cent mille hommes cerneraient Mayence, que

les Bavaois avaient fait leur cause de celle de l'Autriche. À cette nouvelle inattendue, l'Empereur crut devoir changer le plan de campagne qu'il avait médité depuis deux mois, pour lequel on avait disposé les forteresses et les magasins, et qui était de jeter les alliés entre l'Elbe et la Saale, et, sous la protection des places et magasins de Torgau, Wittemberg, Magdebourg et Hambourg, d'établir la guerre entre l'Elbe et l'Oder (l'armée française possédait sur cette rivière les places de Glogau, Custrin et Stettin) ; et, selon les circonstances, débloquent les places de la Vistule, Dantzig, Thorn et Modlin. Il y avait à espérer un tel succès de ce vaste plan, que la coalition en eût été désorganisée, tous les princes de l'Allemagne confirmés dans leur fidélité et dans l'alliance de la France. On espérait que la Bavière tarderait quinze jours à changer de parti, et alors on était assuré qu'elle n'en aurait pas changé. Les armées se rencontrèrent sur les champs de bataille de Leipzig, le 16 octobre ; l'armée française fut victorieuse, l'armée autrichienne battue et chassée de toutes ses positions ; l'un des généraux commandant un des corps, le comte de Merveldt, fut fait prisonnier. Le 18, malgré l'échec éprouvé le 16 par le duc de Raguse, la victoire était encore aux Français, lorsque l'armée saxonne tout entière, ayant une batterie de soixante bouches à feu, occupant une des positions les plus importantes de la ligne, passa à l'ennemi, et tourna ses canons contre la ligne française. Une trahison aussi inouïe devait entraîner la ruine de l'armée, et donner aux alliés tous les honneurs de la journée. L'Empereur accourut en toute hâte avec la moitié de sa garde, repoussa, chassa de leurs positions les Saxons et les Suédois. La journée du 18 se termina ; l'ennemi fit un mouvement rétrograde sur toute la ligne, et prit ses bivouacs en arrière du champ de bataille, qui resta aux Français. Dans la nuit, l'armée française commença un mouvement pour se placer derrière l'Elster, et se trouver en communication directe avec Erfurt, d'où elle attendait les convois de munitions dont elle avait besoin. Elle avait tiré plus de

cent cinquante mille coups de canon dans les journées des 16 et 18. La trahison de plusieurs corps allemands de la Confédération entraînés par l'exemple donné la veille par les Saxons, l'accident du pont de Leipzig, qui sauta à contretemps, firent que l'armée, quoique victorieuse, éprouva par ces funestes événements les pertes résultant ordinairement des journées les plus désastreuses. Elle repassa la Saale au pont de Weissenfeld : elle devait s'y rallier, y attendre et recevoir des munitions d'Erfurt, qui en était abondamment approvisionné, lorsque l'on eut des nouvelles de l'armée austro-bavaroise. Elle avait fait des marches forcées ; elle était arrivée sur le Main : il fallut donc marcher à elle. Le 30 octobre, l'armée française la rencontra rangée en bataille en avant de Hanau, interceptant le chemin de Francfort. Quoique forte, et occupant de belles positions, elle fut culbutée, mise en déroute complète, chassée de Hanau, qu'occupa le comte Bertrand. Le général de Wrede fut blessé. L'armée française continua son mouvement de retraite derrière le Rhin, et repassa le fleuve le 2 novembre. Des pourparlers eurent lieu : le baron de Saint-Aignan fut à Francfort ; il eut des conférences avec les comtes de Metternich, de Nesselrode et lord Aberdeen, et arriva à Paris porteur de paroles de paix sur les bases suivantes : — Que l'Empereur renoncerait au protectorat de la Confédération du Rhin, à la Pologne, et aux départements de l'Elbe ; mais que la France resterait entière dans ses limites des Alpes et du Rhin, la Hollande y compris ; et qu'on discuterait une frontière en Italie, qui devrait séparer la France des États de la maison d'Autriche. L'Empereur adhéra à ces bases ; mais le congrès de Francfort était une ruse mise en avant comme le congrès de Prague, dans l'espoir que la France refuserait. On voulait avoir un nouveau texte de manifeste pour travailler l'esprit public, car au moment où ces propositions conciliatrices étaient faites, l'armée alliée violait la neutralité des cantons, et entra en Suisse. Cependant les alliés firent connaître enfin leur véritable intention ; ils désignèrent Châtillon-sur-Seine, en

Bourgogne, pour la tenue du congrès. Les batailles de Champaubert, de Montmirail et de Montereau détruisirent les armées de Blücher et de Wittgenstein ; on ne négocia pas à Châtillon ; les puissances coalisées y présentèrent un *ultimatum*, dont les conditions étaient : 1° l'abandon de toute l'Italie, de la Belgique, de la Hollande et des départements du Rhin ; 2° l'obligation, pour la France, de rentrer dans les limites qu'elle avait avant 1792. L'Empereur rejeta cet *ultimatum* : il consentait à faire aux circonstances le sacrifice de la Hollande et de l'Italie, mais se refusa à abandonner les limites des Alpes et du Rhin, la Belgique, spécialement Anvers. Les trahisons firent triompher les coalisés malgré les victoires d'Arcis et de Saint-Dizier. Jusqu'alors ils n'avaient manifesté aucune prétention de s'immiscer dans les affaires intérieures de la France ; ce que constate l'*ultimatum* de Châtillon, signé par l'Angleterre, l'Autriche, la Russie et la Prusse, lorsque plusieurs émigrés rentrés se réveillèrent à la vue des armées autrichiennes, russes et prussiennes, dans les rangs desquelles ils avaient longtemps porté les armes : ils crurent le moment arrivé de voir leurs rêves se réaliser : les uns arborèrent la cocarde blanche, les autres la croix de Saint-Louis. Ils furent désapprouvés par les souverains alliés : Wellington même désavoua à Bordeaux, quoiqu'il les favorisât secrètement, tous ceux qui voulaient relever les enseignes de la maison de Bourbon. Dans toutes les transactions qui détachèrent la Prusse de l'alliance de la France et la réunirent à la Russie, au traité de Kalich ; dans celui qui réunit l'Autriche à cette coalition ; dans tous les actes diplomatiques publics et secrets qui se sont succédé jusqu'au traité de Châtillon ; dans celui-là même, fait en France en février 1814, les alliés m songèrent jamais aux Bourbons.

Les *chapitres* VII, VIII, IX disent et démontrent que les Bourbons, au retour, eussent dû commencer une cinquième dynastie, et ne pas

vouloir continuer la troisième. Le premier système eût rendu tout facile ; le second a tout compliqué.

Le X^e *chapitre* enfin termine par une image de quelques lignes qui donne toute la magie du retour du 20 mars. Ces derniers chapitres renferment ce qu'il y a de plus nerveux, de plus serré ; mais les applications sont directes, souvent même personnelles. J'ai supprimé les développements ; je n'ai pas voulu qu'on pût m'accuser en toute raison de reproduire un plaidoyer hostile. Le temps, qui affaiblit tout, le réduira à n'être qu'un document historique, et c'est le seul point de vue sous lequel je l'ai considéré ici, comme aussi tous les objets de même nature qu'on rencontre dans mon recueil, je me plais à le répéter encore. J'ai déjà écrit dans des circonstances bien différentes, sous divers gouvernements, dans divers pays, et toujours la liberté de la presse s'est trouvée exister pour moi. J'espère qu'il en sera de même encore en cette dernière occasion, bien que mon sujet fût des plus délicats. Déjà j'entrevois le terme de mon voyage ; le port m'apparaît, et j'espère l'atteindre sans malencontre, en dépit des écueils que j'avais à traverser.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Lundi 9, mardi 10 septembre 1816.

Mon ménage. – Intention de l'Empereur dans ses prodigalités, etc.

L'Empereur a passé une mauvaise nuit. Il m'a fait appeler de bonne heure, et m'a dit être assommé, tué. Il n'avait pu reposer et avait eu de la fièvre. Il a continué d'être souffrant ces deux jours. Il a passé presque tout le temps sur son canapé, et les soirées près du feu. Il n'a pu manger, et s'est contenté de boire de la limonade cuite. Je

l'ai à peine quitté tout ce temps, l'ayant soigné plusieurs fois de mes propres mains. Il a sommeillé à divers intervalles, et le reste du temps il causait ou me questionnait sur une foule de différents objets. Une fois il s'est arrêté sur les dépenses de nos sociétés de Paris. Il a passé de là à mon ménage, et a voulu en connaître les plus minutieux détails.

Quand il m'a entendu dire que je n'avais que vingt mille francs annuels, dont quinze à moi, et cinq de traitement de son Conseil d'État, il s'est écrié : « Mais vous étiez donc fou ! Comment avez-vous osé approcher des Tuileries avec un aussi mince revenu ? Les dépenses y étaient énormes ; vous me faites frémir ! – Sire, je n'y étais pourtant pas différemment des autres, et je n'ai jamais rien demandé à Votre Majesté. – Je ne dis pas cela ; mais vous deviez être ruiné en moins de quatre ou cinq ans. – Non, sire, j'avais passé la plus grande partie de ma vie dans l'émigration, j'avais constamment vécu de privations, je demeurais encore, à fort peu de choses près, de même. Il est bien vrai qu'en dépit de toute mon économie, je mangeais encore sept ou huit mille francs de mon capital chaque année ; mais, sire, voici quel avait été mon calcul : il était reconnu qu'auprès de vous, avec du zèle, de la bonne volonté, tôt ou tard on attirait votre attention ; et vos regards arrêtés, la fortune était faite. Or, j'avais encore quatre à six ans à poursuivre cette chance, au bout desquels, si les bienfaits n'arrivaient pas, je brisais avec les illusions de ce monde, et me retirais en province, seulement avec dix ou douze mille livres de rente, il est vrai ; mais bien plus riche cependant que je ne l'avais été à Paris. – Eh bien ! disait l'Empereur, ce calcul, au fait, n'était pas mauvais, et vous aviez atteint, je crois, l'instant de la rentrée de vos fonds. N'avais-je pas commencé à faire quelque chose pour vous ? – Oui, sire. – Et si cela n'a pas été plus prompt ou plus brillant, la faute en a été uniquement à vous ; vous n'aviez pas su profiter ; je crois vous l'avoir dit. »

Tout cela l'a conduit à revenir sur les sommes énormes qu'il avait répandues autour de lui ; et, s'animant par degrés, il a dit : « Il serait difficile de les évaluer ; on a dû plus d'une fois m'accuser de prodigalité, et j'ai la douleur de voir que cela n'a guère profité dans aucun. Certainement il faut qu'il y ait eu fatalité de ma part, ou vice essentiel dans les personnes choisies. Quelle contrariété n'a pas dû être la mienne ! Car on ne saurait croire que tout cela fût pour ma vanité personnelle. Je n'étais pas d'humeur à donner le spectacle d'un roi d'Asie ; je n'agissais ni par faiblesse, ni par caprice ; tout en moi était calcul. Quelque tendresse que j'eusse pour les individus, je n'avais pas prétendu les gorger pour leurs beaux yeux ; j'avais voulu fonder en eux de grandes familles, de vrais points de ralliement, en un mot des drapeaux dans les grandes crises nationales. Les grands officiers qui m'entouraient, tous mes ministres ont souvent reçu de moi, indépendamment de leurs énormes appointements, des gratifications fréquentes, parfois des services complets d'argenterie, etc. Or, quelles étaient mes vues dans ces profusions ? J'exigeais qu'ils tinsent maison, qu'ils donnassent de grands dîners, qu'ils eussent des bals brillants ; et pourquoi tout cela ? Pour fondre les partis, cimenter les unions nouvelles, briser les vieilles aspérités, créer une société, des mœurs, leur donner une couleur. Si j'ai conçu souvent de grandes et bonnes pensées, elles allaient toujours avorter où je les déposais, car aucun de ces premiers personnages n'a jamais tenu de véritable maison. S'ils donnaient à dîner, ils s'invitaient entre eux ; et, quand je me rendais à leurs bals fastueux, qu'y trouvais-je ? toute ma cour des Tuileries ; pas une figure nouvelle, pas un de ces blessés, de ces revêches boudant à l'écart, et qu'un peu de miel eût ramenés au bercail. Ils ne savaient pas me comprendre, ou ne le voulaient pas ; j'avais beau me fâcher, vouloir, ordonner, le tout n'en continuait pas moins : c'est que je ne pouvais être partout et toujours : ils le savaient bien, et

pourtant j'ai passé pour avoir une main de fer. Que doit-ce donc être avec les débonnaires ! etc. »

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Mercredi 11 septembre 1816.

Petitesse de son lit. – Le tic revenu. – Gardes de l'aigle. – Le coucou.

L'Empereur a continué de souffrir. Je l'ai trouvé fort abattu et faisant changer son lit de place. Ce lit, si longtemps le fidèle compagnon de ses victoires, n'était plus aujourd'hui que son grabat de douleur. L'Empereur, dans sa souffrance, se plaignait qu'il fût trop petit pour sa personne. Il trouvait à peine à s'y remuer ; mais l'espace de sa chambre n'en comportait pas de plus grand. Il l'a fait porter dans son cabinet à côté d'un petit lit de repos ou canapé, de manière à ce que, assujettis ensemble, ils lui composassent un lit plus spacieux. Voilà pourtant à quoi il en est réduit !!!... L'Empereur, revenu sur son canapé, s'est mis à causer, et s'est un peu remis par la conversation. Parlant de son avènement au consulat, et de l'effroyable désordre qu'il avait rencontré dans toutes les branches quelconques du service public, il disait qu'il avait été tenu à de nombreuses épurations immédiates qui avaient beaucoup fait crier, mais qui pourtant n'avaient pas peu contribué à resserrer tous les liens sociaux. Cette épuration s'était étendue jusqu'à l'armée, parmi les officiers, les généraux même, dont plusieurs l'étaient devenus Dieu sait par qui, disait-il, et Dieu sait comment. À ce sujet, je me suis permis de lui citer une anecdote de ce temps, qui avait fort amusé le cercle où je passais ma vie. Un de nous, et malveillant ainsi que je l'étais alors moi-même, s'était trouvé dans une de ces petites voitures de Versailles avec un soldat de la garde, et l'avait malicieusement excité à parler. Ce soldat était mécontent,

et disait que tout se gâtait, qu'on exigeait à présent qu'on sût lire et écrire pour pouvoir avancer. « *Et voilà déjà le tic revenu* », disait-il : il appelait cela *le tic*. Le mot nous plut, et resta dans notre société. – « Eh bien ! disait l'Empereur, qu'aura dit votre soldat, lorsque j'ai créé les gardes de l'aigle ? Ils m'auront sans doute réhabilité dans son esprit. J'avais établi, a-t-il ajouté, deux sous-officiers gardes spéciaux de l'aigle dans les régiments, placés à droite et à gauche du drapeau ; et, pour éviter que l'ardeur dans la mêlée ne les détournât de leur unique objet, le sabre et l'épée leur étaient interdits ; ils n'avaient d'autre arme que plusieurs paires de pistolets, d'autre emploi que de veiller froidement à brûler la cervelle de celui qui avancerait la main pour saisir l'aigle. Or, pour obtenir ce poste, ils étaient obligés de faire preuve qu'ils ne savaient ni lire, ni écrire, et vous devinez pourquoi ? – Non, sire. – Nigaud ! Tout soldat qui sait lire et écrire et a de l'instruction, avance toujours ; mais celui qui n'a pas ces avantages ne parvient bien certainement qu'à force d'actes de courage, et par des circonstances extraordinaires, etc.³⁸ »

38. Au moment d'envoyer à l'impression, le hasard m'ayant fait mentionner cette circonstance à deux ou trois militaires, ils m'ont dit ne pas avoir eu connaissance de cette institution, sans me garantir toutefois qu'elle n'existât pas. Ne feraient-ils que l'ignorer, ou me serais-je trompé moi-même en prenant pour fait, dans les paroles de l'Empereur, ce qui n'eût été qu'intentionnel ? Une telle erreur, après tout, ne serait que trop possible, et je suis loin de pouvoir répondre que je n'en ai pas commis plusieurs fois de la sorte ou autrement. J'ai fait connaître soigneusement la nature de mes matériaux, la manière dont ils avaient été recueillis, afin que ceux qui me liront pussent répondre d'eux-mêmes à ces sortes d'incorrections ; et c'est le même motif qui m'a porté à y revenir si souvent.

N. B. J'avais cru un devoir de consigner ici la défiance que j'avais de moi-même en cette occasion, et mes scrupules n'ont pas tardé à recevoir leur récompense ; car ce sont eux précisément qui m'ont procuré la certitude dont je manquais. À peine le Mémorial avait-il paru, qu'il m'a été adressé à la fois, bien que de deux points fort éloignés, l'assurance positive que je ne m'étais point trompé, et que je devais reprendre pleine et entière confiance dans l'exactitude de mon récit ; et chacun des bienveillants informateurs a eu le soin de joindre à son témoignage des détails authentiques que je vais transcrire ici :

« L'institution que vous mentionnez, me mandait le premier, officier au 9e de ligne, existait réellement ; ces sous-officiers étaient choisis et armés ainsi que vous le dites, etc. ; je les ai constamment vus au régiment dont je faisais partie jusqu'en 1814, etc. »

Le second, ancien sous-inspecteur aux revues, allait plus loin encore ; il me transmettait le texte même des décrets relatifs à cette institution :

Comme j'étais en train de raconter, je lui ai cité, sur le sujet, une autre anecdote qui avait fait encore l'amusement de nos salons. On disait que, dans je ne sais quelle circonstance, un régiment ayant perdu son aigle³⁹, lui, Napoléon, le haranguait à ce sujet avec beaucoup d'indignation sur ce qu'il avait eu le déshonneur de laisser enlever son aigle par l'ennemi, un soldat gascon s'était écrié : « Mais ils se sont attrapés, ils n'ont eu que le bâton, car voilà le *coucou*, je l'avais mis dans ma poche », montrant effectivement l'aigle.



Distribution des aigles, le 5 décembre 1804, par David.

Premier décret du 18 février 1808. (Berriat, *Législation militaire*, 2^e vol., page 17.) « Deux braves pris parmi les anciens soldats non lettrés, qui par cette raison n'auront pu obtenir d'avancement, seront toujours placés à côté de l'aigle ; ils sont nommés par nous et ne peuvent être destitués que par nous. »

Deuxième décret du 25 décembre 1811. (Berriat, *Législation militaire*, 1^{er} vol., page 433.) « Le deuxième et le troisième porte-aigles auront un casque et des épaulettes défensives ; ils seront armés d'un épéu avec flamme, ou espton de parade et de défense, avec une paire de pistolets. »

Ainsi, et je me plais à le redire parce que je ne saurais trop le répéter, toutes les fois que les circonstances m'ont conduit à vérifier jusqu'aux moindres parties d'une conversation journalière, bien qu'elle fût parfois abondante et souvent des plus négligées, j'ai eu lieu de me convaincre que le tout en était de la plus stricte vérité. (LC)

39. Les aigles sont les drapeaux des régiments de l'Empire, après l'uniformisation de 1804 : carré blanc sur la pointe, triangles bleu et rouge alternés, inscriptions dorées au centre. (JMS)

L'Empereur n'a pu s'empêcher d'en rire, et a dit : « Eh bien, je ne garantirais vraiment pas qu'il ne soit en effet arrivé quelque chose de la sorte ou approchant. Mes soldats étaient fort à leur aise, très libres avec moi. J'en ai vu souvent me tutoyer. » Je racontais qu'on nous avait dit qu'à Iéna, je crois, ou ailleurs, la veille d'une bataille, parcourant certains postes, fort peu accompagné, un soldat lui avait interdit le passage, et s'était fâché de le voir insister, jurant que, quand ce serait le petit caporal lui-même, il ne passerait pas. Et quand il avait vu qu'effectivement c'était le petit caporal, il n'en avait été nullement déconcerté. « C'est qu'il avait la conviction d'avoir fait son devoir, a dit l'Empereur, et puis le fait est que je passais pour un homme terrible dans vos salons, parmi les officiers, et peut-être même les généraux, mais nullement parmi les soldats : ils avaient l'instinct de la vérité et de la sympathie, ils me savaient leur protecteur, au besoin leur vengeur, etc. »

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Jeudi 12 septembre 1816.

L'Empereur continue d'être souffrant, etc. Gaîté. Horrible nourriture ; vin exécrable, etc.

Aujourd'hui, l'Empereur, bien qu'il ne fût pas mieux, a résolu de brusquer, disait-il, sa souffrance. Il s'est habillé et a gagné le salon, où il a dicté deux ou trois heures à l'un de ces messieurs. C'était le troisième jour qu'il n'avait pas mangé. Il n'éprouvait pas encore la crise qu'il cherche et obtient d'ordinaire par le régime singulier qu'il s'est créé. Il continuait toujours de prendre de la limonade cuite.

Cet état l'a conduit à demander combien de temps l'on pourrait vivre sans manger, et dans quelle proportion le boire pouvait suppléer à la nourriture. Il a fait venir l'Encyclopédie britannique, où il s'est trouvé des choses fort curieuses. Une femme, par exemple, ayant vécu cinquante jours sans autre secours que d'avoir bu deux fois. Une autre qui s'était soutenue pendant vingt jours à l'aide d'eau seulement, etc., etc.



Le roi Charles XII de Suède, par Dahl.

Quelqu'un disait à ce sujet que Charles XII⁴⁰, par seule expérience sur lui-même, et par pure contradiction pour les raisonnements soutenus autour de lui, était demeuré cinq à six jours sans manger ; et au bout de ce temps avait avalé un dindon et un gigot ; mais il avait failli en crever. L'Empereur en riait, et nous assura qu'il n'avait pas la prétention d'aller jusque-là, quelque tentant d'ailleurs que fût le modèle.

Il a fait une partie de piquet avec Mme de Montholon ; le grand-maréchal est arrivé. La partie finie, l'Empereur lui a demandé comme il le trouvait : « Mais un peu jaune », a répondu Bertrand, et c'était très vrai. L'Empereur, dans un mouvement de gaieté, s'est mis à le poursuivre dans le salon pour lui saisir l'oreille, disant : « Comment, un peu jaune ! vous m'insultez,

40. Charles XII de Suède (1682-1718).

monsieur le Grand-Maréchal ; vous prétendez dire par là que je suis bilieux, morose, atrabilaire, violent, injuste, tyran ; allons, livrez-moi cette oreille que je me venge, etc. »

Le dîner est arrivé, et l'Empereur a hésité s'il dînerait avec nous ou s'il dînerait dans son intérieur, et il s'est décidé pour ce dernier, de peur, disait-il, d'être tenté d'imiter Charles XII, s'il venait à la grande table. Mais certes, cela lui eût été bien difficile, car étant venu nous surprendre au milieu du dîner, nous lui avons fait pitié, disait-il ; et en effet, nous avons littéralement à peine de quoi manger. Cette circonstance l'a conduit à prendre un parti extrême. Il a ordonné, dès cet instant, de vendre chaque mois une portion de son argenterie pour subvenir à nos besoins de table.

Ce qu'il y avait de pis à notre mauvais dîner, et qui est devenu le sujet d'une conversation sérieuse, c'était le vin exécrationnel depuis quelques jours, et qui nous a tous incommodés. Nous avons été obligés d'en faire demander au camp, espérant qu'on nous changera celui que nous ne saurions boire.

Dans le cours de cette conversation, l'Empereur a dit que, situé comme il l'avait été, il avait reçu une foule d'indices et d'avertissements de la part des chimistes et des médecins. Que tous s'étaient accordés à lui signaler le vin et le café comme les objets dont il devait le plus se garantir. Tous s'accordaient aussi à lui dire de les repousser à la moindre odeur d'ail ; et pour le vin surtout, de le rejeter à l'instant, si seulement il se sentait le moins *étonné* en le goûtant. Comme il l'avait toujours eu, disait-il, son même vin de Chambertin, il avait été rarement dans le cas d'avoir rien à repousser. Mais aujourd'hui, c'était tout autre chose ; s'il avait rejeté son vin à chaque *étonnement*, il y a longtemps qu'il n'en boirait plus, etc.

Vendredi 13 septembre 1816.

Poème de Charlemagne du prince Lucien ; critique. – Homère.

Le temps a été détestable ; il dure ainsi depuis trois semaines ou un mois. Avant une heure, l'Empereur m'a fait demander ; il était dans son salon. L'Amphitryon venait d'arriver chez moi ; je le lui ai amené ; il l'a entretenu d'objets personnels et particuliers.

L'Empereur était fort changé ; il a désiré se mettre au travail. J'ai fait venir mon fils, et l'Empereur a retravaillé le chapitre du pape et celui du Tagliamento : il n'a cessé qu'à cinq heures. Il était fort abattu, avait l'air fort souffrant, et s'est retiré, disant qu'il allait essayer de manger quelque chose.

Deux bâtiments avaient été signalés : on croyait que l'un était l'*Eurydice*, venant d'Europe par le Cap, et attendu à chaque instant. Il s'est trouvé que ce n'était qu'un bâtiment de la compagnie, et un vaisseau qui passait.

L'Empereur est venu nous retrouver au milieu de notre dîner : il avait mangé comme quatre, disait-il, et cela l'avait remis.

On cherchait un sujet de lecture. Il a demandé *Charlemagne*, de son frère Lucien. Il a analysé le premier chant, puis parcouru plusieurs autres, puis cherché le sujet, le plan, etc. « Que de travail, que d'esprit, que de temps perdu ! a-t-il observé ; quel décousu de jugement et de goût ! Voilà vingt mille vers dont quelques-uns peuvent être bons, par ce que j'en sais ; mais ils sont sans couleur, sans but, sans résultat.

C'est dans l'auteur une vocation forcée, sans doute, mais encore est-elle mal suivie. Comment Lucien, avec tout son esprit, ne s'est-il pas dit que Voltaire, maître de sa langue et de sa poésie, à Paris, au milieu du sanctuaire, a échoué dans une pareille entreprise ? Comment lui, Lucien, a-t-il pu croire qu'il était possible de faire un poème français en pays étranger, hors de la capitale de la France ? Comment a-t-il pu prétendre établir un rythme nouveau ? Il a fait là une histoire en vers, et non un poème épique. Le poème épique ne comporte pas l'histoire d'un homme, mais seulement celle d'une passion ou d'un événement. Et quel sujet a-t-il encore été prendre ? Quels noms barbares il a introduits ? A-t-il cru relever la religion qu'il pensait abattue ? Son ouvrage serait-il un poème de réaction ? Il sent, du reste, tout à fait le sol sur lequel il fut composé ; ce ne sont que des prières, des prêtres, la domination temporelle des papes, etc., etc. A-t-il pu consacrer vingt mille vers à des absurdités qui ne sont plus du siècle, à des préjugés qu'il ne peut avoir, à des opinions qui ne sauraient être les siennes ? C'est prostituer son talent. Quel travers ! et que ne pouvait-il pas faire de mieux ! car il a certainement de l'esprit, de la facilité, du faire, du travail. Or, il était à Rome au milieu des plus riches matériaux, à même de satisfaire à toutes les recherches ; il connaissait la langue italienne, nous n'avons pas de bonne histoire d'Italie, il pouvait la composer : son talent, sa position, sa connaissance des affaires, son rang, pouvaient la rendre excellente et classique ; il eût fait un vrai présent au monde littéraire, et se fût rendu immortel. Au lieu de cela, qu'est-ce que son poème ? Que fera-t-il à sa réputation ? Il s'en-sevelira dans la poussière des bibliothèques, et son auteur obtiendra tout au plus quelques minces articles, peut-être ridicules, dans les dictionnaires biographiques ou littéraires. Que si Lucien ne pouvait échapper à sa destinée de faire des vers, il était digne, convenable et adroit à lui d'en soigner un manuscrit magnifique, de l'enrichir de superbes dessins, d'une riche reliure, d'en régaler parfois les yeux des

dames, d'en laisser percer de temps à autre quelques tirades, et de le laisser en héritage, avec la défense sévère de le publier jamais. On eût alors compris ses jouissances. »

Puis le mettant de côté, il a dit : « Passons à l'Iliade. » Mon fils a été la chercher, et l'Empereur nous en a lu quelques chants, s'arrêtant souvent pour admirer, disait-il, à son aise. Ses observations étaient précieuses, abondantes, singulières. Il s'y est attaché tellement, qu'il avait atteint minuit et demi quand il a demandé l'heure pour se retirer.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Samedi 14 septembre 1816.

Manque de nourriture. – Le vin ridiculement fixé, etc. – Retour de l'île d'Elbe, etc.

Le temps continue toujours à être détestable et à nous confiner dans nos misérables cahutes ; nous sommes tous malades.

L'Empereur a dicté pendant une partie du jour ; il était beaucoup mieux.

Au dîner nous avons littéralement à peine de quoi manger. Le gouverneur opérait successivement ses réductions. L'Empereur a ordonné qu'on cherchât à acheter quelque chose de surplus, et qu'on le payât avec ce qui proviendra de la vente de l'argenterie.

Le gouverneur a signifié que le vin demeurerait fixé à une bouteille par tête, l'Empereur compris. Cela se croira-t-il ! *Une bouteille pour une mère et ses enfants.* C'est l'expression employée dans la note, etc.

L'Empereur, retiré chez lui, m'a fait demander. « Je ne me sens pas l'envie de dormir, m'a-t-il dit en me voyant. Je vous ai envoyé chercher pour passer la veillée ; causons quelques quarts d'heure. » Et le cours de la conversation a ramené l'île d'Elbe, ses travaux, ses sensations, ses idées durant le séjour qu'il y avait fait ; enfin son retour sur le sol français et le succès magique qui l'accompagna, et dont il n'avait, disait-il, pas douté un seul instant, etc. « Et qu'on explique cela comme on voudra ou comme on pourra, a-t-il repris dans un certain moment ; mais je vous jure que je ne me sentais aucune haine directe et personnelle contre ceux que je venais renverser. C'était uniquement pour moi de la querelle politique. Je m'en étonnais moi-même, tant je me trouvais le cœur libre, aisé, même bienveillant je pourrais dire. Vous avez vu comme j'ai relâché le duc d'Angoulême : j'en eusse fait autant du roi, ou lui eusse accordé, à son gré, asile et sûreté. Le triomphe de la cause ne tenait nullement à sa personne, et je respectais son âge, ses malheurs. Peut-être aussi lui tenais-je compte de certains ménagements que lui, nominativement, avait toujours observés à mon égard. Il est bien vrai qu'en ce moment il m'avait déclaré hors la loi, et avait mis ma tête à prix, je crois ; mais tout cela n'était à mes yeux que *style de manifeste*. Tous à Vienne en ont fait autant, sans m'ulcérer davantage, voire même le cher beau-père ; et de lui, c'est pourtant bien fort ! l'époux de sa fille chérie !!! etc., etc. »

Mais, puisque voilà le retour de l'île d'Elbe mentionné de nouveau, c'est peut-être ici le lieu de tenir la promesse que j'ai faite plus haut, d'en donner plus tard la relation. Que, si on me demande pourquoi cette transposition, je réponds que le sujet par lui-même était délicat, que je n'avais point encore donné de preuves du véritable esprit de mon recueil, qu'on y eût peut-être pu suspecter alors certaine malveillance ; tandis qu'aujourd'hui, que je dois avoir convaincu que mes récits sont purement philosophiques, moraux, historiques, on sentira

que quelles que soient les erreurs qu'ils contiennent, c'est à l'historien, au critique seul à me redresser ou à me combattre. Du reste, cette relation se trouve dans tous les journaux, dans tous les ouvrages, dans tous les pays. Celle-ci ne saurait donc avoir rien de bien neuf, seulement elle a été recueillie de la bouche de Napoléon. Je réunis ici ce qu'il en a dit en différents moments.



Napoléon quittant l'île d'Elbe, par Beaume.

Napoléon vivait à l'île d'Elbe sur la foi des traités : il apprend qu'il est question au congrès de Vienne de le déporter hors de l'Europe : on n'observait avec lui aucun des articles de Fontainebleau⁴¹, les papiers publics l'instruisaient de la disposition des esprits de France ; son parti fut pris. Il en garde le secret jusqu'aux derniers moments⁴², tout se

41. Le traité de Fontainebleau signé en 1814, par Napoléon lors de sa première abdication. (JMS)

42. C'est ici le lieu sans doute de redresser une erreur qui a fort affligé quelqu'un que j'estime et que j'aime. On lit, plus haut, que le général Drouot, huit jours avant le départ de l'île d'Elbe, en avait laissé échapper le secret à la princesse Borghèse, etc., etc. Or, le général Drouot affirme qu'il n'a reçu la confiance de l'Empereur qu'aux derniers moments, et qu'il n'a pas, et n'aurait jamais manqué au secret.

prépare, sous un prétexte ou sous un autre. Ce n'est qu'en se trouvant à bord que les soldats conçurent les premiers soupçons ; et mille ou douze cents hommes, et quelques esquifs mettent à la voile pour aller tenter la repossession d'un empire de trente millions d'hommes !!!

Il y avait près de cinq ou six cents hommes sur le brick où Napoléon s'embarqua : c'était, disait-il, l'équipage d'un soixante-quatorze. On fut rencontré par un brick de guerre français avec lequel on parla. On a prétendu que le capitaine du brick français avait reconnu les figures, et avait crié trois fois en se séparant : *bon voyage !* Quoi qu'il en soit, l'officier qui conduisait l'Empereur lui proposa d'aborder ce brick et de l'enlever. L'Empereur repoussa cette idée comme absurde : elle ne pouvait être raisonnable, que si on y eût été forcé par la nécessité. « Autrement, à quoi bon, disait-il, compliquer mon dessein de ce nouvel incident ? De quelle utilité eût pu m'être le succès ? A quoi ne m'exposait pas le plus léger contretemps ? »

Lors de l'échec qu'on éprouva en débarquant par la capture d'une vingtaine d'hommes qu'on avait envoyés sommer Antibes, diverses opinions s'élevèrent à cet égard, et même avec assez de chaleur : les uns voulaient qu'on se portât aussitôt sur Antibes, pour l'enlever de force, et prévenir par là le mauvais effet que pouvaient produire la résistance de cette place et l'emprisonnement des vingt hommes. L'Empereur répondait que la prise d'Antibes ne faisait rien à la conquête de la France ; que le peu de temps qu'il y perdrait suffirait pour réveiller partout, et créer des obstacles sur la seule, la véritable route ; que les moments étaient précieux, qu'il fallait voler ; qu'on remédierait au mauvais effet de l'événement d'Antibes, en marchant plus vite que

Il est naturel que le général Drouot soit le plus sûr de ces faits, comme le plus intéressé ; d'autant plus que moi je dois faire observer que je ne cite là qu'une conversation courante, toute de plaisanterie et nullement controversée. (LC)

la nouvelle. Un officier de la garde, ayant fait sentir indirectement qu'il n'était pas bien d'abandonner ainsi ces vingt hommes, l'Empereur se contenta d'observer qu'il jugeait bien mal de l'étendue de l'entreprise ; que, si la moitié d'eux se trouvait dans le même cas, il les laisserait de même ; que, s'ils y étaient tous, il continuerait de marcher seul⁴³.

Il avait débarqué au golfe Juan, quelques heures avant la nuit, et y avait établi son bivouac. On lui amena bientôt après un postillon en belle livrée. Il se trouva qu'il avait fait partie de sa maison ; il avait appartenu à l'impératrice Joséphine, et servait en ce moment le prince de Monaco, qui lui-même avait été écuyer de l'impératrice Joséphine. Ce postillon, questionné par l'Empereur, lui disait, dans son grand étonnement de le trouver là, qu'il arrivait de Paris, qu'il pouvait lui garantir qu'on allait le revoir partout avec plaisir ; que sur toute sa route, jusqu'à Avignon, il n'avait entendu que des regrets de l'avoir perdu ; son nom était publiquement dans toutes les bouches. Il ajoutait que sa belle livrée avait été souvent pour lui un objet de défaveur et d'insulte. Il assura l'Empereur que la Provence une fois traversée, il trouverait tout le monde, sur son passage, prêt à se réunir à lui. C'était là le témoignage d'un homme du peuple : il fut très agréable à l'Empereur, qui avait calculé précisément de la sorte. Le prince de Monaco, amené lui-même, fut moins explicite ; l'Empereur d'ailleurs ne le questionna point sur la politique ; il avait des témoins au bivouac, il ne voulait pas s'exposer à entendre aucun détail qui pût laisser de mauvaises impressions sur ceux qui l'entouraient : la conversation ne fut donc que de plaisanterie : elle roula toute sur les

43. Ce n'est pourtant pas qu'il négligeât de s'occuper de ces hommes, car un moment il chargea le commissaire des guerres, Ch. Vauthier, qui se trouvait près de lui, de courir en toute hâte sous les murs d'Antibes, et de délivrer les prisonniers en essayant d'enlever la garnison, lui répétant à diverses reprises, lorsqu'il s'éloignait déjà : « Mais surtout n'allez pas vous faire bloquer aussi. » (LC)

dames de son ancienne cour des Tuileries dont Napoléon s'informait en détail avec beaucoup de gaieté.

Au lever de la lune, vers une ou deux heures du matin, le bivouac fut rompu, et l'on se porta sur Grasse. Là, l'Empereur comptait trouver une route qu'il avait ordonnée sous l'Empire : elle n'avait point été exécutée. Il fallut se résoudre à suivre des défilés difficiles et pleins de neige, ce qui lui fit laisser à Grasse, à la garde de la municipalité, sa voiture et deux pièces de canon qu'il avait débarquées : c'est ce que les bulletins d'alors appelèrent une capture.

La municipalité de Grasse était fort royaliste ; mais l'apparition de l'Empereur fut si soudaine, qu'il n'y eut pas moyen d'hésiter, elle vint donc faire sa soumission. L'Empereur traversa la ville, et fut s'arrêter militairement sur une hauteur un peu au-delà ; on fit halte et il y déjeuna. Bientôt il y fut entouré de la population de la ville, et il parcourut cette multitude comme il l'eût fait à son cercle des Tuileries. C'était la même attitude, les mêmes demandes que s'il n'avait jamais quitté la France. L'un se plaignait de n'avoir pas encore reçu sa pension, l'autre demandait qu'on voulût bien augmenter la sienne ; la croix de celui-ci avait été retenue dans les bureaux ; celui-là demandait de l'avancement, etc. Il lui fallut recevoir une foule de pétitions qu'on avait déjà eu le temps d'écrire, et qu'on lui remettait, comme s'il venait de Paris, faisant une tournée dans les départements.

Quelques patriotes chauds, versés dans les affaires, lui dirent mystérieusement que les autorités du lieu lui étaient fort opposées ; mais que la masse de la population, le petit peuple, était tout à lui, qu'on attendait seulement qu'il eût le dos tourné, et qu'alors il serait bientôt délivré des mécréants. « Donnez-vous-en bien de garde, s'écria l'Empereur, réservez-leur le supplice de voir notre triomphe sans avoir

de reproches à nous faire ; soyez donc tranquilles, conduisez-vous sagement. »

L'Empereur allait comme l'éclair. « La victoire, disait-il, devait être dans ma célérité. La France était pour moi dans Grenoble. Il y avait cent lieues, moi et mes grognards nous les fîmes en cinq jours⁴⁴, et dans quels chemins ! et par quels temps ! J'y entrais, que M. le comte d'Artois, averti par le télégraphe, ne faisait que de quitter les Tuileries. »

Napoléon s'était regardé comme si sûr de la disposition des esprits et des choses, que le succès, pensait-il, ne devait tenir nullement aux forces qu'il amènerait avec lui. Se garantir d'un piquet de gendarmerie, disait-il, était tout ce qu'il lui fallait ; or, tout arriva comme il l'avait calculé : *la victoire marcha au pas de charge, et l'aigle nationale vola de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame*. « Mais, ajoutait-il, ce ne fut pourtant pas d'abord sans de vives inquiétudes. » À mesure qu'il avançait, toutes les populations se prononçaient avec ardeur, il est vrai ; mais il ne voyait aucun soldat, on les lui enlevait de son passage. Ce ne fut qu'entre Mure et Vizille, à cinq ou six lieues de Grenoble, et le cinquième jour de route, qu'on rencontra enfin un premier bataillon. L'officier qui le commandait refusa même de parlementer : alors l'Empereur n'hésita pas ; il s'avança seul de sa personne, cent de ses grenadiers marchaient à quelque distance de lui, leurs armes renversées. La vue de Napoléon, son costume, sa petite redingote grise surtout, furent magiques sur les soldats, qui

44. Le 1^{er} mars débarqué sur la plage de Cannes, au golfe Juan. Le 2 entre à Grasse. Le 3 couche à Barrême. Le 4, dîne à Digne, et couche à Maligeai. Le 5, couche à Gap. Le 6 couche à Corps, au-delà duquel, le lendemain, l'Empereur harangue et rallie les soldats du 5^e. Peu d'heures après il est joint par Labédoyère, à la tête du 7^e. Le 7, à Grenoble, séjour. Le 9, couche à Bourgoin. Le 10, à Lyon, reste trois jours. Le 13, couche à Mâcon. Fameuse proclamation de Ney. Le 14, couche à Châlons. Le 15, couche à Autun. Le 16 à Avallon. Le 17, à Auxerre, reste un jour, y est joint par le prince de la Moskowa. Le 20, arrive à Fontainebleau à quatre heures du matin, et entre aux Tuileries, à neuf heures du soir. (LC)

demeurèrent immobiles. Il continua droit à un vétéran dont le bras était chargé de chevrons, et le prenant rudement par la moustache, lui demanda s'il aurait bien le cœur de tuer son Empereur. Le soldat, les yeux mouillés, mettant aussitôt la baguette dans son fusil pour montrer qu'il n'était pas chargé, lui répondit : « Tiens, regarde si j'aurais pu te faire beaucoup de mal : tous les autres sont de même. » Et des cris de vive l'Empereur partent de tous côtés. Napoléon commande au bataillon un demi-tour à droite, et tout marche vers Paris.

À peu de distance de Grenoble, le colonel Labédoyère, à la tête de son régiment, vint se joindre à lui. Alors l'impulsion fut prononcée, et la question, dit l'Empereur, à peu près décidée.

Tous les paysans du Dauphiné bordaient les routes : ils étaient ivres et furieux de joie. Quand le premier bataillon dont on vient de parler hésitait encore, il s'en trouvait des milliers sur ses derrières cherchant à le décider par leurs cris de vive l'Empereur ; tandis qu'une foule d'autres étaient sur les derrières de Napoléon, excitant la petite troupe à avancer, l'assurant qu'il ne lui serait fait aucun mal.

Dans une certaine vallée, s'offrit le spectacle le plus touchant qu'on puisse imaginer : c'était la réunion d'un grand nombre de communes, ayant avec elles leurs maires et leurs curés. Du milieu de cette foule se précipite aux pieds de l'Empereur un des plus beaux grenadiers de sa garde, qui manquait depuis le débarquement, et sur lequel on avait même conçu des doutes ; dans ses yeux roulaient de grosses larmes de joie, il tenait dans ses bras un vieillard de quatre-vingt-dix ans ; il le présentait à l'Empereur : c'était son père qu'il était venu chercher et qu'il amenait au milieu de cette multitude. L'Empereur avait ordonné plus tard, aux Tuileries, qu'on peignît un tableau de cette circonstance.

Napoléon arriva la nuit sous les murs de Grenoble : sa promptitude déjouait toutes les mesures ; on n'avait pas le temps de couper les ponts ni même de mettre les troupes en mouvement. Il trouva les portes de la ville fermées ; on refusait de les ouvrir ; le colonel qui commandait dans la place s'y opposait. « Car une circonstance qui doit caractériser spécialement cette révolution sans pareille, disait l'Empereur, c'est que les soldats ne manquèrent pas, jusqu'à un certain point, de discipline ni d'obéissance envers leurs chefs ; seulement ils employèrent, pour leur compte, la force d'inertie comme un droit qu'ils auraient cru leur appartenir. » Ainsi, on vit le premier bataillon exécuter toutes les manœuvres commandées, se retirer, ne vouloir pas communiquer ; mais il ne chargea point les armes : il n'aurait pas tiré ; devant Grenoble, toute la garnison, sur les remparts, criait vive l'Empereur ; on se donnait les mains par les guichets ; mais on n'ouvrait pas parce que les supérieurs l'avaient défendu. Il fallut que l'Empereur fît enfoncer les portes, ce qui s'exécuta sous la bouche de dix pièces d'artillerie des remparts, chargées à mitraille. Et pour achever la bizarrerie des circonstances, le chef du premier bataillon et le colonel qui s'étaient si ouvertement opposés à l'Empereur, questionnés par lui s'il pouvait compter sur eux, répondirent que oui ; que leurs soldats les avaient abandonnés, mais qu'eux n'abandonneraient pas leurs soldats ; que, puisqu'ils s'étaient prononcés pour lui, ils lui seraient fidèles, et l'Empereur les conserva.

Du reste, il n'est point de bataille où l'Empereur ait couru plus de dangers qu'en entrant à Grenoble ; les soldats se ruèrent sur lui avec tous les gestes de la fureur et de la rage ; on en frémit un instant ; on eût pu croire qu'il allait être mis en pièces ; ce n'était que le délire de l'amour et de la joie ; il fut enlevé lui et son cheval. À peine commençait-il à respirer dans l'auberge où il avait été déposé, qu'un redoublement de tumulte se fait entendre : c'étaient les portes de la ville, que

les habitants venaient lui offrir, disaient-ils, au défaut des clefs qu'on n'avait pu lui présenter.



Entrée de Napoléon à Grenoble.

« Une fois dans Grenoble, j'étais devenu une véritable puissance, disait l'Empereur, j'eusse pu nourrir la guerre, s'il fût devenu nécessaire de la faire. »

L'Empereur regrettait fort alors de n'avoir pas fait imprimer ses proclamations à l'île d'Elbe ; mais il avait craint de laisser pénétrer son secret. Il les avait donc dictées à bord du brick, où tout ce qui savait écrire avait été employé à les copier. On était obligé d'en écrire encore chemin faisant, afin de les répandre dans la route, tant elles étaient avidement demandées : elles étaient donc rares, souvent incorrectes ou même illisibles : et pourtant on en sentait à chaque pas la

nécessité, car on s'apercevait aussitôt de toute l'impression qu'elles produisaient. Ces populations se sont fort éclairées par nos vingt dernières années : et malgré tout le bonheur de revoir l'Empereur, on s'y demandait avec inquiétude quel allait être son objet. Tous étaient aussitôt satisfaits quand ils avaient lu le sentiment national des proclamations, et leur joie surtout était extrême quand ils apprenaient là que Napoléon n'avait pas de troupes étrangères avec lui. Sa marche était si rapide et ses mouvements si prompts, qu'on avait fait mille contes sur ses forces et leur composition. On voulait qu'il eût avec lui des Napolitains, des Autrichiens, etc., etc., et même des Turcs.

De Grenoble à Paris, ce ne fut qu'une marche triomphale.

Durant les trois ou quatre jours que l'Empereur demeura à Lyon, il y eut constamment plus de vingt mille âmes sous ses fenêtres ; les cris ne discontinuèrent jamais.

C'était un souverain qui n'aurait jamais quitté ses sujets. Il signait des décrets, expédiait des ordres, passait des revues, etc. Tous les corps, toutes les administrations, toutes les classes de citoyens s'empressaient de faire preuve de dévouement et d'hommages. Il n'y eut pas jusqu'à la garde nationale à cheval, composée de ce qu'il y avait de plus pur et de plus ardent dans le parti opposé, qui ne vînt solliciter l'honneur de garder sa personne ; mais ils furent les seuls maltraités. « Messieurs, je vous remercie de vos services, dit l'Empereur ; votre conduite envers M. le comte d'Artois m'apprend trop ce que vous feriez à mon égard, si la fortune venait à m'abandonner : je ne vous soumettrai point à cette nouvelle épreuve. » En effet, M. le comte d'Artois, en quittant Lyon, n'avait trouvé, assure-t-on, qu'un seul d'entre eux qui se dévouât à le suivre à Paris ; et l'Empereur, sur qui tout ce qui était

généreux avait des droits, apprenant la fidélité de ce volontaire, lui fit remettre la décoration de la Légion d'Honneur.

Enfin, l'Empereur, dans Lyon, administrait déjà, par des actes publics, avec cette précision, cette fermeté, cette confiance compagne d'une stabilité non interrompue. Rien en lui ne laissait apercevoir la trace des grands revers qui avaient précédé, ou des chances immenses qui pouvaient suivre ; et s'il était possible de tout raconter, j'aurais à produire une anecdote privée bien plaisante, qui prouverait quels étaient le calme du cœur et la liberté d'esprit de Napoléon au milieu de la grande crise qui, autour de lui, changeait la face de la France, et allait remuer toute l'Europe.

À peine sorti de Lyon, l'Empereur fit écrire à Ney, qui se trouvait à Lons-le-Saunier avec son armée, qu'il eût à mettre ses troupes en marche et à venir le joindre. Ney, au milieu de la confusion générale, abandonné par ses soldats, frappé des proclamations de l'Empereur, des adresses du Dauphiné, de la défection de la garnison de Lyon, de l'élan des provinces voisines et des populations environnantes ; Ney, l'enfant de la Révolution, se livra au torrent, et donna son fameux ordre du jour. Toutefois, ayant présents les souvenirs de Fontainebleau, il écrivit à l'Empereur que tout ce qu'il venait de faire était principalement en vue de la patrie, et que, sentant qu'il avait dû perdre sa confiance, il allait se retirer chez lui ; mais l'Empereur lui fit écrire de venir le joindre, et qu'il le recevrait comme le lendemain de la bataille de la Moskova. Ney, en revoyant l'Empereur, se montra embarrassé, et lui répéta que, s'il avait perdu sa confiance, il ne lui demandait plus qu'une place parmi ses grenadiers. « Il est sûr, disait l'Empereur, qu'il avait été assez mal pour moi ; mais le moyen d'oublier un si beau courage et tant d'actes passés ! Je lui sautai donc

au cou en l'appelant le *brave des braves*, et dès cet instant, tout fut comme jadis, etc., etc. »

Le trajet jusqu'à Paris se fit à peu près en poste. Nulle part il n'y avait opposition, ni lutte, ni combat ; ce n'était, à l'aspect de l'Empereur, littéralement parlant, qu'un simple changement de décoration théâtrale. Les avant-gardes n'étaient autre chose que les troupes qui se trouvaient en avant sur la route, et auxquelles on envoyait des courriers. C'est ainsi que l'Empereur est entré dans Paris, avec les troupes mêmes qui en étaient sorties le matin pour le combattre. Un régiment, posté à Montereau, en franchit spontanément le pont, courut sur Melun, et chargea les gardes du corps qui s'y trouvaient, et c'est, dit-on, ce qui décida le départ si soudain de la famille royale.

L'Empereur nous dit souvent que, s'il l'eût voulu ou ne s'y fût pas opposé, il eût traîné avec lui à Paris deux millions de paysans. À son approche, toutes les campagnes se levaient en masse ; aussi répète-t-il souvent qu'il n'y a eu de véritables conspirateurs que l'opinion.

Le lendemain de l'arrivée de l'Empereur aux Tuileries, quelqu'un lui ayant dit qu'il ne vivait que de prodiges, mais que ce dernier allait effacer tous les autres, je l'entendis répondre qu'il n'avait ici d'autre mérite que d'avoir bien jugé de l'état des choses en France et d'avoir su lire dans le cœur des Français. Dans un autre moment, il nous rappelait que cela seul avait été toutes ses intelligences ; « car, observait-il, si l'on excepte Labédoyère, qui accourut à moi d'enthousiasme et de cœur, et un autre encore qui me rendit franchement de grands et vrais services, presque tous les autres généraux, sur la route, se montrèrent incertains et de mauvaise grâce ; ils ne firent que céder à l'impulsion de leurs soldats, si même ils ne se montrèrent hostiles.

« Tout le monde sait bien aujourd'hui, disait-il, que *Ney* quitta Paris tout au roi, et que, s'il tourna contre lui quelques jours plus tard, c'est qu'il crut ne pouvoir faire autrement.

« J'étais si loin de compter en aucune manière sur *Masséna*, que je me crus obligé, en débarquant, de le sauter à pieds joints ; et le questionnant plus tard à Paris sur ce qu'il aurait fait, si je ne me fusse éloigné aussi rapidement de la Provence, il eut la franchise de répondre qu'il serait bien embarrassé de le dire ; mais que le plus sûr, dans tous les cas, avait été d'agir ainsi que j'avais fait, que de la sorte le tout avait été pour le mieux.

« *Saint-Cyr* s'était vu en danger pour avoir voulu contenir les soldats confiés à ses ordres.

« *Soult* me confessa que le roi lui avait inspiré un véritable goût tant il se trouvait bien de son régime ; et il ne voulut reprendre son service qu'après le Champ de Mai.

« *Macdonald* ne reparut point ; le *duc de Bellune* suivit le roi à Gand. Ainsi, concluait-il, si les Bourbons ont à se plaindre de la désertion complète du soldat et du peuple, certes, ils n'ont pas le droit de reprocher le manque de dévouement et de fidélité aux principaux de l'armée, à ces élèves ou chefs de la Révolution, qui, malgré une habitude de vingt-cinq ans, disait-il, n'ont montré, dans cette circonstance, que de vrais enfants en politique. On ne les a trouvés ni émigrés, ni nationaux !... etc. »

Napoléon en avait eu l'instinct, et s'était tenu fidèle à son grand principe de n'agir que sur les masses et par les masses. Au moment de l'entreprise et après son débarquement, on le sollicita plusieurs fois

d'essayer de traiter avec quelques-uns des chefs ; mais il fit constamment sa belle réponse : « Si je suis demeuré dans le cœur de la masse, je dois m'occuper peu des chefs ; et, si je n'avais que ceux-ci, à quoi me serviraient-ils contre le torrent de la masse ? »

Voici qui montrera du moins le peu d'intelligence que Napoléon avait entretenu avec la capitale. Le matin de son entrée à Paris, en arrivant de l'île d'Elbe, cent cinquante officiers à la demi-solde, traînant quatre pièces de canon, quittent spontanément Saint-Denis, où ils avaient été stationnés par les princes, et marchent vers la capitale ; ils sont rencontrés dans leur route par quelques généraux qui se mettent à leur tête, et poursuivent, avec cette petite troupe, jusqu'au château des Tuileries, où ils convoquent les chefs des administrations, qui tous conviennent d'agir au nom de l'Empereur. C'est ainsi que Paris fut gouverné ce jour-là à l'amiable par le souffle de l'opinion et l'élan des affections privées. Aucun des grands partisans de l'Empereur, aucun de ses anciens ministres n'ayant reçu nul avis de lui, aucun d'eux n'osa signer aucun ordre, ni prendre aucune responsabilité. Les papiers publics n'eussent pas paru le lendemain, si ce n'eut été le zèle de simples particuliers, qui, sans autorisation, de leur propre mouvement, les firent remplir de ce qui les animait et de ce qu'ils voyaient. Ce n'est pas autrement que Lavalette fut prendre possession des postes. Paris vécut ce jour-là sans police, sans autorité, et jamais il ne fut plus tranquille.

L'Empereur fit son entrée aux Tuileries vers neuf heures du soir, avec une centaine de chevaux, et comme s'il arrivait d'un de ses palais. Mettant pied à terre, il faillit être étouffé par un gros d'officiers et de citoyens qui se l'arrachèrent pour en toucher quelque chose, et le transportèrent à bras dans son salon. Il y trouva son dîner prêt, et se mettait à table quand arriva de Vincennes l'officier qu'on y avait

envoyé le matin pour sommer le château, il y rapportait la capitulation du commandant, qui n'y avait mis, dit-on, d'autres conditions que celle d'un passeport pour lui et sa famille.



Arrivée de Napoléon aux Tuileries, gravure anglaise.

Une circonstance bien singulière c'est que le matin, une fois maître des Tuileries, et comme on faisait courir dehors pour se procurer un drapeau tricolore, on en trouva un tout fait au pavillon Marsan, dans la fouille du château que faisait faire la prudence ; et c'est celui qu'on fit hisser sur-le-champ. Il était tout neuf et d'une dimension plus grande que de coutume. On s'est demandé par quel hasard il était là, et quelles avaient pu être les intentions à cet égard.

Du reste, plus les temps se sont éclaircis, plus on a pu se convaincre qu'il ne fut d'autre conjuration que celle de la nature des choses ;

l'esprit de parti seul peut chercher, de nos jours, à élever des doutes à cet égard, l'histoire n'en aura point.

Peu de jours après l'établissement de Napoléon à Longwood, il fut question, devant les officiers qui lui furent présentés, du retour de l'île d'Elbe, et l'un de ces officiers se hasarda de dire que cet événement merveilleux avait offert, aux regards de toute l'Europe attentive, le contraste de ce qu'il y avait de plus faible et de plus sublime. Les Bourbons abandonnant une monarchie tout entière, pour s'enfuir à l'approche d'un seul homme, qui avait la magnanime audace d'entreprendre à lui seul la conquête d'un empire. « Monsieur, lui dit l'Empereur, vous êtes dans l'erreur ; vous avez mal saisi le sens de l'affaire : les Bourbons n'ont pas manqué de courage, ils ont fait tout ce qu'ils pouvaient faire. M. le comte d'Artois a volé à Lyon, Mme la duchesse d'Angoulême s'est montrée, dans Bordeaux, en amazone, et M. le duc d'Angoulême a marché en avant autant qu'il a pu. Si, malgré tout cela, ils n'ont pu venir à bout de rien, c'est moins leur faute que la force des circonstances ; c'est qu'à eux seuls ils ne pouvaient faire davantage, et ils en étaient là ; la contagion, l'épidémie avaient gagné tout le monde, etc. »

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Dimanche 15 septembre 1816.

Poème de Charlemagne, etc. – Les frères et sœurs de l'Empereur auteurs, etc.

Aujourd'hui, l'Empereur a profité d'un instant de beau temps pour aller se promener vers le jardin de la compagnie. J'étais seul avec lui ; je me suis livré à lui faire certaines peintures à la suite desquelles j'osai me permettre de suggérer quelques idées. Il les a repoussées en se

moquant fort de moi. « Allons, allons, mon cher, a-t-il dit, vous êtes un *niais* ; et ne vous fâchez pas de l'épithète, a-t-il repris aussitôt, je ne la prodigue pas à tout le monde ; elle est toujours, de ma part, un brevet d'honnête homme. »



🔍 Lucien Bonaparte, prince de Canino, par Fabre.

Après le dîner, l'Empereur s'obstinant toujours à tâcher de se raccommo-der, disait-il, avec le poème de son frère Lucien⁴⁵, qu'il avait repris hier au soir et bientôt abandonné ; il a, comme les deux jours précédents, employé la soirée entre le poème de Charlemagne, qu'il a quitté bientôt derechef, et celui d'Homère qu'il a repris pour se refaire, disait-il gaiement ; et la censure a recommencé pour le prince Lucien, et l'admiration pour le bon Homère.

La lecture interrompue, on a dit à l'Empereur que Lucien avait tout prêt un autre poème semblable à son Charlemagne ; c'était *Charles Martel en Corse*, et en outre une douzaine de tragédies. « Mais il a donc le diable au corps ! » s'est écrié l'Empereur.

On lui a dit aussi que son frère *Louis* avait fait un roman. « Il pourra y avoir de l'esprit, de la grâce, observait-il, mais ce ne sera pas toutefois sans métaphysique sentimentale, ni sans niaiseries philosophiques. »

45. Lucien Bonaparte (1775-1840), prince de Canino. (JMS)

On lui dit encore que la princesse *Élisa* avait aussi un roman, ce qu'il ne savait pas. Enfin, il n'y avait pas jusqu'à la princesse *Pauline* qui n'eût le sien, disait-il. « Oh ! pour celle-là, a repris l'Empereur, l'héroïne oui, mais l'auteur non ; et à ce compte, observait-il, il n'y aurait donc que *Caroline*⁴⁶ qui ne serait pas auteur. Aussi bien dans sa petite enfance, on la regardait comme la sotte et la Cendrillon de la famille ; mais elle en a bien rappelé ; elle a été une très belle femme, et est devenue très capable, etc. »



[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑



Caroline Murat, reine de Naples et sa fille Letizia, par Mme Vigée-Lebrun.

Lundi 16 septembre 1816.

Nous manquons de déjeuner. – Sophisme de gâté. – Sur les impossibilités, etc.

Le matin, à l'heure accoutumée, mon domestique est venu me dire qu'il n'y avait ni café, ni sucre, ni lait, ni pain pour mon déjeuner. La veille, quelque temps avant l'heure du dîner, me sentant besoin, j'avais demandé une bouchée de pain, on n'avait pu me la donner. C'est ainsi qu'on nous dispute le boire et le manger. On aura de la

46. Caroline (Maria-Annunziata) Bonaparte (1782-1839), épouse de Joachim Murat, et par ce mariage, reine de Naples. (JMS)

peine à le croire au loin, sans doute, et pourtant je ne consigne littéralement ici que des faits.

Le temps était devenu beau. Depuis longtemps l'Empereur ne s'était promené ; il a gagné le jardin, puis il a demandé la calèche pour faire notre tour ordinaire, interrompu depuis si longtemps. Chemin faisant, Mme de Montholon chassait un chien qui l'avait approchée. « Vous n'aimez pas les chiens, madame ? – Non, sire. – Si vous n'aimez pas les chiens, vous n'aimez pas la fidélité, vous n'aimez pas qu'on vous soit fidèle, donc vous n'êtes pas fidèle. – Mais..., mais..., disait-elle. – Mais..., mais..., disait l'Empereur, quel est le vice de ma logique ? Renversez mes arguments, si vous pouvez, etc. »

Un de nous s'était offert pour quelque manipulation, il y avait quelques jours ; l'Empereur lui a demandé s'il avait enfin obtenu son résultat. L'autre s'est plaint de n'avoir pas les objets nécessaires. « Véritable enfant de la Seine, disait l'Empereur, vrai badaud de Paris, qui vous croyez toujours aux Tuileries. La véritable industrie n'est pas d'exécuter avec tous les moyens connus et donnés ; l'art, le génie est d'accomplir en dépit des difficultés, et de trouver par là peu ou point d'*impossible*. Mais d'ailleurs, ici de quoi vous plaignez-vous ? De n'avoir point un pilon, quand le premier barreau de chaise peut vous en servir. De n'avoir point de mortier ? Mais tout est mortier autour de nous, cette table est un mortier ; une casserole, un chaudron est un mortier ; mon auge..., celle du premier venu... sont des mortiers ; mais véritablement enfant de la Seine, a répété l'Empereur, qui se croit toujours dans la rue Saint-Honoré, au milieu des marchés de Paris ! »

Le grand-maréchal a dit alors à l'Empereur que cette circonstance lui rappelait la première fois qu'il avait eu l'honneur de lui être présenté,

et les premières paroles qu'il en avait reçues. C'était à l'année d'Italie, lorsque lui, Bertrand, se rendait en mission à Constantinople. Le jeune général le voyant officier du génie, lui donna une commission relative au métier. « C'était peu loin du quartier général ; à mon retour, disait le grand-maréchal, je viens vous dire que j'avais trouvé la chose impossible. Sur quoi Votre Majesté, à qui je ne m'adressais qu'en tremblant, me dit avec bonté : – Mais voyons un peu, monsieur ; comment vous y êtes-vous pris ? Ce qui est impossible pour vous ne l'est peut-être pas pour moi. – En effet, disait Bertrand, à chacun de mes moyens, Votre Majesté disait : je le crois bien, et en substituait d'autres. Si bien qu'en peu d'instant il me fallut être convaincu ; mais non sans emporter un sentiment profond et des souvenirs qui m'ont bien servi depuis. »

L'Empereur s'est retiré de bonne heure. Il nous semble extrêmement changé, surtout depuis sa dernière incommodité. Il s'affaiblit beaucoup, deux tours de jardin le fatiguent.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Mardi 17, mercredi 18 septembre 1816.

Calcul statistique ; population des Israélites en Égypte, etc.

Le temps s'étant remis au beau, l'Empereur a fait quelques tours de jardin ; nous étions tous auprès de lui. Au bout de quelque temps il s'est dirigé vers le bois.

Au retour de la promenade nous avons déjeuné sous la tente ; et, comme le temps était très favorable, l'Empereur a eu la fantaisie de faire immédiatement après un tour en calèche.

Sur les cinq heures il m'a fait appeler dans son cabinet, pour lui aider à chercher des documents sur l'intérieur de l'Afrique, dans le voisinage de l'Égypte. C'est un point qui l'occupe depuis quelques jours, ayant le projet d'en faire l'objet de quelques chapitres spéciaux de sa Campagne d'Égypte.

Il se trouvait souffrant, et m'a dit de demander et de lui faire du thé ; c'est un extraordinaire pour lui. Bientôt après, le grand-maréchal est venu me remplacer pour recevoir sa dictée habituelle.

Après dîner, l'Empereur s'est occupé, la plume à la main, à chercher le rapport du sol productif de l'Égypte avec celui de la France. Il a trouvé celui de la France beaucoup inférieur à celui de l'Égypte. Ce calcul se faisait sur les aperçus statistiques de la France par Peuchet. L'Empereur était satisfait de ce résultat ; telle avait été d'avance son opinion. De là sont venus naturellement beaucoup d'autres objets ; la population probable et possible de l'Égypte aux temps anciens. Quelle avait pu être celle des Israélites ; si, dans le peu de temps qu'ils y étaient demeurés captifs, ils avaient pu s'accroître au point où nous le lisons dans l'Écriture, etc. ? Sur quoi l'Empereur m'a dit de lui porter le lendemain quelque chose sur ce sujet. Enfin l'on s'est arrêté longtemps sur les probabilités de la vie humaine, dont les tableaux se trouvaient dans le même ouvrage de Peuchet ; et l'Empereur a dit à ce sujet des choses fort spirituelles, tout à fait neuves et piquantes.

J'ai apporté à l'Empereur le calcul que j'ai imaginé sur le problème qu'il m'avait donné la veille. Le résultat ne l'a pas peu surpris, et lui a fourni bien des dissertations. Voici le résumé que je présentais.

Les Israélites ont demeuré deux cents ans en Égypte. On peut compter sur dix générations dans cet intervalle. On se mariait jeune, et

surtout on avait beaucoup d'enfants. Je supposais donc les enfants de Jacob⁴⁷, les douze chefs de tribus, tous mariés ; je supposais aussi, mais pour un moment, chacun d'eux ayant le même nombre d'enfants, ou six couples, et ainsi de suite. La dixième génération se trouvait alors composée de deux milliards quatre cent quatre-vingts millions soixante-quatre mille sept cent quatre individus. Mais la génération qui précède cette dixième, et encore au moins celle qui est au-dessus, vivaient en même temps. Dès lors quelle effroyable quantité de chiffres ! Toutefois est-il donc qu'on peut diminuer hardiment le nombre d'enfants, compter à son aise sur les mortalités, les accidents, les épidémies, etc. ; et qu'il demeurera toujours certain qu'aucun calcul ne peut amener à contredire le récit de Moïse. L'Empereur s'est occupé quelque temps à chercher et à faire ressortir tous les vices de mon raisonnement, et s'en est fort amusé.

Pendant le dîner il s'est exercé à son anglais en faisant à mon fils, dans cette langue, des questions sur l'histoire et la géométrie. Après dîner l'Empereur a pris l'*Odyssée*, dont la lecture a été un véritable charme pour tous.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Jeudi 19 septembre 1816.

L'Empereur change et s'affaiblit. – Argenterie brisée.

L'Empereur a passé sa matinée à recueillir encore des renseignements sur les sources du Nil, dans les divers auteurs modernes, Bruce, etc. Je l'ai aidé dans ce travail. À trois heures il s'est habillé

47. Les douze fils de Jacob fondèrent les douze tribus d'Israël. (JMS)



Joseph Bonaparte, par Kinson.

et est sorti. Le temps était assez beau. L'Empereur a demandé la calèche, et s'est enfoncé à pied dans le bois ; nous avons marché jusqu'à la vue du rocher des Signaux. Il m'entretenait de notre position morale et de certaines contrariétés que devaient lui donner quelques circonstances de notre intimité même. La calèche est venue le joindre avec M. et Mme de Montholon. L'Empereur se félicitait de l'arrivée de sa voiture, disant qu'il ne se sentait pas capable de regagner sa demeure à pied. Il s'affaiblit visiblement ; sa démarche devient pesante ; il a le pied traînant, ses traits s'altèrent. Sa ressemblance avec Joseph⁴⁸ devient frappante, au point qu'il y a peu de jours, allant le joindre au jardin, j'aurais juré que c'était Joseph, jusqu'au moment où je l'ai abordé. D'autres en ont été frappés comme moi, ce qui nous a fait dire que, si nous croyions à la prévision ou à la double vue des Anglais, dont j'ai parlé dans un autre endroit, nous devons nous attendre bientôt à quelque chose d'extraordinaire sur l'Empereur ou sur son frère.

Au retour, l'Empereur a considéré un gros panier rempli d'argenterie brisée, qu'on devait envoyer le lendemain à la ville. C'était désormais le complément indispensable de notre subsistance d'un mois, d'après les dernières réductions du gouverneur.

48. Joseph Bonaparte (1768-1844), frère aîné de Napoléon. (JMS)

On savait bien que des capitaines de la compagnie avaient offert jusqu'à cent guinées d'une seule assiette. Cette circonstance avait porté l'Empereur à ordonner qu'on limât les écussons, et qu'on brisât les pièces de manière à ce qu'elles ne présentassent aucun vestige qui pût montrer qu'elles lui avaient appartenu. De petits aigles massifs surmontaient tous les couvercles : c'est la seule chose qu'il a voulu qu'on épargnât, et il les a fait mettre de côté. Ces derniers débris étaient l'objet du désir de chacun de nous. Ils étaient des reliques à tous les yeux. Ce sentiment avait quelque chose de religieux et de touchant.

Lorsqu'il avait fallu porter le marteau sur cette argenterie, c'était devenu le sujet d'une grande émotion et d'une véritable douleur pour les gens. Ils avaient porté la main avec peine sur des objets qu'ils vénéraient tellement. Cet acte renversait leurs idées ; c'était pour eux un sacrilège, une désolation ; quelques-uns pleuraient.

Après le dîner l'Empereur a continué l'*Odyssée*, et puis lu quelques passages du poème de *la Navigation* d'Esménard, dont il a goûté les vers.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Vendredi 20 septembre 1816.

Nouvelle vexation du gouverneur. – Topographie de l'Italie.

Avant huit heures, l'Empereur m'a fait éveiller pour que je fusse le trouver en calèche dans le bois où il se promenait déjà avec M. de Montholon, s'entretenant sur les dépenses de la maison. Le temps

enfin était revenu au beau ; c'était une matinée de printemps délicate, nous avons fait deux tours.

Aujourd'hui, nouvelle vexation incroyable du gouverneur.

Il nous a fait défendre de vendre l'argenterie brisée à tout autre qu'à celui qu'il indiquerait. Quelle peut avoir été son intention dans cette violation nouvelle de toute justice ? de se rendre plus outrageant et de commettre un abus d'autorité de plus.

L'Empereur a déjeuné sous la tente ; il a dicté, immédiatement après, la bataille de Marengo, au général Gourgaud. Il m'a dit de demeurer, que j'écouterais. Il s'est retiré vers midi dans sa chambre pour essayer de reposer.

Sur les trois heures, il est rentré dans ma chambre. Il nous a trouvés, mon fils et moi, occupés à collationner Arcole. Il savait que c'était mon chapitre de prédilection, que je l'appelais un chant de l'Iliade. Il a voulu le relire, et a dit qu'en effet il lui faisait plaisir. Je l'ai inséré plus haut ; on doit l'avoir lu dans le troisième volume.

Dans le principe, l'Empereur faisait lire ses chapitres le soir ; mais une de ces dames s'étant endormie, il n'y revint plus, et me disait un jour à ce sujet : « *Les entrailles d'auteur, mon cher, elles se retrouvent toujours.* »

La lecture d'Arcole a réveillé les idées de l'Empereur sur ce qu'il appelait *ce beau théâtre d'Italie*. Il nous a commandé de le suivre au salon, et nous y a dicté durant plusieurs heures. Il avait fait étendre une immense carte d'Italie, qui couvrait la plus grande partie du salon, et, couché dessus, il la parcourait à quatre pattes, un compas et un

crayon rouge à la main, comparant et mesurant les distances à l'aide d'une longue ficelle dont l'un de nous tenait une des extrémités. « C'est comme cela, nous disait-il, riant de la posture où je le voyais, qu'il faut toiser un pays pour en prendre une idée juste, et faire un bon plan de campagne. » Ce qu'il a dicté peut servir de base à un très beau morceau de géographie politique sur l'Italie : le voici, sans que j'aie pu d'ailleurs le lui reproduire au net, ayant été enlevé de Longwood avant que ce travail eût été définitivement arrêté.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

* * *

NOTE. « L'Italie est une des plus belles parties de l'Europe ; c'est une presqu'île environnée à l'ouest, au sud et à l'est par la Méditerranée et



Carte de l'Italie en 1843.

l'Adriatique. Elle est bornée du côté du continent par la chaîne des Alpes, montagnes les plus hautes de l'Europe, d'où descendent les rivières qui forment la vallée du Pô, et se jettent dans l'Adriatique. Cette chaîne la sépare de la Suisse, de l'Allemagne et de la France. Elle forme un demi-cercle depuis le Nord-Ouest jusqu'au Nord-Est. Ce demi-cercle peut être considéré comme décrit de Parme, pris pour centre ; son extrémité de gauche passe sur l'embouchure du Var, son milieu sur le

Saint-Gothard, et son extrémité de droite sur l'embouchure de l'Isonzo. Voilà les bornes naturelles du continent de l'Italie.

« En dedans de ces limites se trouvent les bailliages suisses, la Valteline, une partie du Tyrol, pays tous sur le penchant des Alpes vers l'Italie, qui en font ainsi géographiquement partie, bien qu'ils ne lui appartiennent pas politiquement. C'est une espèce de compensation pour le duché de Savoie, partie politique de l'Italie, bien qu'elle lui soit géographiquement tout à fait étrangère, puisqu'elle est au-delà des Alpes, et que toutes ses eaux déversent dans le Rhône.

« Du côté de l'Est, Monte-Falcone, le comté de Gorice et une partie de l'Istrie ont toujours fait partie de l'Italie, bien qu'en dehors de notre demi-cercle. Il est vrai qu'une autre limite naturelle serait encore de suivre la chaîne des Alpes de la Carniole, qui prend au-dessous d'Idria, et arrive jusqu'à Fiume.

« La Dalmatie, les bouches du Cattaro, etc., soumises à la République de Venise depuis plusieurs siècles, ont toujours été considérées comme faisant partie de l'Italie ; mais, géographiquement, elles appartiennent à l'Illyrie ; il en est d'elles comme de la Savoie.

« Les deux grandes îles de Sicile et de Sardaigne font aussi partie de l'Italie.

« L'Italie à l'ouest est séparée de la France par le Var, les Monts Viso, Genève, Cenis, Saint-Bernard et Simplon. Elle est séparée au Nord de la Suisse par le Simplon et le Saint-Gothard ; enfin, le Brenner, le col de Tarvis et l'Isonzo la séparent des États héréditaires de la maison d'Autriche.

« L'Italie confine avec la Provence et le Dauphiné, provinces de France ; elle confine avec le Tyrol, la Carinthie, la Carniole et l'Istrie, provinces de l'Autriche.

« La France communique avec l'Italie, en passant le Var, aux environs de Nice ; de là on gagne Gênes et Florence par le chemin de la Corniche, et Turin par le col de Tende. La France communique encore avec l'Italie par les cols des Monts Genève, Cenis et du Petit-Saint-Bernard.

« La Suisse communique avec l'Italie par les cols du Grand-Saint-Bernard, du Simplon et du Saint-Gothard.

« L'Allemagne communique par les cols du Brenner, de Tarvis, et par les divers débouchés de l'Isonzo.

« Le Saint-Gothard est le col le plus élevé des Alpes. À partir de ce col, les autres vont toujours en baissant : ainsi, le Saint-Gothard est plus haut que le Brenner ; celui-ci, que les montagnes de Cadore ; les montagnes de Cadore, que le col de Tarvis et les montagnes de la Carniole. De l'autre côté, le Saint-Gothard est plus haut que le Simplon ; le Simplon plus haut que le Saint-Bernard ; le Saint-Bernard plus haut que le Mont-Cenis ; le Mont-Cenis, que le col de Tende. Depuis celui-ci, les Alpes continuent à baisser, et finissent enfin aux montagnes Saint-Jacques, près de Savone, où commencent les Apennins. Alors la chaîne de l'Apennin se relève toujours en augmentant par un mouvement inverse. Elle longe toute la presqu'île jusqu'à l'extrémité du royaume de Naples. Les Apennins sont des montagnes du second ordre. Une partie de leurs eaux se rendent dans le Pô, le reste coule dans l'Adriatique et la Méditerranée.

« De l'embouchure du Var à celle de l'Isonzo, diamètre de la demi-circonférence, il y a cent vingt-cinq lieues de vingt-cinq au degré, ce qui donnerait à la demi-circonférence des Alpes, si elle était régulière, cent quatre-vingts lieues ; mais, à cause des sinuosités, on en compte plus de deux cent trente. Ainsi, tous les points des Alpes sont éloignés de Parme de cinquante à soixante lieues.

« Depuis Parme jusqu'à Rome, il y a quatre-vingts lieues, et depuis Rome jusqu'à l'extrémité de la Basilicate, où remonte le golfe de Tarente, quatre-vingt-quinze lieues, et jusqu'à Reggio, extrémité de la botte, cent vingt lieues. Ainsi, depuis le Saint-Gothard jusqu'à Reggio, il y a deux cent cinquante lieues.

« Les cinquante lieues du nord jusqu'à Parme pourront être regardées comme continentales, les deux cents autres formeront la presqu'île, qui commencera à la hauteur de Parme, et aura dans toute son étendue environ quarante ou cinquante lieues de large ; car de Livourne à Rimini, il y a cinquante lieues ; de Teracine à Termoli, quarante lieues ; de Naples à Manfredonia, quarante lieues ; de Monte-Leone à Brindisi, soixante lieues.

« De Reggio à Naples, la carte de poste marque cent soixante-dix lieues ; de Naples à Rome, soixante lieues, ce qui fait deux cent trente ; de Rome à Parme quatre-vingt-douze lieues ; de Parme au Saint-Gothard, cent lieues ; ce qui ferait du Saint-Gothard à Reggio, quatre cent vingt-deux lieues de poste. En ôtant un dixième, il resterait trois cent quatre-vingts lieues ; nous n'en avons compté que deux cent cinquante ; différence, cent trente ou un tiers entre la distance astronomique et les grandes routes, qui sont obligées de suivre les contours des montagnes, et de passer par les grandes villes, et dans le calcul desquelles on est forcé de considérer les pentes et les

difficultés des chemins, comme aussi les privilèges que demandent les localités et qu'établissent les maîtres de postes.

« La partie de l'Italie contenue dans le demi-cercle a cinq mille lieues carrées. À partir du diamètre de ce demi-cercle, l'Italie se prolonge en forme de botte, qui, ayant deux cents lieues de longueur, donne, depuis Parme jusqu'au golfe de Tarente, huit mille lieues carrées ; la Sicile avec la Sardaigne deux mille lieues carrées ; total : quinze mille lieues carrées. Ainsi, près des deux tiers de l'Italie sont répartis sur une ligne prolongée, environnée de tous côtés des mers Méditerranée et Adriatique.

« Cette singulière configuration a incontestablement contribué aux destinées de ce beau pays. Si la presqu'île, au lieu de quarante à cinquante lieues de large, avait eu quatre-vingt-dix ou cent lieues, et avait été moins longue de moitié, le point central aurait été plus rapproché de toutes les extrémités ; les intérêts seraient devenus plus communs ; la nation, répandue sur de plus petites distances, aurait eu plus d'uniformité ; elle aurait lutté avec plus d'avantage contre les actes qui tendaient à la morceler, et la force d'adhérence qui a constitué la France, l'Angleterre, l'Espagne, eût également agi sur l'Italie.

« Les côtes de la rivière de Gênes sont de cinquante lieues ; la presqu'île a environ deux cent cinquante lieues de côtes de chaque côté. La base, depuis Reggio à Tarente, et au-delà, a cent lieues ; ce qui ferait six cent cinquante lieues pour le littoral de la péninsule italique ; les côtes de l'État de Venise jusqu'à Fiume ont trente lieues, celles de la Sicile, deux cent cinquante lieues ; l'Italie a donc un littoral de onze à douze cents lieues, c'est-à-dire, égal à celui des îles Britanniques, qui est aussi de douze cents lieues, et presque le double de celui de la France, qui n'est que de sept cents lieues.

« Les villes de Nice, de Gênes, de Livourne, toutes les petites villes sur les côtes des deux rivières de Gênes, sont très peuplées. La population de Naples et de toutes les villes du royaume, celle d'Ancône et de toutes les petites villes de la Romagne ; enfin celle de Venise, celle des côtes de la Sardaigne, de Cagliari, etc., en Sicile, celle de Palerme, Syracuse, etc., forment une population maritime d'une grande importance.

« Les rades de Vintimiglia, de Vado, de Gênes, de La Spezia, de Porto-Ferrajo, du golfe de Naples, de Tarente, d'Ancône, de Venise ; celles de la Sicile, celles de l'Istrie, de la Dalmatie, de Raguse, des bouches du Cattaro, appartiennent toutes à l'Italie.

« Si toutes ces parties eussent été réunies en un grand État, il eût été une des puissances maritimes du premier ordre. Les chanvres de la vallée du Pô ; les bois de l'Apennin, ceux de l'Istrie ; les fers de l'île d'Elbe, du Brescian, fourniraient en abondance tout ce qui est nécessaire pour le matériel d'une grande marine. Gênes, Pise, Venise, ont été les premières puissances maritimes de l'Europe dans le Moyen Âge.

« L'Italie, battue de trois côtés par la mer, n'a de frontières de terre qu'à peu près deux cents lieues, c'est moins que le tiers des frontières de la France ; et encore, en front, serait-elle défendue par les barrières les plus fortes qui puissent repousser les nations.

« L'Italie ayant dix-sept à dix-huit millions de population, compris ses deux grandes îles, pourrait facilement avoir une armée de trois cent mille hommes. Dans l'état actuel de son agriculture, elle se fût difficilement procuré les chevaux nécessaires : mais dans le Moyen Age elle

en produisait beaucoup ; et si cette nation eût toujours été militaire, elle eût continué la culture des chevaux.

« La bravoure des troupes italiennes ne peut être mise en doute à aucune époque. Il suffit de nommer Rome et tous les *Condottieri* du Moyen Age, et de nos jours les troupes de la République cisalpine ou du royaume d'Italie, etc.



🔍 Il Condottiero, dessin de Léonard de Vinci, vers 1475.

« Appelée par sa position et l'étendue de ses côtes à être la dominatrice de la Méditerranée, l'Italie n'aurait à craindre d'invasion que par les Alpes, plus faciles à défendre que toute autre frontière de l'Europe. Une vingtaine de places fortes, grandes et petites, suffiraient pour intercepter tous les débouchés des Alpes.

« Tant que l'Italie a été livrée à elle-même, ou que l'influence de l'Allemagne et de la France n'a été qu'auxiliaire et n'a pas tout maîtrisé, l'Italie s'est divisée en trois masses qui sont les divisions géographiques naturelles.

« 1° Au nord, la vallée du Pô, comprenant tous les pays qui versent leurs eaux dans le Pô. Ils sont sur un même niveau, et peuvent

communiquer entre eux. C'est la Belgique et la Hollande de l'Italie, et Venise est l'Amsterdam. Ils comprennent le Piémont, la Lombardie, les Légations et la république de Venise.

« 2° Au milieu de la péninsule, d'un côté la Toscane, et les États du pape à l'ouest de l'Apennin ; c'est la vallée de l'Arno et du Tibre ; de l'autre, tous les pays situés à l'est de l'Apennin entre la vallée du Pô et la frontière napolitaine. En totalité, ils comprennent le grand-duché de Toscane, les États de l'Église et la république de Lucques.

« 3° Enfin, au Midi, le royaume de Naples, qui a toujours fait une division géographique et politique distincte.

« Dans cette définition, la Romagne doit faire partie de l'Italie du Nord, parce que c'est une plaine qui continue la plaine du Pô.

« Mais toute cette grande population, professant la même religion, jouissant également des douceurs d'un climat très tempéré, ayant le même langage, la même littérature, doit s'influencer réciproquement, et finir par s'agglomérer, comme l'ont fait les divers royaumes britanniques, les diverses provinces de l'Espagne, celles de la France ; comme le feront peut-être un jour celles de l'Allemagne. Les parties italiennes ont eu et ont encore plus de choses communes entre elles, que n'en avaient toutes celles-là.

« Si jamais ce grand événement avait lieu, quelle serait la capitale ? L'Italie, par sa configuration, n'a pas de ville centrale. Serait-ce Rome, Milan, Bologne ou Florence ? Gênes ni Venise ne sauraient y prétendre ; elles sont trop aux extrémités.

« 1° *Rome*, par ses souvenirs, par ce qu'elle est déjà et par sa position, pourrait espérer à redevenir encore la capitale de cette belle contrée. Elle se trouverait à cent trente lieues de tous les points de la frontière des Alpes, où l'Italie peut être attaquée par la France ou l'Allemagne ; elle serait à cent lieues des extrémités méridionales du royaume de Naples et des côtes de la Sicile, un peu moins de celles de la Sardaigne. Paris, la capitale de la France, est à soixante lieues de ses frontières du Nord ; à quarante lieues de la Manche, à cent lieues du golfe de Gascogne, à cent cinquante lieues de la Méditerranée. La malsaineté de l'air, l'infertilité de ses environs, le manque d'un grand port et d'une rade à portée, seraient les grands défauts de Rome, prise pour capitale.

« 2° Si l'Italie finissait avec les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, c'est-à-dire, si elle ne comprenait que la vallée du Pô, et n'avait point de presque-île, alors *Milan* serait sa capitale naturelle ; encore serait-ce un grand défaut que cette ville ne pût avoir la ligne du Pô pour se défendre contre les invasions de l'Allemagne. Mais, dans l'agglomération du peuple italien, Milan ne saurait devenir sa capitale, étant trop rapprochée des frontières de l'invasion, et trop éloignée des autres extrémités exposées aux débarquements.

« 3° Dans ce dernier cas, *Bologne* serait infiniment préférable, parce que, dans le cas de l'invasion, les frontières forcées, elle aurait encore pour défense la ligne du Pô, et que sa position géographique, ses canaux, la mettent en communication immédiate ou prompte avec le Pô, Livourne, Gênes, Civita-Vecchia, les ports de la Romagne, Ancône et Venise, et qu'elle est beaucoup plus rapprochée des côtes de Naples.

« 4° Si l'Italie finissait au royaume de Naples, et que partie de Naples et de la Sicile pussent venir remplir le vide qui la sépare de la Corse, alors seulement *Florence* pourrait prétendre à être la capitale de l'Italie, parce qu'elle se trouverait dans une position centrale.

« En 1796, au moment de l'entrée des Français en Italie, cette belle contrée était partagée en un grand nombre de souverainetés.

« 1° Le roi de Sardaigne, qui était maître du comté de Nice, bordait la rive gauche du Var, et était en possession de tous les débouchés des Alpes, jusqu'au Simplon, qui le séparait de la Suisse. Au-delà des Alpes, il possédait la Savoie ; mais géographiquement cette province doit être considérée comme française. Les États du roi de Sardaigne étaient séparés, à l'Est, de la Lombardie autrichienne, par le Tessin, bornés, au Midi, par la crête supérieure des Apennins, qui les séparait de la République de Gênes et du duché de Parme : leur population, y compris la Savoie et le comté de Nice, était de deux millions quatre cent mille habitants, ce qui, avec la Sardaigne, formait une population de près de trois millions d'habitants : ce pays avait douze ou quinze places fortes, une armée de vingt-cinq mille hommes en temps de paix, elle était doublée en temps de guerre avec un pareil nombre de milices. Turin, la capitale, avait quatre-vingt mille habitants, elle était fortifiée.

« 2° La république de Gênes était séparée, à l'Ouest, par la Roya, du comté de Nice. Au Nord, elle était séparée des États du roi de Sardaigne, par la haute chaîne de l'Apennin ; à l'Est, elle était séparée du duché de Parme par la même chaîne, et s'appuyait au grand-duché de Toscane. Au Midi, elle a la Méditerranée. Sa population était de cinq cent mille habitants. La ville de Gênes avait cent vingt mille

âmes, la place était forte, quoique les fortifications fussent un peu étendues.

« 3° Le duché de Parme, formé des duchés de Parme, Plaisance et de Guastalla, était séparé de la Lombardie autrichienne par le Pô ; il avait au Sud-Ouest la République de Gênes, à l'Ouest le Piémont, et à l'Est, le duché de Modène. Sa population était de cinq cent mille habitants. Parme est une ville de quarante mille âmes. Parme pouvait avoir deux mille cinq cents à trois mille hommes sous les armes.

« 4° La Lombardie autrichienne. À l'Ouest, elle était séparée du Piémont par le Tessin, fleuve large et rapide ; de la Suisse, au Nord, par les Alpes, au Midi, par le Pô, qui la séparait des duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla ; à l'Est, elle était bornée par les États vénitiens. Sa population était de onze cent mille habitants. Milan, sa capitale, était une ville de trente à quarante mille âmes. La Lombardie avait plusieurs places fortes, spécialement Mantoue et la citadelle de Milan.

« 5° La république de Venise. Elle était séparée de la Bavière par le Tyrol ; de la Carinthie, par les Alpes noriques, et de la Carniole, par l'Isonzo. Au midi, elle était bordée par l'Adriatique et le Pô, lequel la séparait des États du pape. Elle possédait, au-delà de l'Isonzo, l'Istrie, la Dalmatie, les bouches du Cattaro : à l'entrée de l'Adriatique, Zante, Céphalonie, Cérigo, et Sainte-Maure. Sa population était de trois millions cinq cent mille habitants. Venise comptait cent quarante mille habitants ; elle avait plusieurs places fortes : Peschiera, Porto-Legnano, Palma-Nova en Italie ; Zara et les bouches du Cattaro en Dalmatie. Elle avait un état militaire de plus de trente mille hommes, un arsenal de construction maritime, et une flotte de douze à quinze

bâtiments de cinquante-quatre⁴⁹, sans compter les frégates, bricks et autres petits bâtiments.

« 6° Le duché de Modène. Un prince de la maison d'Este, seul rejeton de cette ancienne maison, régnait à Modène, et possédait les duchés de Modène, Reggio et de la Mirandole, situés entre les duchés de Parme et de Toscane, la Lombardie et les États du pape. Sa population est de trois cent cinquante mille âmes. Modène est une ville de vingt mille habitants. La maison d'Este s'éteignait avec le vieillard alors régnant, et l'héritière du duché était la duchesse Béatrix, qui était mariée avec un archiduc. Modène peut avoir cinq à six mille hommes sous les armes.

« 7° Les États du pape. Ils étaient séparés de la République de Venise par le Pô ; du duché de Modène, par le fort Urbain⁵⁰ ; de la Toscane, par les Apennins. Ils étaient bordés à l'Est par l'Adriatique, et au Sud, par le royaume de Naples. Le pape possédait l'embouchure du Pô, le port et la citadelle d'Ancône sur l'Adriatique, le port et la place forte de Civita-Vecchia sur la Méditerranée. Sa population était de deux millions quatre cent mille âmes, et celle de Rome, de cent quarante mille. Le pape pouvait avoir six à sept mille hommes sous les armes.

« 8° La Toscane. Elle était possédée par un archiduc d'Autriche⁵¹, et séparée de la République de Gênes par la République de Lucques ; du duché de Modène par les Apennins ; elle avait à l'Ouest la Méditerranée. La Toscane avait un million de population. Florence, sa ville capitale, avait quatre-vingt mille âmes : elle avait, sur la Méditerranée, le

49. Vaisseaux de guerre de cinquante-quatre canons. (*JMS*)

50. Urbino. (*JMS*)

51. Le grand-duc de Toscane Ferdinand III, archiduc d'Autriche (1769-1824). (*JMS*)



Ferdinand III grand-duc de Toscane, archiduc d'autriche, par Dorffmeister.

port de Livourne, et comptait six mille hommes sous les armes, et trois frégates.

« 9° La République de Lucques, placée entre la Toscane et les États de Gênes, formant une population de cent mille hommes.

« 10° Enfin, le royaume de Naples, qui avait au Nord les États du pape, se trouvait entouré de tous les autres côtés par la Méditerranée. Ce pays était séparé de la Sicile, qui lui est opposée, par un détroit de deux

mille toises seulement. Sa population était d'à peu près six millions, y compris Naples, la Sicile et les petites îles dépendantes. Naples comptait une population de quatre cent mille âmes. Le roi de Naples pouvait mettre soixante à quatre-vingt mille hommes sur pied. Il n'avait que deux vaisseaux de soixante-quatorze et quelques frégates.

« L'Italie entière était partagée entre la maison de Bourbon et la maison d'Autriche. De toutes les maisons souveraines qui avaient survécu aux républiques du Moyen Âge, il ne restait plus que celle d'Este. »

Fin du tome XI

Cet ouvrage est composé par

Leo'n Co

pour

herodote.net